1974 2e tour

TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9127 40 PAGES DERNIÈRE ÉDITION MARDI 21 MAI 1974

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 0,90 DA; Maroc, 0,90 dir.; Tunisie, 90 m.; Allemagne, 0,90 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique, 8 fr.; Canada, 60 c. cts; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 15 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 14 dr.; Iran, 35 ris; Italie, 200 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 8 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse, 0,80 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 36

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

L'accord sur la ligne de démarcation dans le Golan serait acquis

LIRE PAGE 40

ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Giscard d'Estaing a obtenu 50,66 % des voix en métropole contre 49,33 % à M. François Mitterrand

- **La passation des pouvoirs aura lieu le lundi 27 mai à l'Élysée**
- **L'U.D.R. étudie les modalités de sa collaboration avec le nouveau chef de l'État**

A l'issue du scrutin de ballottage de l'élection présidentielle, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a recueilli en métropole 13 083 719 voix (50,66 % des suffrages exprimés), l'a emporté, avec une courte marge d'avance, sur M. François Mitterrand, candidat commun de la gauche, qui a obtenu 12 740 985 voix (49,33 %) sur les suffrages exprimés.

Le nouveau président de la République, qui prendra ses fonctions lundi 27 mai, s'est entretenu dès le 20 mai avec M. Poher (lire page 3), tandis que l'U.D.R. devait réunir dans la soirée son bureau exécutif pour définir les modalités de son soutien au chef de l'Etat. Plusieurs dirigeants de la formation gaulliste souhaitent que le troisième président de la Ve République pratique une « politique de rassemblement, de concertation, de participation et de progrès social », et certains d'entre eux, notamment M. Peyrefitte, insistent pour que leur mouvement évite avec soin « tout ce qui pourrait entretenir l'idée d'une confusion de l'U.D.R. avec l'exécutif ».

Le franc a progressé de 1 % environ lundi matin par rapport au deutschemark et au franc suisse sur les marchés des changes européens.

A la Bourse de Paris, qui avait anticipé le résultat vendredi, les valeurs françaises ont été irrégulières. L'or a perdu près de 3 % ainsi que le napoléon.

A l'étranger, M. Nixon a été le premier à féliciter, par téléphone, M. Giscard d'Estaing. Le nouveau président a reçu de nombreux messages de félicitations, dont l'un, particulièrement chaleureux, de M. Helmut Schmidt, nouveau chancelier d'Allemagne fédérale. Au cours d'une conversation téléphonique qu'ils ont eue lundi matin, MM. Giscard d'Estaing et Schmidt sont tombés d'accord, indique-t-on à Bonn, pour se rencontrer aussitôt que possible après la passation des pouvoirs à l'Elysée.

Les résultats du deuxième tour

	METROPOLE			DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER			TERRITOIRES D'OUTRE-MER (*)			TOTAL		
INSCRITS	29 766 153			515 914			163 386			30 445 453		
VOTANTS	26 175 067 (87,93 %)			326 986 (63,38 %)			116 331 (71,20 %)			26 618 384 (87,42 %)		
ABSTENTIONS	3 591 086 (12,06 %)			188 928 (36,62 %)			47 055 (28,79 %)			3 827 069 (12,57 %)		
BLANCS OU NULS	350 363 (1,17 %)			5 920 (1,14 %)			819 (0,50 %)			357 102 (1,17 %)		
SUFFRAGES EXPRIMES	25 824 704 (86,75 %)			321 066 (62,23 %)			115 512 (70,69 %)			26 261 282 (86,25 %)		
	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. %	Inscrits %	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. %	Inscrits %	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. %	Inscrits %	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. %	Inscrits %
Valéry GISCARD D'ESTAING	13 083 719	50,66	43,95	162 025	50,46	31,40	68 896	59,64	42,19	13 314 640	50,70	43,73
François MITTERRAND	12 740 985	49,33	42,80	159 041	49,54	30,83	46 616	40,35	28,54	12 946 642	49,30	42,52

(*) Parmi les territoires d'outre-mer, seul le résultat de l'archipel des Comores — qui comptait au premier tour 149 000 électeurs inscrits — ne devait être connu à Paris que lundi 20 mai dans l'après-midi.

Vers une relance de l'Europe

La France n'a pas, loin de là, le monopole des scrutins serrés. Faut-il rappeler qu'en 1960 John Kennedy l'avait emporté sur son rival, M. Nixon, par une marge de quelque cent mille voix sur près de soixante-dix millions de suffrages exprimés ?

Le précédent qui s'apparente de plus près au cas français est celui de la Suède, qui a vu en septembre dernier une coalition de partis que personne n'hésite à qualifier de « bourgeois » battue par la gauche par une marge inférieure à quatre mille voix, pas assez pour donner à l'un ou l'autre camp l'avantage d'un seul siège.

Cela dit, les résultats de l'élection sont accueillis avec satisfaction par la plupart des gouvernements étrangers. Il ne faut pas s'en étonner. Sauf dans les cas où un net antagonisme oppose deux nations (et la France, heureusement, n'a pas dans le monde d'ennemis à ce degré), une certaine solidarité d'intérêts et d'habitudes unit les « appareils » en place d'une capitale à l'autre. Il est rare qu'un changement complet soit souhaité chez le voisin ; on préfère, en général, travailler avec ceux que l'on connaît plutôt que d'avoir affaire à des équipes nouvelles, aux programmes encore peu connus. L'observation s'applique aussi aux pays socialistes — comme l'U.R.S.S., où la personne de M. Mitterrand ne suscitait pas l'enthousiasme, et même la Chine, où la préoccupation principale semblait être de ne pas voir des « révisionnistes » prosoviétiques s'approcher du pouvoir en France.

M. Giscard d'Estaing est plus connu à l'étranger que ne l'était son concurrent, mais il n'en devra pas moins, comme M. Pompidou avant lui, explorer plus au fond des dossiers de politique étrangère avec lesquels, comme le montre le vague de certaines de ses réponses, il est encore insuffisamment familier. Il est vrai que son attention sera d'abord appelée par les problèmes de l'Europe, ceux-là mêmes qu'il connaît le mieux. Il a sur ce point deux atouts dans son jeu : son « amitié » — reconnue par les deux hommes — avec son ancien collègue, M. Helmut Schmidt, nouveau chancelier d'Allemagne fédérale et qui, tout social-démocrate qu'il est, se sentait beaucoup moins proche que M. Brandt du candidat commun de la gauche. En outre, la France présidera, à partir du 1er juillet, le conseil des ministres de la Communauté européenne et devrait être ainsi en excellente position pour lancer ce calendrier de la construction de l'union européenne dont le candidat Giscard d'Estaing avait parlé pendant la campagne.

Tous les partenaires de la France s'attendent, en effet, à une « relance de l'Europe », maintenant que les deux principaux pays du continent ont, en principe, surmonté leurs crises internes et alors que la Grande-Bretagne de M. Wilson n'est plus considérée comme véritablement européenne. Le prochain « sommet » franco-allemand, qui sera sans doute la première grande rencontre diplomatique des nouveaux dirigeants tant à Paris qu'à Bonn, sera à cet égard déterminant. Mais les bonnes intentions ne sont pas suffisantes : on ne saurait oublier que M. Schmidt s'était durement heurté à M. Jobert à Washington il y a à peine plus de trois mois et que M. Giscard d'Estaing s'est engagé à maintenir pour l'essentiel la politique poursuivie par Georges Pompidou.

On saura bientôt en tout cas si la « querelle de l'atlantisme » faite de divers côtés au nouveau président ainsi que les espoirs ouvertement exprimés à Washington et ailleurs d'une politique française plus favorable à l'Amérique étaient fondés ou non.

Une lourde responsabilité

CETTE fois, le pays est bien coupé en deux : mathématiquement, politiquement, sociologiquement et, il est vrai, traditionnellement. Si c'est vraiment le danger que, chacun à sa façon, le gaullisme et le centrisme voulaient éviter, ils ont perdu. « Ni vainqueur ni vaincu », a dit un ancien ministre à l'annonce du résultat ; il en concluait que ce n'est pas au centre que la nouvelle majorité devrait gouverner, comme elle se le promettait, mais à gauche. Plus facile à dire qu'à faire.

Même si la droite domine son succès et la gauche sa déception, la coupure est là : entre les générations, les régions, les catégories sociales, pour ne pas dire les classes. En s'inclinant devant le verdict du suffrage universel, il faudra beaucoup de sang-froid et même de courage, de part et d'autre, pour qu'il n'en naisse pas de profondes frustrations et un jour, peut-être, de graves affrontements.

* *

Elu président de la République, M. Giscard d'Estaing se trouve investi de pouvoirs d'autant plus grands que les électeurs ont voté massivement et que la gauche a joué à fond le jeu de l'institution présidentielle. Cette double reconnaissance par le pays et par l'apposition de la valeur de l'institution et de l'autorité qui s'y attache confère une force accrue au nouveau président. Il ne devrait plus y avoir de querelle de légitimité.

Mais, élu à une faible majorité, M. Giscard d'Estaing se voit, s'entend assigner et se reconnaît lui-même des devoirs d'autant plus grands que, majoritairement, « le monde de la jeunesse et du travail » s'est en effet reconnu en M. François Mitterrand. Non seulement il devra satisfaire à ses promesses, mais il devra en partie répondre à l'attente de ceux qui n'ont pas voté pour lui. C'est à coup sûr le seul moyen pour que, comme il l'a prophétisé au soir de son élection, s'ouvre « une ère nouvelle de la politique française ».

La question n'est pas de savoir s'il veut véritablement « un changement politique, économique et social » puisqu'il le proclame ; elle est de savoir s'il le peut, si les forces qu'il exprime et qui le soutiennent le lui permettront, si elles lui donneront ou lui laisseront prendre les moyens de sa politique « de rajeunissement et de changement de la France ».

JACQUES FAUVET.

(Lire la suite page 8, 1re col.)

Le plus petit écart

Par RAYMOND BARRILLON

Si l'on est toujours fondé à s'interroger sur les modalités de l'élection présidentielle, et à en déplorer certaines (longueur de la période de la vacuité du pouvoir « au sommet », prolifération des candidatures, durée de « l'entre deux tours »), il n'y a en revanche aucune illusion à se faire sur l'accueil que feraient les Français à quiconque leur proposerait de renoncer au principe de la désignation du chef de l'Etat au suffrage universel. Ils viennent de se montrer plus attachés que jamais à ce droit en participant massivement au scrutin de ballottage du 19 mai. Le pourcentage d'abstentions qui a été de 12,06 % en métropole est le plus bas qui ait jamais été enregistré depuis 1848, date de la mise en vigueur en France du suffrage universel direct et tout à fait comparable à ceux que l'on relève dans les pays où le vote est obligatoire.

Les records de participation allant à la Somme (92,77 %) et au Lot (92,03 %), mais Paris se situant parmi les trois départements les moins participationnistes (85,39 %) avec les Bouches-du-Rhône (85,25 %) et comme à l'habitude la Corse (77,37 %), la première question qui se pose est de savoir lequel des deux candidats en présence a profité le plus de cette ruée sans précédent vers les urnes. Il semble bien que ce soit M. Mitterrand. Les douze départements où la régression des abstentions a été la plus forte entre le premier et le second tour de scrutin (nous publions, d'autre part, le tableau de ces régressions) sont politiquement fort divers : Oise, Lot, Haute-Saône, Ariège, Lozère, Haute-Loire, Alpes-de-Haute-Provence, Corse, Aude, Hautes-Alpes, Gard et Aveyron. On constate que dans tous ces départements le candidat commun a recueilli plus de voix que lui-même, les candidats d'extrême gauche et M. Dumont, n'en avaient totalisé le 5 mai, tandis que M. Giscard d'Estaing ne va au-delà du total de ses propres voix, de celles de MM. Chaban-Delmas et Royer et de celles de l'extrême droite que dans sept départements : Haute-Saône, Haute-Loire, Lozère, Alpes-de-Haute-Provence, Corse, Hautes-Alpes, Aveyron. On ne sait pas s'il faut expliquer cette disparité par le glissement vers M. Mitterrand des électeurs chabanistes, car ce phénomène est surtout sensible en Gironde et dans l'ensemble du Sud-Ouest où certains radicaux et socialistes avaient sans doute voté le 5 mai en fonction de leur attachement personnel au maire de Bordeaux.

Aucune comparaison intéressante n'étant possible avec 1969 (la gauche éliminée dès le premier tour s'était désintéressée du scrutin de ballottage), on constate que le nouveau président de la République est sensiblement en deçà des résultats obtenus par le général de Gaulle le 19 décembre 1965. Il n'obtient la majorité absolue que dans 51 départements (au lieu de 69 pour le fondateur de la Ve République) et parmi ces 51 départements, il n'y en a que 11 (au lieu de 15 pour de Gaulle) où il dépasse les 60 %. Il n'obtient nulle part 70 % des suffrages exprimés, alors que le premier président élu au suffrage universel les avait atteints ou dépassés dans 5 départements de l'Ouest et de l'Est : Manche, Vendée, Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin.

(Lire la suite page 4, 5e col.)

AU JOUR LE JOUR

La resquille

Ce qui est clair à défaut d'autre chose dans cette élection présidentielle, c'est que la France a élu deux hommes, même si par le jeu de quelques décimales elle n'a désigné qu'un président. Heureux Romains qui avaient deux consuls ! Mais la présidence bicéphale ne serait pas une solution, car à travers deux hommes la France électorale, refusant d'opter entre deux sociétés, s'est mobilisée pour choisir les deux à la fois et elles sont incompatibles. Elle espère sans doute que M. Valéry Giscard d'Estaing lui donnera ce qu'elle pouvait espérer de M. Mitterrand tout en lui garantissant tout ce qu'il lui a promis.

Le progrès sans le danger, la conquête sans l'aventure, la rose sans les épines. C'est un vieux rêve de resquilleur, et la resquille est le péché mignon de notre pays.

ROBERT ESCARPIT.

L'EMPIRISME NE SUFFIT PAS

Par GILBERT MATHIEU

« Si quelqu'un vous dit : voici ce qui se passera en 1974, ne le croyez pas. Personne ne peut le savoir. » Ces phrases datent de décembre seulement. M. Giscard d'Estaing croyait-il, à l'époque, succéder aussi vite à Georges Pompidou ? Nul ne le saura sans doute jamais. Au demeurant, le propos, destiné à préfacer le petit plan de lutte contre l'inflation du gouvernement Messmer, avait une signification essentiellement économique : face à l'issue incertaine de la crise du pétrole, le ministre de l'économie et des finances entendait se montrer prudent et conserver les moyens de la relance, après avoir freiné la croissance durant le premier semestre de cette année.

Le ton — comme le dispositif qui l'accompagnait — était pourtant à ce point caractéristique de l'homme, qu'on peut lui prêter une portée plus générale. Il dépeint fort bien le « grand argentier » qu'a été, pendant plus de dix ans, M. Giscard d'Estaing : lucide au point d'étonner parfois ses se vices ; empirique et sceptique à l'égard des schémas globaux d'explication ; convaincu de la nécessité de grandes réformes, mais ne prenant guère le risque de les mettre en vigueur ; finalement plus favorable — bien qu'il s'en défende — à ceux qu'avantage le « laisser-faire », ceux que leur poids économique ou leurs appuis politiques mettent à même de profiter d'une société d'inégalités et de déséquilibres.

Lucide sur l'économie de notre temps, M. Giscard d'Estaing l'a presque toujours été. Pour la raison simple qu'il se tenait constamment au courant des infléchissements de la conjoncture. Jour par jour, il a suivi l'évolution du marché monétaire, des taux de change, de la Bourse ; au fil des semaines, il s'est fait informer par les statisticiens officiels des variations de la production, du commerce extérieur, des prix, des dépenses budgétaires, des recettes fiscales...

Pas une session des comptes de la nation où il n'ait donné sa propre interprétation de l'évolution des grandes masses de l'économie. L'affaire l'intéressait au point qu'il a demandé aux services de la prévision d'infléchir leurs pronostics dans un sens qui lui plaise davantage pour mieux tenir compte, disait-il, de la politique qu'allait mettre en œuvre le gouvernement. La méthode, on le sait, a même donné lieu à polémique, le ministre promettant finalement — ce qu'il n'a pas tenu — de publier désormais deux comptes : celui des experts, avant inflexion politique, et celui de ses préférences, impliquant l'effet des décisions que pourraient prendre les pouvoirs publics.

(Lire la suite page 4, 1re col.)

En raison du deuxième tour de l'élection présidentielle

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE PARAITRA DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

LE PRINCE BLESSE DE BARJAVEL.
UN VOYAGE A LA FRONTIERE DU REVE ET DE LA REALITE.

FLAMMARION
Service lecture conseil : 033.94.10

Le nouveau président

Du château de Varvasse au palais

Par NOËL-JEAN BERGEROUX

M. GISCARD D'ESTAING accède à la plus haute charge de l'Etat à l'âge de quarante-huit ans et bientôt quatre mois.

Il a fait vite. Très vite. Et sa performance n'est guère amoindrie par l'existence, dans l'histoire des républiques françaises, de deux présidents plus précoces que lui : Louis-Napoléon Bonaparte et Jean Casimir-Périer entrés à l'Elysée, l'un à quarante ans et huit mois, l'autre à quarante-six ans et sept mois.

Né le 2 février 1926 à Coblence (son père occupait le poste de directeur des finances au haut commissariat de France en Rhénanie), ce jeune président de la République a bénéficié, dès sa venue au monde, de quelques-uns de ces atouts qui, s'ils ne suffisent pas à déterminer les carrières exceptionnelles, les favorisent singulièrement.

La lignée dont il descend recèle nombre d'hommes politiques, de grands commis de l'Etat ou de gens de cour : un grand-père parlementaire, Jacques Bardoux ; un arrière-grand-père, Agénor Bardoux, non seulement parlementaire, mais membre du gouvernement sous Mac-Mahon (il fut ministre de l'instruction publique de 1877 à 1879) ; des sénateurs sous les régimes précédents, des pairs de France sous l'Empire et même un royal ancêtre, Louis XV.

Le sens de l'Etat en legs, mais aussi la richesse. Dans cette même lignée ne se comptent guère les grands maîtres d'affaires, les administrateurs de sociétés. A lui seul, son père participe aux destinées de quelques établissements comme Bergougnan, Kléber-Colombes, Thomson-Houston, il préside à celles de la Société financière pour la France et les pays d'outre-mer.

La noblesse enfin. En 1922, M. Edmond Giscard fut autorisé, par décret, à *« relever le nom de d'Estaing »*, celui de l'amiral qui guerroya avec La Fayette aux Amériques et dont la Révolution trancha le col. L'appartenance véritable des actuels Giscard d'Estaing à la descendance de l'amiral fut maintes fois contestée par des adversaires politiques de la famille, ou des généalogistes pointilleux. Ce qui n'est pas douteux, c'est, en tout cas, le goût des titres de noblesse dans cette famille : ce père qui releva le nom et la particule ; ces trois filles — sœurs de Valéry — toutes devenues comtesses par leur mariage (Sylvie, comtesse de Las Cases, Isabelle, comtesse de Lasteyrie du Saillant, et Marie-Laure, comtesse de Froissard de Broissia ; ces brus enfin : Marie-Hélène, fille du comte Pierre de Montrichard, épouse d'Olivier Giscard d'Estaing, et Anne-Aymone, fille du comte — mort en déportation — et de la comtesse de Brantès (née princesse Aymone de Faucigny-Lucinge), épouse de Valéry Giscard d'Estaing.

Participer aux choses

La fortune, le nom, le sens des affaires de l'Etat : belle corbeille de baptême. Elle ne sera pas gaspillée.

L'enfance sera celle d'un fils de famille doué et riche : entre l'Auvergne — on a regagné le château de Varvasse, à Chanonat après le séjour en Allemagne — et Paris. Valéry est, dira-t-on, un enfant turbulent. Candidat à la présidence de la République, il se dessinera lui-même sous un tout autre aspect : *« J'étais assez craintif. J'avais peur des animaux, de toutes sortes de choses menaçantes, de la nuit. L'idée d'aller passer la nuit dans une forêt m'effrayait. »*

Sans doute « travaillait-il bien à l'école », même s'il « croit se souvenir » qu'il était « nul » en 7e et en 8e. Il faut en effet ne point trop musarder — ni au lycée Janson-de-Sailly à Paris ni au lycée Blaise-Pascal à Clermont — pour être bachelier à quinze ans, et, qui plus est, doublement bachelier, puisque le jeune Valéry cueillera les titres « philo » et « math-élem. ».

Mais ce bac, c'est déjà un bac de guerre. D'occupation du moins. L'Europe est en transe. La France est occupée et le petit garçon qui avait peur de la nuit se retrouve, à dix-sept ans, résistant dans Paris soumis aux Allemands. Par jeu d'adolescent, par révolte patriotique sans doute, mais aussi par goût de ce qu'il nomme « participer aux choses », mais surtout pour administrer à soi-même l'épreuve du risque dominé et du courage que l'on n'était pas sûr de posséder. Au demeurant, dit-il, *« j'avais un rôle subalterne qui consistait à transporter des journaux clandestins, puis des armes »*.

Il prend part à la libération de Paris, il est dans la marée humaine du 26 août 1944 sur les Champs-Elysées. Un an plus tard, le 14 juillet 1945, il est à nouveau sur l'avenue triomphale : il défile dans son char. Il avait entre temps rejoint la première armée française et combattu en Allemagne et en Autriche, poursuivant ainsi l'épreuve de son caractère, se frottant à quelques réalités sociales ou humaines ignorées de lui jusque là : les communistes dans la résistance, la troupe musulmane, le peuple sous les armes, dans son régiment de blindés. Il ajoute à ces enrichissements la croix de guerre et... un début de pratique de l'accordéon.

1946 : la guerre est finie, il faut retrouver les habitudes : celles du bon élève, et c'est l'entrée à Polytechnique, puis, en 1949, l'entrée — sur titre — à l'Ecole nationale d'administration, avec, entre les deux, un voyage en Amérique du Nord.

En 1952, à l'âge de vingt-six ans, voici donc un adjoint à l'inspection des finances qui a un joli nom, une famille puissante (il vient d'épouser Anne-Aymone de Brantès, petite-fille de M. Schneider), une expérience guerrière, un caractère déjà un peu trempé et quelques parchemins de valeur. Reste la vie, ces « choses » auxquelles il faut « participer », et — pourquoi pas ? — le pouvoir, qu'il faut conquérir.

C'est l'entrée en politique.

La politique, pour le jeune Valéry Giscard d'Estaing, c'est moins le grand jeu des idées que la domination des faits. Qui domine et qui gouverne à cette époque ? Un petit nombre d'hommes. Parmi ceux-ci, M. Edgar Faure est considéré comme une valeur sûre. C'est, en tout cas, par ce dernier que l'inspecteur des finances Giscard d'Estaing se fait remarquer en 1955. Le président du conseil fait de lui son directeur adjoint de cabinet. L'onction du suffrage universel est sollicitée l'année suivante, lors des élections législatives : le grand-père, Jacques Bardoux, abandonnera — sans trop de hâte il est vrai — au petit-fils le siège de député du Puy-de-Dôme.

Election sans difficulté au lendemain de laquelle M. Edgar Faure, déçu par le résultat global, regrettera amèrement d'avoir refusé l'investiture à son collaborateur : celui-ci disparaît, échappe à toutes les recherches de son « patron ». Recherches pourtant fièvreuses : il manque un député à M. Edgar Faure pour pouvoir constituer un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas pardonné et refuse de faire l'appoint...

Dans l'hémicycle, c'est un député qui, prudemment, observe les règles du noviciat. Il se fait remarquer, mais juste ce qu'il faut et juste de qui il faut. En l'occurrence, cette fois, de M. Antoine Pinay. Celui-ci le distingue si bien qu'il fait de lui en 1957 un secrétaire d'Etat aux finances dans un gouvernement qui ne reçoit pas l'investiture de l'Assemblée nationale.

Les députés qui, ce 18 octobre 1957, ont refusé de faire du maire de Saint-Chamond le président du conseil ont, du même coup, évité à Valéry Giscard d'Estaing d'être un peu ce que l'on nommera plus tard *« un homme de la IVe »*. Signalé service, quand on sait l'usage qui sera fait de ce qualificatif.

C'est bien, il est vrai, la République fondée par le général de Gaulle qui va donner son premier titre gouvernemental, et son essor, à l'héritier de la famille Giscard. C'est bien dans cette République qu'il va faire carrière.

Désormais, il y a le gaullisme et *« l'œuvre de rénovation »* qu'il a engagée. Le député du Puy-de-Dôme a adhéré à celle-ci. M. Antoine Pinay est ministre des finances depuis juin 1958 dans le gouvernement de Gaulle, qui, en droit, est le dernier de la IVe République. M. Giscard d'Estaing devient secrétaire d'Etat auprès de lui en janvier 1959 dans le cabinet Debré, le premier de la Ve République. A moins de trente-trois ans, il est le plus jeune ministre du gouvernement, et son directeur de cabinet, de quatre ans son aîné, est déjà M. Michel Poniatowski. Quand M. Pinay, en désaccord avec le général de Gaulle, se retirera de l'équipe, en janvier 1960, le secrétaire d'Etat demeurera au même poste, auprès de M. Baumgartner, nouveau ministre des finances. Il se tirera d'ailleurs avec habileté de cette passe délicate.

Le 19 janvier 1962, il succédera à M. Wilfrid Baumgartner comme ministre des finances à part entière. Le 14 avril de la même année, Georges Pompidou, qui prend la relève de M. Michel Debré à l'hôtel Matignon, le conserve dans son gouvernement avec le titre de ministre des finances et des affaires économiques. Il le reconduira dans cette fonction le 6 décembre de la même année : M. Valéry Giscard d'Estaing est Rue de Rivoli depuis le 2 janvier 1959. Il y demeurera jusqu'au 6 janvier 1966.

Parallèlement, il a renforcé son implantation locale : réélu député du Puy-de-Dôme, sans difficulté, en 1958 et 1962, il s'est fait élire, en avril 1958, comme conseiller général de Rochefort-Montagne.

Il a subi un échec toutefois. Sur cette belle chaussée du pouvoir et des honneurs, une ville a refusé d'être prise : Clermont-Ferrand, lors des élections municipales de mars 1959. M. Giscard d'Estaing, député, conseiller général, puis secrétaire d'Etat, a tenté de devenir maire de la première cité de l'Auvergne. Sévère défaite : la liste qu'il conduit est largement battue par celle de M. Gabriel Montpied, socialiste ; elle se retire entre les deux tours. L'entreprise clermontoise est abandonnée. (Chamalières, cité de la banlieue de Clermont, se fera une joie, en septembre 1967, de se donner pour maire M. Valéry Giscard d'Estaing.)

Mais, en 1959, le drame algérien déchirait la France depuis cinq ans déjà. C'est lui qui avait ramené le général de Gaulle au pouvoir. C'est lui qui constituait la faille, le critère par rapport auquel les familles et les hommes politiques devaient se définir. M. Valéry Giscard d'Estaing fait partie des indépendants, une grande famille *« de gouvernement »* sous la IVe République. Mais une famille qui va trouver sa fêlure et, finalement, sa défaite avec cette malheureuse guerre et ses incidences intérieures. Dans sa majorité, les indépendants s'enflamment pour l'Algérie française et, peu à peu, s'écartent du général de Gaulle, qui a choisi une autre voie.

Les amis politiques d'un côté, le chef de l'Etat et le pouvoir de l'autre : c'est peut-être ce qu'aperçoit un moment, entre 1959 et 1962, le secrétaire d'Etat aux finances. Car nul doute qu'il est favorable, tout à fait favorable, aux thèses de l'Algérie française.

(Dessin de BONNAFFÉ.)

Mais n'est-ce pas là un combat du passé, une passion, un sentiment qui ne vaut pas qu'on lui sacrifie le service d'un Etat qui tente de se rénover ? Les indépendants s'enfoncent dans l'impasse. Lui s'en écarte. Plus tard, devenu chef de parti, il tentera, sans succès, de refaire l'unité de la famille dispersée. Mais, en attendant, il serre autour de lui les élus du groupe qui font passer le général avant l'Algérie.

C'est à cette époque que l'on commence à parler de « giscardiens ». Après les élections législatives de 1962, un groupe parlementaire républicain indépendant sera constitué, proche mais distinct de l'U.N.R., amorce d'une organisation plus structurée qu'annonce déjà la création d'un Centre national d'études et de liaison des républicains indépendants.

La disgrâce

La carrière ministérielle rapide, longue déjà, subit le 8 janvier 1966 un coup d'arrêt brutal. Elaboré strictement selon les directives du président de la République en 1963, mais trop longtemps prolongé, le plan de stabilisation économique est tenu pour responsable de la mise en ballottage du général de Gaulle le 5 décembre 1965. Un autre ministre des finances est appelé au gouvernement : M. Michel Debré, dont le général de Gaulle souhaitait le retour aux affaires. M. Giscard d'Estaing refuse le poste qu'on lui propose en remplacement, un « super-ministère » de l'équipement, et il quitte le pouvoir.

Cette disgrâce, mal acceptée et même ressentie comme un affront, est pourtant, en fait, le véritable point de départ de la carrière du futur chef de l'Etat. C'est à ce moment de sa vie que sa démarche vers le palais de l'Elysée prend une réalité, sans commune mesure avec les rêves, les ambitions, les projets qui ont été jusque-là prêtés au jeune ministre ambitieux. Cette disgrâce, c'est peut-être la rupture à laquelle M. Giscard d'Estaing ne se serait pas résolu seul. Poussé hors du nid, il va apprendre à voler vraiment. Et haut.

A revenir sur ces années 1955-1967, de l'entrée en politique au départ du gouvernement, on découvre en effet une constance, ou du moins un rythme, un cycle, marqué à chaque étape par une rupture déterminante. Que ce soit avec M. Edgar Faure, M. Antoine Pinay ou Charles de Gaulle, notre homme, dans un premier temps, se place. Puis il se distingue : déjà parmi le personnel politique de la IVe République finissante, très vite sous la Ve, dès 1962 au sein du courant majoritaire. Enfin, il rompt : c'est le refus d'adhérer au groupe parlementaire de M. Edgar Faure, en 1956. C'est le maintien au gouvernement quand M. Pinay s'en va, c'est le divorce d'avec la famille des indépendants, etc. En 1966, le départ du gouvernement, voulu par d'autres, n'en vient pas moins comme un événement logique dans le déroulement de cette carrière politique.

Si Georges Pompidou ne s'attriste apparemment pas trop du départ de son ministre, peut-être est-il de ceux, en revanche, qui mesurent l'erreur qui vient d'être commise et les risques qu'elle comporte pour la cohésion de la majorité. D'autant qu'avec un peu d'insistance, et si le général y avait véritablement tenu, la création du groupe parlementaire giscardien — embryon de force politique indépendante bien utile maintenant — aurait pu être évitée en 1962. Il est trop tard, le mouvement est enclenché. Il va aller rondement. Dans la phase qui commence, comme dans celle qui a précédé, la réussite va dépendre d'un savant dosage de manifestations de solidarité et d'affirmations d'individualisme, d'adhésions et de refus.

A ce jeu, l'intelligence du nouveau leader politique, son goût pour les mises au point précises et les plans bien conçus vont donner des résultats saisissants. M. Giscard d'Estaing n'apprécie pas, pas encore, les assistances trop nombreuses, le bruit et la ferveur, les débats contradictoires trop passionnés. Il excelle en revanche en petit comité, loin de la contradiction brutale. Il est l'homme de la réflexion à froid, du discours soigneusement construit et pesé, de la formule. Dans l'entreprise qui est désormais la sienne, il va adopter une stratégie à l'image de son personnage : flexible, adaptable, mais aussi incisive et efficace.

Du « oui, mais... » à « l'exercice solitaire du pouvoir »

Après la rupture, l'organisation. Une action politique autonome réclame un parti ou un mouvement. Les bases, déjà existantes, en sont consolidées au cours de cette même année 1966 : tour de France *« du dialogue et de la réflexion »*, un rébut de vraie popularité. Mise en place des premiers clubs Perspectives et Réalités, qui doivent constituer une réserve de giscardiens compétents et modernes ; création officielle, le 1er juin, de la Fédération nationale des républicains indépendants...

1967. La machine tourne, l'organisation est bonne. Il faut passer à l'action. Elle sera soigneusement préparée, affûtée. Elle surprend quelque peu la classe politique le 10 janvier : c'est le *« oui, mais... »* au général de Gaulle, prononcé au cours d'une conférence de presse, deux mois avant les élections législatives : la lèse-majesté, la révolte contre le père. Le général de Gaulle répond qu'*« on ne gouverne pas avec des mais »*. Il lui est répliqué qu'on ne peut *« ni dialoguer ni contrôler avec seulement des oui »*. M. Pompidou, à la tribune de l'Assemblée, évoquera — citant une chanson à la mode — le temps des *« cactus »*.

Désormais, les choses sont claires : M. Valéry Giscard d'Estaing se pose en s'opposant ; il se dresse, à distance respectable, face au général de Gaulle ; son dessein est d'exister, au sein du courant majoritaire, comme une personnalité autonome dont on sait désormais qu'elle vise au plus haut.

Après les élections législatives de mars 1967, la reconduction du mandat de député du Puy-de-Dôme et l'élection à la présidence de la commission des finances de l'Assemblée nationale, c'est la récidive. Le nouveau coup porté est plus fort encore. Alors que les mesures prises en matière de sécurité sociale (par ordonnances) sont *mal* accueillies, alors que la politique de la France envers Israël trouble l'opinion, alors que le cri du général de Gaulle, *« Vive le Québec libre ! »* stupéfie le monde, l'ancien ministre des finances, dans une déclaration devant la presse, le 17 août, stigmatise *« l'exercice solitaire du pouvoir »*.

C'est un pas de plus dans l'escalade. A partir de ce moment, le président des républicains indépendants est la bête noire des gaullistes. Sa manière a de quoi irriter : elle consiste à porter, avec des mots, des blessures auxquelles on ne peut répondre véritablement par des sanctions politiques : le groupe des députés giscardiens, indispensable à la majorité, joue parfaitement le jeu parlementaire. Le chef du parti et le secrétaire général, M. Michel Poniatowski, ferraillent contre les gaullistes par leurs déclarations, mais les députés, mais les ministres républicains indépendants sont irréprochables. A aucun moment ils ne risquent la crise : ils ne sont d'ailleurs pas d'accord

UN EXPLOIT TECHNIQUE

LE PREMIER RÉCIT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU VAINQUEUR

« Vainqueur de François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing est devenu, le 19 mai 1974, le vingtième président de la République française... », lit-on au dos de la couverture de ce livre. Des couvertures, il y en avait deux, toutes prêtes chez l'éditeur Pierre Belfond. L'autre commençait par *« Battu par François Mitterrand... »*. Achevé d'imprimer, broché et distribué dans la nuit de dimanche à lundi, ce premier récit de la campagne électorale, ordonné autour d'un grand portrait biographique, a été écrit en dix jours par un journaliste, François Lancel. On y trouve en annexes, et cela risque d'être fort utile, les textes des principaux discours et du programme du nouveau président.

Cette fois, exploit technique peu banal, le livre prend de vitesse le journal et, avouons-le, le lecteur, car il ne pouvait être question de le lire avant d'en rendre compte ici.

★ *Valéry Giscard d'Estaing. De Chamalières à l'Elysée*, par François Lancel. Ed. Pierre Belfond ; 250 p., 29,50 F.

Mme Giscard d'Estaing

Petite-fille du baron Schneider, fille du comte — mort en déportation au camp de Mauthausen — et de la comtesse — née princesse de Faucigny-Lucinge — de Brantès, Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing est née le 10 avril 1933 à Paris. Cette femme discrète, catholique pratiquante (« Je trouve primordiales l'instruction et surtout l'éducation religieuses. ») mère de quatre enfants, a participé activement à la campagne du nouveau président de la République : elle était souvent à la permanence électorale de son mari et fit, avant le premier tour de l'élection, un voyage à la Guadeloupe et à la Martinique, où elle prit part à plusieurs réunions électorales.

Devenue première dame de France, elle se propose de créer à l'Elysée une « cellule de travail » ayant pour mission d'examiner les « cas douloureux » qui lui seront signalés et d'aider son mari à réaliser ses objectifs sociaux, notamment ceux qui intéressent les femmes. Elle entend, par exemple, suivre particulièrement les travaux du secrétariat d'Etat chargé de la condition féminine, dont M. Giscard d'Estaing a promis la création.

Comment conçoit-elle son rôle à l'Elysée ? Elle précise : « L'épouse du président de la République a tout naturellement pour mission d'aider le chef de l'Etat à représenter la France dans le monde. Qu'il s'agisse de rencontres internationales à l'étranger ou de visites officielles de personnalités étrangères en France, je m'efforcerai donc, aux côtés de mon mari, de donner de mon pays la meilleure image. Je mettrai tout en œuvre pour contribuer au rayonnement de la France.

« Mais une autre tâche m'attend, que je considère comme plus importante encore : celle de servir de trait d'union, de lien, de relais, entre les Français et les Françaises et leur président. Les Français et les Françaises peuvent être sûrs qu'ils trouveront auprès de moi une oreille attentive à leurs préoccupations.

« Durant la présidence de mon mari, les Français et les Françaises ne devront pas imaginer l'Elysée comme un palais lointain où seules brûlent les lumières des réceptions. Je veux qu'ils y sentent la chaleur d'un foyer où leurs peines, leurs soucis, seront écoutés, où leurs lettres seront lues, où ils seront aimés. » — M. S.

de l'Elysée

entre eux; de longue date, M. Marcellin n'approuve pas la tactique de M. Giscard d'Estaing. Toute la stratégie du « cactus » consiste à s'opposer sans rompre, à se distinguer sans partir, à ne jamais aller au-delà du harcèlement.

Les rapports entre Georges Pompidou et le leader du deuxième parti de la majorité ne sont pas bons. Le premier ministre de l'époque porte volontiers, en privé, des jugements peu charitables sur l'ancien membre du gouvernement. Au lendemain de la déclaration dénonçant l'exercice solitaire du pouvoir, il affirme même, dans une interview publiée par l'*Express*, au début du mois de septembre 1967 : « *Je n'ai pas souvenir que M. Valéry Giscard d'Estaing, lorsqu'il dirigeait les finances, ait dédaigné l'autorité dont il fait maintenant reproche à d'autres ni qu'il ait lui-même abusé du dialogue.* »

Et Georges Pompidou d'ajouter, en évoquant le destin national de son ancien ministre : « *S'il parvenait au pouvoir suprême (...) il se retrouverait alors devant la IVe République sous une nouvelle forme. Est-ce là son but ?* »

Le retour au gouvernement

C'est maintenant au chef de gouvernement plus qu'au président de la République que sont réservées les attaques de M. Giscard d'Estaing. Le grand tremblement de mai 68 lui donnera l'occasion de dénoncer, notamment le 24 mai : « *la manière dont la France est gouvernée* » ; le 31 : « *le gouvernement qui n'a su ni rétablir l'autorité ni remettre la France au travail* ». Mais le principe est toujours le même : blâmer sans aller jusqu'à la crise : « *Nous ne voterons pas la motion de censure parce que nous ne voulons pas ajouter l'aventure au désordre.* » (24 mai).

Ainsi va l'escalade. Jusqu'à ce que l'occasion en vaille la peine. Jusqu'à ce qu'un nouveau pas puisse être franchi : le 27 avril 1969 ; et de quelle façon ! Ce qui est en question, à cette date, c'est non seulement une réforme régionale et un projet de suppression du Sénat, mais aussi, le chef de l'Etat a été clair sur ce point, le maintien du général de Gaulle au pouvoir (« *Il ne peut y avoir le moindre doute : de la réponse que fera le pays à ce que je lui demande, va dépendre évidemment, soit la continuation de mon mandat soit, aussitot, mon départ.* » Charles de Gaulle, à la télévision le 10 avril 1969.) La réponse de M. Giscard d'Estaing est « *non* », « *tout compte fait, avec regret, mais avec certitude* ».

De Gaulle tombe le 27 avril. Georges Pompidou, « limogé » le 10 juillet 1968, est aussitôt candidat à sa succession. M. Valéry Giscard d'Estaing, « *centriste libéral et européen* », comme le disent ses affiches, lui apporte son soutien... non sans avoir auparavant hésité entre les « *trois P* » (MM. Poher, Pompidou et Pinay). Le candidat de la majorité est élu le 15 juin 1969. Le 22, la composition du gouvernement est publiée, le député du Puy-de-Dôme redevient ministre de l'économie et des finances. Il sera reconduit à ce poste lors de chacun des changements ou des remaniements décidés par le chef de l'Etat les 7 juillet 1972, 5 avril 1973 et 1er mars 1974 (avec, cette fois-ci, l'attribution du titre de ministre d'Etat).

A ce stade, si l'objectif demeure le même et si les principes généraux continuent de prévaloir, la stratégie doit être adaptée. Il ne s'agit plus de harceler le pouvoir puisqu'on y participe, mais il s'agit plus que jamais, pour le parti surtout (l'homme est maintenant suffisamment connu), d'apparaître comme différent, de la majorité. A d'autres, et en particulier à M. Michel Poniatowski, le travail de sape, de taille et d'estoc que l'U.D.R., principale victime, supporte de plus en plus mal. Jamais le ministre ne désavoue véritablement son lieutenant. C'est bien ce qui fait enrager les gaullistes quand ils entendent parler, en août 1971, de « *grande fédération du centre* » à l'adresse de M. Lecanuet, ou, en mai 1972, de « *copains et de coquins* », à l'adresse de M. Chaban-Delmas et de ses amis.

M. Giscard d'Estaing, pour sa par, s'offre même, du 10 octobre 1971 au 10 octobre 1972, un an de « silence politique » encadré par deux déclarations aux centristes : « *Nous appellerons ceux qui se tiennent aux frontières de la majorité à nous rejoindre dans celle-ci* » (10 octobre 1971 à Toulouse devant le congrès de la F.N.R.I.) ; « *Assurée de sa majorité, la France souhaite être gouvernée au centre* » (10 octobre 1972 à Charenton). Déjà fleurissent les politesses à l'adresse de M. Lecanuet, « *qui devrait pouvoir faire partie de la prochaine majorité* », dont on se sent « *très proche* ».

Les élections législatives de mars 1973 affaiblissent légèrement le groupe giscardien de l'Assemblée nationale, qui subit toutefois un recul sans comparaison avec celui que connaît l'U.D.R. L'outil demeure, prêt à servir. Depuis Noël 1972, on commence à dire que Georges Pompidou est malade. En juin 1973, une première pré-campagne présidentielle semble se dessiner, que le ministre de l'économie et des finances désavoue.

Le 2 avril 1974, la mort frappe. Le lundi 8 à midi, à Chamalières, M. Giscard d'Estaing annonce qu'il est candidat à la succession : « *Je m'adresse à vous de cette mairie de la province d'Auvergne pour vous dire que je suis candidat à la présidence de la République. (...) Je m'adresse à vous tous, électeurs U.D.R., républicains indépendants, centristes réformateurs. (...) Je m'adresse à vous tous pour créer cette nouvelle majorité présidentielle élargie.* »

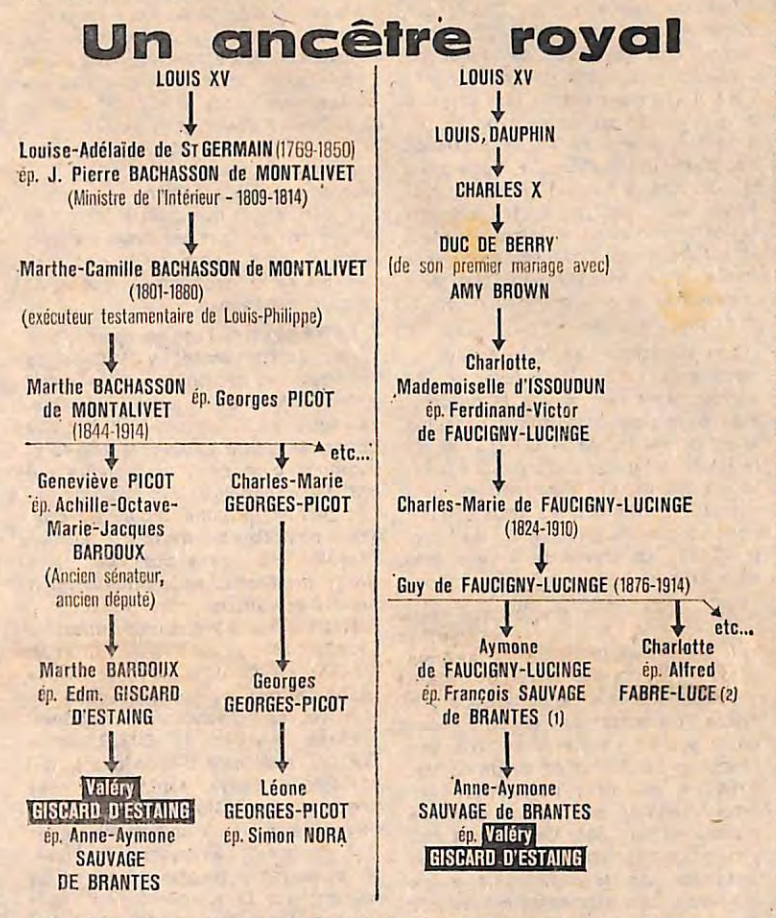
Ainsi, tout converge, tout se noue : des années d'efforts, de dosages, de pilotage à vue sur la voie étroite qui sépare l'assimilation et l'anonymat politique de la rupture dangereuse. Tout est là : le candidat et l'appel aux forces politiques dont depuis longtemps il se prépare à être le rassembleur. Le représentant du gaullisme sera vite distancé, victime de cette savante et longue progression : s'étant précipité le premier dans la campagne elle-même, il s'était en réalité engagé trop tard dans la course. Le grand dessein de M. Giscard d'Estaing était antérieur au sien.

La campagne sera un succès. Le candidat y rencontre la foule et elle-ci découvre un homme différent : un peu moins distant, un peu moins apprêté. Ce n'est plus l'homme aux attitudes, aux « trucs » minutieusement préparés (l'escapade dans le métro dûment filmée, l'apparition en pull-over devant les photographes, la chansonnette d'accordéon enregistrée comme par hasard, et la douche, torse nu, devant les caméras de télévision après un match de football à Chamalières). C'est un candidat qui a su s'adapter aux nécessités d'une campagne personnelle, un peu plus humain. Il semble même prendre goût à ne plus être un technocrate et un stratège lointain, mais un homme politique presque comme les autres.

Celui dont on a dit souvent qu'il lui manque peut-être cette autre dimension que donnent la souffrance, les échecs et l'adversité politique, celui-là, parce que justement tout lui a été, jusqu'à ce jour, plus facile qu'à d'autres, a devant lui désormais, à un âge peu commun, la partie de sa vie à la préparation de laquelle a été consacrée une bonne part des jours qu'il a vécus jusqu'à présent. Du château de Varvasse au palais de l'Elysée.

« *Je n'aurais pas souhaité être un président âgé* », déclarait-il le 28 avril 1974.

Un ancêtre royal



(1) Mort à Mauthausen ; fils du Général Paul SAUVAGE de BRANTES et de Marguerite SCHNEIDER

(2) Descendant par sa mère du fondateur du Crédit Lyonnais, Henri GERMAIN

Ce tableau généalogique, qui fait apparaître les ascendances royales du nouveau président de la République et de son épouse, a été établi par M. Jean-Paul Beauquier, agrégé d'histoire à Marseille.

M. GISCARD D'ESTAING : il est important que le démarrage de la nouvelle équipe soit rapide et complet.

Après avoir été reçu, lundi matin 20 mai, par M. Alain Poher, président de la République par intérim, M. Giscard d'Estaing a déclaré :

« *Je compte nommer le premier ministre le jour même de la passation des pouvoirs et réunir le premier conseil des ministres du gouvernement, le mercredi suivant 29 mai. Je suis venu rendre visite au président de la République par intérim, M. Poher, pour examiner les conditions dans lesquelles seront proclamés les résultats et, ensuite, assurée la transmission des pouvoirs. Je lui ai indiqué qu'il m'apparaissait très important que le démarrage de l'action du nouveau président de la République et de son équipe puisse être à la fois très rapide et très complet, et c'est pourquoi nous avons retenu, comme date d'entrée en fonction, le lundi de la semaine prochaine, sous réserve, bien entendu, des formalités nécessaires du Conseil constitutionnel concernant la proclamation des résultats. Pourquoi cette date ? Parce que, cette semaine, il y a le jeudi de l'Ascension, donc si les résultats avaient été proclamés ou l'entrée en fonction décidée le vendredi ou le samedi, celle-ci n'aurait pu être accompagnée du démarrage immédiat de l'action gouvernementale comme je le souhaite.* »

LE VINGTIÈME PRÉSIDENT DEPUIS 1848

M. Valéry Giscard d'Estaing devient le vingtième président de la République française. Il succède, en effet, aux deux présidents de la Ve République, aux deux présidents de la IVe, aux quatorze présidents de la IIIe et à l'unique président de la IIe République. La première République n'a pas connu de président, la France ayant été successivement gouvernée, de 1792 à 1804, par la Convention, le Directoire et le Consulat.

Aucun des trois présidents ayant sollicité et obtenu un deuxième mandat n'a achevé son second septennat : Jules Grévy donna sa démission à la suite du scandale auquel était mêlé M. Wilson, son gendre ; Albert Lebrun vit sa deuxième présidence interrompue de fait par la loi du 10 juillet 1940, qui accordait les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, et le général de Gaulle a donné sa démission le 28 avril 1969 à la suite du rejet du référendum sur l'organisation des régions et la réforme du Sénat.

Onze autres ne sont pas non plus parvenus au terme de leur premier mandat : Louis-Napoléon Bonaparte, qui, le 2 décembre 1852, se proclame par décret empereur des Français ; Adolphe Thiers, Mac-Mahon, Casimir-Perier, Paul Deschanel, Alexandre Millerand, René Coty, qui doivent donner leur démission ; Sadi Carnot, assassiné par Caserio, Paul Doumer, assassiné par Gorguloff ; Félix Faure, décédé à l'Elysée d'une « attaque d'apoplexie » dans le salon d'argent après une entrevue avec une de ses amies, Mme Steinheil ; Georges Pompidou, décédé à son domicile privé du quai de Béthune, le 2 avril dernier.

Cinq présidents ont achevé normalement leur mandat : Emile Loubet, Armand Fallières, Raymond Poincaré, Gaston Doumergue et Vincent Auriol. Le record de longévité élyséenne est détenu par le général de Gaulle, suivi par Jules Grévy et Albert Lebrun. Deux présidents, en revanche, ne sont restés que six mois à l'Elysée : Casimir-Perier et Paul Deschanel, qui doit démissionner pour raison de santé, après être notamment tombé d'un train en marche.

M. Valéry Giscard d'Estaing n'est pas le plus jeune des présidents de la République. Louis-Napoléon Bonaparte avait, en effet, quarante ans lorsqu'il est entré à l'Elysée et Casimir-Perier quarante-six, alors que M. Valéry Giscard d'Estaing a quarante-huit ans depuis le 2 février dernier.

Les présidents de la République ne sont élus au suffrage universel direct que depuis la réforme constitutionnelle de 1962. Le général de Gaulle a étrenné cette procédure pour sa réélection de décembre 1965. Toutefois, Louis-Napoléon Bonaparte avait également été élu, pour un mandat de quatre ans, au suffrage universel direct, mais les femmes n'avaient pas le droit de vote.

Si Adolphe Thiers avait été élu à l'unanimité et à main levée par l'Assemblée nationale, pour la durée de l'Assemblée, le maréchal de Mac-Mahon l'avait été pour sept ans au premier tour par l'Assemblée nationale, Jules Grévy avait été le premier président à être élu par le Congrès (réunion du Sénat et de la Chambre des députés).

Tous les présidents de la IIIe et de la IVe République ont été élus au premier tour, sauf Sadi Carnot, Félix Faure, Raymond Poincaré et Paul Doumer, élus au deuxième tour, et René Coty, élu en 1954 au treizième tour.

Le 21 décembre 1958, le général de Gaulle avait été élu au premier tour par un collège électoral d'environ quatre-vingt mille grands électeurs (les parlementaires, les conseillers généraux, les représentants des conseils municipaux, les membres des assemblées des territoires de la Communauté d'outre-mer).

NOM	DATE de naissance	DATE d'élection et âge	FIN du mandat	DUREE de la présidence	DECES
IIe République :					
Louis-Napoléon Bonaparte.	20-4-1808	10-12-1848 (40 ans)	2-12-1852 (Coup d'Etat)	4 ans	9-1-1873 (Exilé en Angleterre)
IIIe République :					
Adolphe Thiers	18-4-1797	17-2-1871 (74 ans)	24-5-1873 (Démission)	2 ans 3 mois	3-9-1877
Patrice de Mac-Mahon	13-7-1808	24-5-1873 (65 ans)	30-1-1879 (Démission)	5 ans 8 mois	17-10-1893
Jules Grévy	15-8-1807	30-1-1879 (72 ans) Réélu, 28-12-1885 (79 ans)	3-12-1887 (Démission)	8 ans 10 mois	9-9-1891
Sadi Carnot	11-8-1837	3-12-1887 (50 ans)	24-6-1894 (Assassiné par Caserio)	6 ans 7 mois	24-6-1894
Jean Casimir Perier	8-11-1847	27-6-1894 (46 ans)	15-1-1895 (Démission)	6 mois	11-3-1907
Félix Faure	30-1-1841	17-1-1895 (54 ans)	16-2-1899 (Décès à l'Elysée)	4 ans 1 mois	16-2-1899
Emile Loubet	31-12-1838	18-2-1899 (61 ans)	18-1-1906	7 ans	20-12-1929
Armand Fallières	6-11-1841	18-1-1906 (65 ans)	18-1-1913	7 ans	22-6-1931
Raymond Poincaré	20-8-1860	18-1-1913 (53 ans)	17-1-1920	7 ans	15-10-1934
Paul Deschanel	13-2-1855	17-1-1920 (65 ans)	21-9-1920 (Démission)	6 mois	8-4-1922
Alexandre Millerand	10-2-1859	23-9-1920 (61 ans)	13-6-1924 (Démission)	3 ans 8 mois	7-4-1943
Gaston Doumergue	1-4-1863	13-6-1924 (61 ans)	13-6-1931	7 ans	18-6-1937
Paul Doumer	22-3-1857	13-6-1931 (74 ans)	6-5-1932 (Assassiné par Gorguloff)	11 mois	6-5-1932
Albert Lebrun	29-8-1871	10-5-1932 (61 ans) Réélu, 5-4-1939 (68 ans)	10-7-1940 (Déposé par Pétain)	8 ans 2 mois	6-3-1950
IVe République :					
Vincent Auriol	27-8-1884	16-1-1947 (63 ans)	23-12-1953	7 ans	1-1-1966
René Coty	20-3-1882	23-12-1953 (71 ans)	8-1-1959 (Démission)	6 ans 2 mois	22-11-1962
Ve République :					
Charles de Gaulle	22-11-1890	8-1-1959 (69 ans) Réélu, 15-12-1965 (76 ans)	28-4-1969 (Démission)	10 ans 3 mois	9-11-1970
Georges Pompidou	5-7-1911	15-6-1969 (58 ans)	2-4-1974	4 ans 10 mois	2-4-1974

Plaintes et incidents

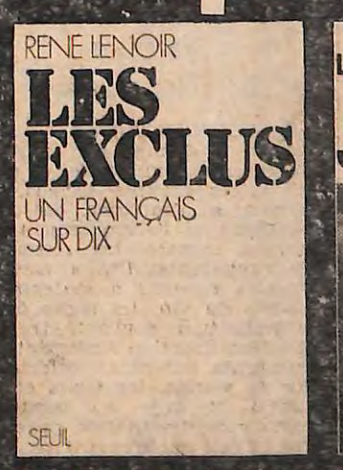
● *Une plainte* a été déposée par M. Mitterrand pour diffamation envers particulier, en raison d'un tract mettant en cause l'honneur et le civisme du candidat de la gauche. Ce tract, signé Groupe d'action républicaine, a été adressé par la poste à des élus de la région parisienne.

● *Quelques incidents* se sont produits samedi 18 mai, notamment à l'occasion d'affichages nocturnes. A Montesquiou (Gers), un colleur d'affiches du P.S. a été blessé par balle. A Roncq, près de Tourcoing (Nord), un partisan de M. Giscard d'Estaing a reçu un coup de couteau au flanc. A Valenciennes (Nord), c'est une militante du parti socialiste qui a été blessée, de la même manière, à la main gauche.

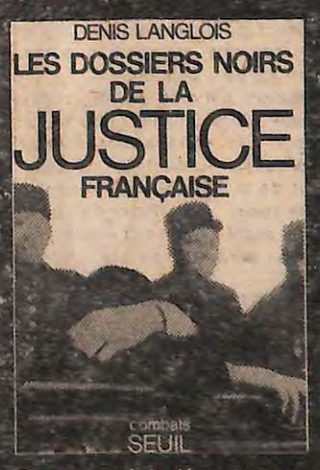
Aux Mureaux (Yvelines), un militant giscardien a été blessé et la permanence de M. Godon, député Union centriste, saccagée. A Mantes (Yvelines), quatre membres du comité de soutien à M. Giscard d'Estaing déclarent avoir été attaqués. A Guignes (Seine-et-Marne), un responsable départemental de l'Association nationale pour la fidélité à l'action du général de Gaulle dit avoir été victime d'une agression.

A Pont-de-Chéruy (Isère) six militants U.D.R. ont été attaqués : le secrétariat général de l'U.D.R. s'est élevé contre cette agression.

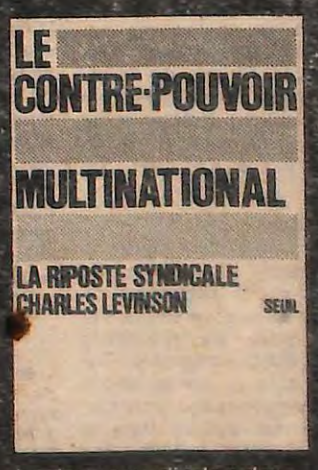
Ce qui reste à faire...



3 millions de handicapés physiques... 1 million de personnes qui ont un revenu inférieur au minimum vital... 1 million de jeunes inadaptés sociaux... etc. - 20 F



Cent cas précis démontrent que la Justice n'est pas la même pour tous.
Collection Combats dirigée par Claude Durand - 22 F



La riposte syndicale : des expériences réussies de luttes syndicales au niveau international.
Collection Economie & Société dirigée par Edmond Blanc - 27 F

et

Travail, vacances et retraite à la carte : une révolution dans la vie quotidienne de chaque français. - 15 F

SEUIL

L'EMPIRISME NE SUFFIT PAS

(Suite de la première page.)

Pas non plus de grande session internationale — au Fonds monétaire et plus simplement à Bruxelles — où il ne soit intervenu pour brosser les traits majeurs de ce qui lui apparaissait comme le cheminement de l'époque, soulignant tantôt les avantages de la croissance et de l'intensification des échanges, tantôt les menaces que cela faisait peser sur les paiements, la monnaie et les « rythmes de l'homme ». Choisissant avec soin ses auditoires, M. Giscard d'Estaing a utilisé les amphithéâtres universitaires, les colloques patronaux, voire les colonnes des journaux pour diffuser ses analyses et parfaire l'image de grand technicien qu'il entendait donner de lui. La campagne électorale n'a pas marqué de pause à cet égard, puisque le ministre de l'économie et des finances a, au contraire, usé de tous les canaux qui lui étaient offerts pour taxer ses principaux adversaires d'incompétence et pour esquisser de nouveaux grands desseins : introduire plus de justice dans la société française (en réduisant les inégalités); plus de stabilité dans le système monétaire international (en cherchant de « nouvelles liaisons » avec les partenaires européens et les Etats-Unis), plus de solidité dans la construction européenne (en promettant l'Europe politique pour 1980).

Un décalage

L' « opération séduction » a réussi, puisque le nouveau président de la République doit, en partie, son élection, si l'on en croit les sondages d'opinion, à la conviction qu'il a su faire partager de pouvoir être « un vrai président », expérimenté et « faisant le poids », vis-à-vis des grands chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers. Pourtant, un nombre croissant d'observateurs et de citoyens ont mieux ressenti, au fil des ans, le décalage qui existait entre l'ampleur des fresques économiques esquissées par M. Giscard d'Estaing et l'aspect limité de la plupart des mesures qu'il prenait ou conseillait de prendre.

Pourquoi un tel écart ? Le nouveau président de la République s'en est expliqué plusieurs fois: D'un tempérament empirique, il reste sceptique sur les grands dispositifs d'intervention préconisés par les planistes. Pour trois raisons.

L'expérience montre, selon lui, un développement constant des facteurs d'incertitude dans la prospective économique : changes instables, commerce extérieur plus complexe, internationalisation des centres de décision, insécurité des matières premières, fugacité de l'épargne... Comment, dès lors, bâtir des politiques sur dix ans, puisque le semestre suivant reste incertain ?

Deuxième motif : les gouvernements ne peuvent, très souvent, aller contre l'événement ; ils sont simplement capables de l'infléchir, en matière de changes par exemple. Une certaine modestie s'impose donc à l'action des pouvoirs publics. Enfin, la crise énergétique, les aléas européens, l'irruption de l'inflation, ont montré, selon le ministre, que les objectifs quinquennaux des plans français ne pouvaient pas être tenus pour autre chose que des souhaits d'ensemble, que l'Etat n'est pas toujours en état de respecter. Plutôt que des buts quantitatifs, il faut donc fixer à la planification un rôle d'orientation générale, marquant les préférences du gouvernement et du Parlement, mais sans plus. Année après année, les choix politiques consistent à définir, à l'occasion du budget, les adaptations qui apparaissent nécessaires.

Pareil empirisme conduit naturellement à surveiller les manettes du pilotage économique, bien plus que l'horizon vers lequel orienter le navire. Avec, bien entendu, les changements de cap nécessaires pour tenir compte des courants rencontrés. C'est ainsi que M. Giscard d'Estaing a eu recours, de temps à autre, au blocage des prix ; mais il s'agissait de courtes exceptions confirmant la ligne générale de liberté des tarifs, ou de programmation concertée avec le patronat. Parfois aussi, le ministre de l'économie et des finances a lancé des emprunts d'Etat afin de redistribuer à bon prix les sommes collectées au profit de grandes industries mal placées à l'époque pour s'endetter ; mais ces rares interventions financières tranchaient avec un libéralisme général, qui consistait à réduire le rôle monétaire de l'Etat pour laisser les banques et les industriels s'entendre directement entre eux pour trouver, au prix du marché, l'argent nécessaire aux trésoreries et aux investissements.

Parfois encore, M. Giscard d'Estaing a décrété le contrôle des changes ; mais c'était à titre provisoire, le principe demeurant celui de la liberté de mouvement des capitaux. Le ministre de l'économie et des finances a enfin accepté, par moments, que l'Etat patronne de grands équipements : Fos, la SNIAS, les centrales nucléaires, etc. Mais il s'agissait de prestigieuses exceptions, à un choix résolu, qui visait à réduire progressivement le rôle du Plan pour laisser, à long terme, les grandes affaires décider seules de leur destin industriel, et, à court terme, la Rue de Rivoli définir seule l'opportunité des interventions économiques.

Le pilotage à vue...

Les dernières escarmouches économiques dont a eu à connaître Georges Pompidou ont d'ailleurs été significatives à cet égard. Il s'agissait de savoir si le *« plan de transition »* demandé à M. Montjoie — pour adapter le VIe Plan à la crise énergétique et préfacer le VIIe Plan — prendrait l'allure d'une réédition de l' *« ardente obligation »* chère au général de Gaulle, ou bien constituerait simplement un catalogue de vœux pieux, que la Rue de Rivoli pourrait financer à sa guise. Faute d'accord général au sein du gouvernement, le document ne fut pas publié, et l'on renvoya l'affaire à l'automne.

La contre-attaque du ministère des finances ayant ainsi prouvé son efficacité, la Rue de Rivoli a pu continuer ses opérations de « pilotage à vue » et d'adaptation aux vents de la conjoncture. Les mesures d'acupuncture financière — par le budget, le crédit, l'impôt — demeuraient d'ailleurs d'autant plus prisées par M. Giscard d'Estaing qu'elles semblaient plus « sophistiquées ». Quand bien même, comme en 1973-1974 ou encore en 1963, avant le « plan de stabilisation », elles se révélaient sans grand effet pratique contre l'inflation ou le lent gonflement du chômage.

La campagne électorale n'a pas, là non plus, marqué de pause. Invité à dire comment il réussirait, dans l'avenir, à juguler l'inflation croissante, M. Giscard d'Estaing s'est contenté d'indiquer qu'il *« poursuivrait l'action entreprise »* : recherche de l'équilibre budgétaire, encadrement du crédit, *« perfectionnement de la politique contractuelle des prix »*, invitation à la *« modération volontaire de la croissance des revenus »*... L'expérience, on le voit, n'a pas amené le nouveau président de la République à se départir de sa préférence pour les remèdes empiriques, quand bien même les limites en apparaissaient plus clairement.

On aurait tort, cependant, de croire que M. Giscard d'Estaing s'en est tenu en permanence à cette vision modeste de son action. Il a, durant la décennie passée Rue de Rivoli, exprimé plusieurs fois son intention d'entreprendre de vastes réformes. Dès 1959, aux côtés de M. Pinay, il annonçait son intention d'opérer une grande réforme fiscale, qui rendrait plus équitables les charges supportées par les Français et — précision donnée par la suite — réduirait la part excessive des impôts sur la consommation pour accroître, comme dans le reste de l'Europe, celle de l'impôt sur le revenu. Dans d'autres discours, il a souligné la nécessité de développer les équipements collectifs, insuffisants par rapport à l'étranger. Au colloque de l'Unesco, qu'il avait convoqué en juin 1972, il parlait de *« désénerver la croissance »*, pour rendre plus paisible et agréable la vie de l'homme moderne. Et déjà, il se déclarait favorable à un resserrement de l'éventail des revenus, thème repris par lui lors des élections législatives de 1973 et plus récemment encore durant la campagne électorale.

...et ses limites

Quelles suites ont été données à ces grands desseins ? La part de la fiscalité sur la consommation n'a pas diminué et les non-salariés ont vu leurs impôts allégés, bien qu'aucune preuve n'ait été donnée de la plus grande sincérité de leurs déclarations de revenus au fisc (c'était pourtant la condition qu'avait posée en 1959 M. Giscard d'Estaing pour consentir un tel allégement fiscal. Les équipements collectifs, dont le financement était laminé chaque année, lors des arbitrages budgétaires, n'ont cessé de prendre du retard sur les objectifs du Plan, en matière de santé, d'urbanisme, de culture et de sports notamment. Si l'éventail des salaires s'est rétréci depuis 1968, grâce au relèvement prioritaire du SMIC notamment, rien n'indique que cela ait été également le cas pour les revenus non salariaux, toujours aussi mal connus. Dans le cas particulier des familles, les prestations familiales ont, au contraire, pris du retard sur les revenus des célibataires, maintenant à grand-peine leur pouvoir d'achat, mais ne bénéficiant pas des fruits de la croissance nationale.

On est ainsi conduit à s'interroger sur les limites de l'efficacité de l'empirisme économique de M. Giscard d'Estaing. Non pas seulement parce que, dans l'immédiat, l'ancien ministre n'a pu empêcher ni une inflation record — 15 % de rythme annuel de hausse des prix, depuis cinq mois — ni une détérioration du franc par rapport aux monnaies du « serpent » européen (plus de 10 % en quatre mois) ; mais aussi et surtout parce que l'expérience a montré, ces dernières années, que le ministre de l'économie et des finances, à force de se fier aux vertus de l'événement, d'espérer des dénouements qui ne se produisaient pas, infléchissait assez peu le déroulement des opérations.

A plusieurs reprises, les faits ont tranché dans un sens qui n'était pas celui que souhaitait le ministre : sur l'inflation, moitié plus forte que ses prévisions, trois années de suite ; sur le solde budgétaire, déficitaire deux années sur trois, alors que M. Giscard d'Estaing espérait des excédents ou au moins l'équilibre ; sur l'évolution des cours des matières premières, qui ont déjoué ses pronostics ; sur la conjoncture mondiale enfin, dont l'évolution favorable jusqu'à l'hiver 1973 a privé l'ancien ministre de l'économie et des finances de la pause sur laquelle il comptait pour freiner la hausse des salaires, grâce à une augmentation sensible du chômage. A force de s'adapter à l'événement, M. Giscard d'Estaing s'est bien souvent contenté de le suivre.

Dans d'autres cas, son action a simplement consisté à mettre en musique les choix économiques faits par d'autres. L'illustration la plus connue en fut le fameux plan de stabilisation de septembre 1963, que le général de Gaulle, mécontent de voir les prix monter et le déficit commercial réapparaître, imposa à M. Giscard d'Estaing de préparer, selon ses directives, en quelques semaines. Ce qui fut fait — sans que le ministre puisse même modeler le moment venu l'application de son dispositif, puisque le général de Gaulle l'avait entre-temps remplacé rue de Rivoli par M. Debré.

Les résultats

La paternité de la politique financière suivie depuis dix ans importe d'ailleurs moins que ses résultats. Ceux-ci sont assez connus pour qu'il ne soit point nécessaire d'insister. Il suffit simplement de rappeler que si l'expansion a été particulièrement rapide durant cette période — donc l'emploi soutenu et les revenus distribués importants — l'affectation et la répartition des fruits de la croissance ont été très inégales.

Certains investissements ont été stimulés par l'Etat, notamment les équipements industriels, qui ont bénéficié d'amortissements dégressifs, et les placements mobiliers, pour lesquels ont été inventés l'avoir fiscal et le prélèvement forfaitaire sur les revenus des obligations. A l'inverse, les équipements sociaux (H.L.M., hôpitaux, crèches, notamment) sont demeurés fort inférieurs aux besoins. Des groupes sociaux se sont vu accorder des allégements fiscaux importants (commerçants, artisans, héritiers de fortunes moyennes ou importantes, ou on empoché les profits de l'inflation (génératrice de plus-values sur les capitaux et les stocks) ; d'autres ont, au contraire, souffert de cette évolution, les fonctionnaires et les familles en particulier.

Ces résultats étaient-ils entièrement voulus par le ministre de l'économie et des finances, ou bien ont-ils découlé logiquement du jeu d'un système organisé pour avantager des groupes sociaux mieux placés que d'autres pour en tirer les fruits ? La question intéresse le moraliste plus que l'économiste. Mais celui-ci peut constater ou bien que l'économie était *« conduite »* — selon l'expression chère, depuis peu, à M. Giscard d'Estaing — et alors elle l'était vers ces résultats ; ou bien qu'elle ne l'était pas vraiment et cela traduisait la préférence de M. Giscard d'Estaing pour un jeu économique mené par les forces sociales les plus puissantes, plutôt que par l'Etat faisant publiquement les choix sous le contrôle démocratique du Parlement et de l'opinion.

La question n'a pas qu'un intérêt rétrospectif. Elle risque de valoir aussi pour *« le changement économique et social »* dont le nouveau président de la République a promis, dimanche soir, aux Français qu'il serait, lui aussi, *« conduit »* par ses soins. Le sera-t-il de la même façon ?

GILBERT MATHIEU.

● *Le contre-amiral Philippe de Gaulle* a démenti formellement, selon le ministère des armées, avoir pris position en faveur de M. Mitterrand.

Le secrétariat général de l'U.D.R., de son côté, a protesté contre des « *manœuvres* » tendant à faire croire aux électeurs de plusieurs départements, notamment dans l'Ouest, que les élus U.D.R. soutenaient le candidat de la gauche.

Les principaux engagements économiques et sociaux de M. Giscard d'Estaing

Voici les principaux engagements pris par M. Giscard d'Estaing en matière économique et sociale (que l'on comparera utilement aux problèmes correspondants qui se posent à lui : voir pages 28 et 29) *« Les dossiers économiques du président »)* :

● EXPANSION, INDUSTRIALISATION : l'objectif est une croissance moyenne de 5 % l'an (voisine de celle que la France connaît depuis dix ans) ; le moteur continuera à en être l'industrialisation, moyen de créer des emplois, « *problème majeur* » (donc de limiter l'aggravation du chômage), de stimuler les exportations (pour réduire le déficit commercial), enfin d'élargir le rôle international de la France. Pas de nationalisations.

● LUTTE CONTRE L'INFLATION : l'action devra *« être poursuivie »* dans quatre directions : *« pleine utilisation des instruments classiques d'action par le budget et par le crédit ; perfectionnement* (sans renforcement) *du dispositif contractuel d'établissement des prix »* (pas de blocage) ; *« obtention du consentement des Français à un mouvement solidaire de modération dans la croissance de leurs revenus ; meilleure coordination des politiques européennes »*. La possibilité d'une modération de la T.V.A. est *« envisagée »* mais aucune date n'est fixée.

Un effort particulier pour les hôpitaux

● SALAIRES ET EMPLOI. — Progression des bas salaires deux fois plus rapide que celle des hauts revenus ; SMIC à 1 200 F par mois « dès cette année ». Revalorisation spécifique des revenus des travailleurs manuels de l'industrie ; augmentation du taux de majoration des heures supplémentaires. Réduction de la durée maximum légale du travail. Suppression progressive du salaire au rendement. Participation des salariés à la détermination de leurs horaires et de leurs cadences de travail.

Création d'un Fonds paritaire de garantie de l'emploi. L'indemnisation du chômage sera *« simplifiée, unifiée, accélérée et renforcée »*. Maintien du salaire pendant un an pour les travailleurs victimes de licenciement pour raisons économiques.

● SECURITE SOCIALE. — Fixation à 20 francs par jour (600 F par mois) des allocations minimales pour personnes âgées et des allocations pour handicapés adultes avant avril 1975. Simplification des liquidations et mensualisation des retraites. Progression du pouvoir d'achat des allocations familiales garantie en fonction des progrès de l'économie dès cette année.

Adoption d'un statut de la mère de famille. Extension des garanties sociales aux Français non encore couverts. Suppression des salles communes dans les hôpitaux et effort « exceptionnel » pour la recherche médicale.

● EQUIPEMENTS COLLECTIFS : un effort particulier sera fait pour les transports en commun et les hôpitaux.

M. Poniatowski a chiffré à 19,2 milliards le coût annuel de l'ensemble de ces mesures, qui ne seront financées, a-t-il dit, *« ni par l'inflation ni par un alourdissement des charges pesant sur les entreprises et les travailleurs, mais par la croissance de notre économie. »*

● FISCALITE : pas d'accroissement de la charge fiscale ou parafiscale (prélèvements sociaux) ; pas d'impôts sur le capital ni de majoration de l'impôt sur les sociétés ; les allégements apportés cette année aux droits de succession sont suffisants. En revanche, le barème de l'impôt sur le revenu sera « *strictement indexé* » sur la hausse des prix et un abaissement progressif des taux de la T.V.A. est envisageable, en direction des taux européens *« sans qu'aucune date précise puisse être articulée »*. L'*« impôt négatif »* est souhaitable, qui garantirait des ressources minimales à tous ; mais cela *« pose des problèmes théoriques et pratiques considérables »*.

Favoriser les villes moyennes

● AGRICULTURE : pour aboutir à donner aux paysans un revenu comparable à celui des autres groupes sociaux, réexamen à l'automne des prix européens, si l'accroissement des charges menace les ressources des exploitants. Des « *mesures urgentes viseront à soutenir les cours* » du vin, les règles de la chaptalisation pouvant être revues. Amélioration également des règlements européens défectueux (sur la viande, les fruits et légumes) et mise au point de règles communautaires pour les productions qui n'en ont pas encore (vin, pomme de terre, protéines végétales). Des mesures nationales permettront en outre le fonctionnement correct des mécanismes de soutien (interventions et stockages).

● POLITIQUE FONCIERE : hostile aux concentrations excessives, sources de tension et d'irresponsabilité, M. Giscard d'Estaing veut favoriser les villes moyennes et *« moraliser le marché foncier, grâce à une plus large utilisation des zones d'aménagement différé, à une application stricte de la législation protectrice des sites et du littoral, à l'utilisation de la fiscalité foncière et immobilière... ainsi qu'à une politique délibérée de constitution de réserves foncières par les collectivités locales »*.

● LE FRANC : il continuera à « flotter » dans l'immédiat. En juillet la France négociera avec ses partenaires de la C.E.E. d'autres formes de *« liaisons monétaires »* que l'actuel *« serpent »* : soit des rapports bilatéraux de monnaie à monnaie, soit des marges de fluctuation intra-européennes, que les banques centrales pourraient élargir le cas échéant pour contrer la spéculation. A terme, le franc pourrait se valoriser et la réforme monétaire internationale reposer sur des parités « fixes mais ajustables » et un accroissement du rôle des D.T.S. (au détriment de celui de l'or).

● TIERS-MONDE : *« Il faudra donner une nouvelle impulsion à notre coopération bilatérale avec ces pays. Je souhaite rencontrer rapidement les chefs d'Etat francophones pour examiner avec eux ce qui peut être entrepris à cet égard. Rétablissement du poste de secrétaire à la coopération (supprimé dans le dernier gouvernement de M. Messmer). Action pour l'organisation des grands marchés de matières premières, une aide particulière devant être apportée au groupe des Etats les plus pauvres..., notamment en raison du drame de la sécheresse. »*

Les dirigeants syndicaux misent d'abord sur des négociations avec le nouveau gouvernement

Les dirigeants de la C.G.T. ont accueilli avec une satisfaction non feinte les résultats de l'élection présidentielle, alors que ceux de la C.F.D.T. laissent percer une certaine amertume, qui paraît les avoir incités à renforcer encore l'accent offensif de leurs déclarations à l'égard de M. Giscard d'Estaing. Pour la première fois, en effet, M. Edmond Maire et ses amis s'étaient engagés, et à fond, dans une campagne électorale, et ils étaient parmi les plus convaincus que *« la droite n'obtiendrait pas de sursis »*.

Les cégétistes de longue date se sont endurcis à l'épreuve et ils donnent tout leur prix à la progression qu'ont successivement constitué la participation de la C.F.D.T. et de la F.E.N. à l'union de la gauche, puis le succès de M. Mitterrand au premier tour, et enfin, au second, l'importance de ses gains. Avec réalisme, la C.G.T. considère qu'il peut être plus efficace de rester dans l'opposition, avec 49,3 % des voix que dans la majorité si M. Mitterrand l'avait emporté *avec une aussi faible marge que* M. Giscard d'Estaing.

Quelle que soit l'appartenance aux divers courants de gauche, sans doute y a-t-il en divers endroits des réactions de déception ou de colère. Elles ne semblent pas, dans l'immédiat, devoir se traduire par des explosions sociales. Ce ne sont pas les dirigeants confédéraux qui, en tout cas, les favoriseront à brève échéance. Les promesses qui ont plu durant toute la durée de la campagne, appellent immanquablement des réalisations, fussent-elles partielles. La dégradation économique inhérente à plus d'un mois *« d'expédition des affaires courantes »* s'ajoute à celle que connaissent déjà les travailleurs à la fin du mois de mars.

« Le nouveau président doit se considérer, dès à présent, saisi d'une demande de négociations », déclare M. Georges Séguy. Il espère, comme M. Edmond Maire, que la C.G.T. et la C.F.D.T. feront, cette fois, une démarche commune, à laquelle la F.E.N. sera priée de s'associer.

Il est certain que pour le prochain gouvernement l'un des premiers dossiers à ouvrir sera celui des traitements de la fonction publique et du secteur nationalisé.

En évoquant ces revendications, celles qui concernent le SMIC ou les retraites, les cégétistes et les cédétistes ajoutent aussitôt, familièrement : *« Si Giscard fait quelque chose, le mérite en revient aux 49 et quelques pour cents d'électeurs qui ont fait connaître leur volonté de changement profond. Pour le reste, les travailleurs devront surtout compter sur l'exercice de leurs droits syndicaux, en particulier, sur celui du droit de grève. »*

Quant aux discussions dans le *secteur privé, il faut observer* qu'elles étaient déjà prévues pour le mois de mai ou de juin dans de nombreuses branches ou entreprises.

Force ouvrière, la C.G.C. et la C.F.T.C. manifestent, elles aussi, leur volonté d'obtenir rapidement des négociations. Officiellement non engagées dans la campagne, elles n'en insistent pas moins, les unes et les autres avec plus ou moins de nuance, sur la nécessité de tenir compte des forces d'opposition qui se sont exprimées. *« Consulter la minorité »*, dit M. Bergeron, *« faire un effort pour nous comprendre »*, dit M. Malterre, *« assurer la cohésion du pays »*, dit M. Tessier.

JOANINE ROY.

Le plus petit écart

(Suite de la première page.)

Exception faite du Cantal et de la Lozère, c'est également dans l'Ouest et dans l'Est que M. Giscard d'Estaing enregistre ses meilleures performances, mais on constate que dans soixante et un départements il ne parvient au pourcentage des suffrages exprimés qu'avaient atteint au premier tour des élections législatives de mars 1973 l'ensemble des formations qui l'ont soutenu dans sa course à l'Elysée. L'écart est assez sensible dans des départements tels que la Moselle, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Vendée. On note, en revanche, qu'il s'est placé en première position dans des villes administrées par des socialistes (Lille, Clermont-Ferrand, Pau, Lorient, Besançon), par des radicaux (Rambouillet, Orléans) ou par tel non-inscrit favorable à son adversaire (Cannes).

Distancé de peu (342 734 voix sur 25 824 704 suffrages exprimés en métropole), M. François Mitterrand a rapporté à la gauche unie 49,33 % des suffrages exprimés, niveau que cette gauche n'avait atteint, et de loin, ni en 1956 (42,63) ni au second tour de l'élection présidentielle de 1965 (45,49 %), ni dans les périodes pourtant fort unitaires du premier tour des législatives de mars 1967 (43,67 %) et de mars 1973 (46,69 %). C'est un résultat qui doit l'encourager à ne pas changer de stratégie, et M. Gaston Defferre a d'ailleurs clairement indiqué dès dimanche soir à M. Lecanuet qu'il n'avait aucune espérance à nourrir quant à un rapprochement des socialistes avec les centristes.

Le député de la Nièvre a la majorité absolue dans 44 départements (au lieu de 26 en 1965) et dépasse la barre des 60 % dans 9 de ces départements (au lieu de 5) : Ariège, Aude, Bouches-du-Rhône, Creuse, Nièvre, Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales, Haute-Vienne, Seine-Saint-Denis. S'il y a encore 19 départements (au lieu de 49 au premier tour) où il enregistre des déficits par rapport au 4 mars 1973, il enlève la majorité absolue des suffrages dans plusieurs villes importantes dirigées par des U.D.R. (Périgueux, Poitiers, Reims, Belfort, Troyes), des centristes du Centre démocrate (Châtellerault), ou du C.D.P. (Dôle) ou un Républicain indépendant (Toulouse, Bourges).

On a l'impression que les deux grands « camps » opposés ont pratiquement fait, chacun de son côté, le plein des voix sur lesquelles ils pouvaient compter, et que la « course aux centristes » n'étant plus de saison et le centre étant voué à n'avoir plus d'existence propre, c'est une France coupée en deux qui est sortie du scrutin de dimanche. M. Giscard d'Estaing a certes tenu à adresser son « salut très cordial » à « un concurrent moins heureux », mais il ne semble pas avoir eu l'oreille de M. Mitterrand, qui s'est déclaré fermement résolu à « continuer le combat » contre « la formidable coalition du pouvoir en place et des forces de l'argent ».

Une analyse des résultats au niveau des régions confirme l'impression d'un équilibre presque parfait, et justifie le sentiment d'une coupure en deux qui n'est pas seulement politique mais aussi économique et sociologique. MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand l'on, en effet, respectivement emporté dans douze et dix régions de programme : trois des cinq qui sont les plus développées et les plus industrielles ont donné la préférence au candidat commun de la gauche (région parisienne, Nord - Pas-de-Calais, Provence - Côte d'Azur).

La géographie des deux candidats reflète plus clairement que jamais, et notamment depuis le début de la Ve République, la carte traditionnelle de la gauche et de la droite telle qu'elle apparaît depuis un demi-siècle.

RAYMOND BARRILLON.

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La physionomie du scrutin

RUE DE LA BIENFAISANCE

Giscard à la barre

L'euphorie de la victoire en matière d'élection présidentielle n'est pas proportionnelle au pourcentage des voix obtenues. Que l'élu ait triomphé d'une courte tête ou de plusieurs longueurs ne conditionne pas l'enthousiasme de ses supporters. Au contraire, plus la compétition a été incertaine et plus ils exultent une fois le résultat acquis. Le plaisir d'avoir gagné l'emporte de peu sur le soulagement de ne pas avoir perdu. Dimanche soir, rue de la Bienfaisance, ce fut à certains moments du délire. L'attente, qui avait commencé dans l'ambiance un peu compassée d'une réception mondaine, vira au moment de l'arrivée de l'élu au triomphe bruyant que font les fans du Palais des sports à un chanteur pop.

Dès la fin de l'après-midi on avait bouclé la rue et dressé sur la chaussée des tentes à raies blanches et rouges abritant des buffets confiés à un bon traiteur. Il y avait de quoi restaurer tout l'arrondissement. Les infirmières de la Croix-Rouge se tenaient à leur poste dans un garage, reliées par talkie-walkie aux éléments avancés dans la bousculade. Les gardiens de la paix sur l'avenue de Messine et le boulevard Haussmann attendaient, distants, comme indifférents, jusqu'au moment où, proclamé président de la République par la télévision, M. Valéry Giscard d'Estaing eut droit à la protection officielle dont bénéficient les grands personnages. On peut à la rigueur serrer de près un candidat, on ne doit pas écraser les pieds d'un chef d'Etat.

Il faut dire que le service d'ordre personnel de V.G.E. se montrait à la hauteur et filtrait les arrivants à l'entrée de l'hôtel particulier qui fut pendant un mois le quartier général du ministre d'Etat. On avait, parmi les jeunes supporters, troqué le tee-shirt de la campagne contre des robes d'été ou des costumes d'alpaga. Les demoiselles étaient allées chez le coiffeur, les jeunes hommes affichaient plus d'assurance que jamais et n'attendaient que le coup de fourchette favorable des sondeurs patentés pour dérouler des banderoles déjà prêtes : *« Bravo Giscard ! »*

Dans cette foule triée, mais foule tout de même, la première estimation suscita des vivas, davantage destinés à entretenir la confiance qu'à marquer une complète satisfaction. *« C'est un peu trop tôt pour prononcer le nom du vainqueur »*, disaient les ondes ; 50,4 et 49,6 ou 50,6 et 49,4... *« C'est fait*, disaient les supporters, *il a réussi. »* Mais qui pouvait alors en être certain ? Au rythme des informations, points gagnés ou points perdus, se peignaient sur les visages fatigués des sourires ou des froncements de sourcils.

Le bouquet vivant du triomphe

Quand on vit arriver M. Denis Baudouin, puis les fonctionnaires de police des voyages officiels, on sut mieux que par les résultats, qui indiquaient alors 50,8 contre 49,2 %, que Giscard était élu. Dès lors qu'il n'y eut plus de doute et que l'on sut que le correctif des TOM et des DOM, dont l'impartialité avait été garantie par le personnel intérimaire dépêché par M. Poher, ne changerait rien au score final, la joie éclata sans réticence. Tel invité jusque-là prudent réclamait un badge giscardien. Telle dame dont l'inquiétude avait freiné l'appétit partait à l'assaut du buffet. On voyait entrer MM. Thomazo, Jacques Soustelle, Bettencourt. Les banderoles se déployaient. Certains cherchaient dans la foule un ami gaulliste — difficile à trouver — pour le remercier. M. Léon Zitrone serrait des mains. Mme Danièle Gilbert apparaissait au premier rang des fidèles. La famille, derrière Olivier Giscard d'Estaing, confirmait la réussite. Des femmes étreignaient la nouvelle présidente, Anne-Aymone, rose et émue, puis Valérie-Anne et Jacinthe Giscard d'Estaing. C'était le bouquet vivant du triomphe que l'on respirait, tandis qu'on livrait une gerbe de roses rouges, qui ne venait pas, en dépit de l'emblème socialiste, de chez M. Mitterrand.

Il fallut ensuite patienter plus d'une heure, debout dans un hall surchauffé, pour voir apparaître le champion. *« Il attend d'être certain du résultat »*, disait-on, et l'on se repassait de bouche à oreille les derniers chiffres. Des bouteilles de Coca-Cola circulaient de main en main, car personne ne prenait le risque de perdre sa place. On buvait à même le goulot, comme au Vel' d'Hiv' *« Je vous en prie*, disait à son voisin une dame au bracelet tintinnabulant, en essuyant son flacon d'un revers de main, *buvez donc, il fait si chaud ! »* Plus loin, une autre s'évanouissait, et l'on prévenait la Croix-Rouge. Les chignons croulaient comme des fruits mûrs. Des messieurs s'épongeaient le front. Dehors, on réclamait Giscard sur l'air des lampions, le service d'ordre était noyé, les hôtesses dissoutes dans la bousculade. Une demoiselle qui portait un chapeau de cow-boy se voyait priée de le retirer, comme au théâtre.

Harassé mais l'œil vif

Enfin, Valéry apparut, précédé par MM. d'Ornano et Poniatowski. Il souriait, harassé mais l'œil vif, serrant des mains, au risque de se faire arracher le bras. On chantait *la Marseillaise*. Une cloison craquait à se rompre. Le nouveau président se trouvait projeté derrière un buisson de micros. Il parlait. Quand il envoya fort sportivement son salut *« à l'autre candidat moins heureux »*, la foule, qui n'a pas toujours la subtilité politique de ses leaders, hua à pleine voix.

Quant à sa déclaration destinée aux journalistes anglo-saxons, faite dans un anglais décent, elle fut prise comme un tic gaullien. Le général, on s'en souvient, aimait à s'adresser à ses auditoires dans leur propre langue. Le calme revenu, on entendit circuler chez les initiés l'annonce d'un nouveau rendez-vous : il nous invite à fêter ça chez Lola, disait-on. Les jeunes, brandissant drapeaux et banderoles, volaient vers les Champs-Elysées. L'hôtel particulier de la rue de la Bienfaisance se vidait ; le triomphe, au sens romain du terme, laissait les lieux dans l'état d'un village visité par les Huns. M. Giscard d'Estaing avait la barre, comme le souhaitaient depuis un mois les slogans de ses militants. Il lui reste à affronter la haute mer.

MAURICE DENUZIÈRE.

Les premières déclarations après l'annonce du résultat

M. Giscard d'Estaing : une ère nouvelle, celle du rajeunissement et du changement de la France

M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, de sa permanence parisienne de la rue de la Bienfaisance :

« La France a choisi son président. Elle l'a fait au terme d'une campagne démocratique et claire. Vous m'avez désigné vous-mêmes pour exercer cette fonction. Et si je suis élu dans quelques jours, ce sera dû au fait que vous m'avez dit « bonne chance ». Vous m'avez désigné en effet par un courant spontané et populaire, parti de quelques-uns il y a cinq semaines à la mairie de Chamalières, puis qui a franchi au premier tour la barre des 33 % pour atteindre aujourd'hui celle de la majorité.

» J'adresse mon salut très cordial à mon concurrent moins heureux, qui a un rôle à jouer dans le présent et dans le futur de la politique française. On pouvait naturellement imaginer une marge plus large, mais vous savez que, dans une élection présidentielle, ce qui compte c'est la décision et c'est la responsabilité. La décision, vous l'avez prise. La responsabilité, je l'exercerai. J'ai compris, dans cette campagne, que vous souhaitiez le changement, le changement politique, économique et social. Vous ne serez pas déçus, car c'est bien le changement que je conduirai avec vous. Je sais que de ce jour date une ère nouvelle de la politique française, celle du rajeunissement et celle du changement de la France. »

M. Mitterrand : rester unis, car la victoire est inéluctable

M. François Mitterrand, a déclaré, de sa mairie de Château-Chinon : *« A l'heure présente, le résultat de l'élection présidentielle semble acquis. Le suffrage universel est notre loi, sa décision s'impose à tous. Je souhaite au prochain président de la République d'accomplir sa mission en préservant ce qui fait l'essentiel de notre communauté nationale. Je remercie les douze millions et six cent à sept cent mille Françaises et Français qui, en se comptant sur mon nom, ont réalisé le plus grand rassemblement de notre histoire contemporaine sur les idéaux de la gauche. Je mesure leur tristesse à la dimension de leur espoir. Qu'ils gardent foi dans la cause qu'ils servent. Grâce à eux, en ce jour du 19 mai 1974, quelque chose vient de commencer qui ne s'arrêtera pas de sitôt.*

» Une formidable coalition du pouvoir en place et des forces de l'argent a contenu d'extrême justesse le mouvement populaire. Amis de France et d'outre-mer, je vous demande de rester unis et de partager ma résolution. Notre combat continue. Parce que vous représentez le monde de la jeunesse et celui du travail, votre victoire est inéluctable. »

A LA TÉLÉVISION

Calme et dignité

Une bonne soirée électorale. Sans surprise, sinon celle que nous a réservée par sa dignité, sa retenue, son calme, l'équipe de la première chaîne. Pas de faux suspense avant les huit coups de l'horloge annonçant les premières estimations de la SOFRES (50,90 %, puis 80, et 49,10 %, puis 20, elles n'ont guère varié ensuite). Pas de hâte intempestive à conclure à la victoire de M. Giscard d'Estaing.

Cette victoire, le correspondans de l'institut de sondages la tenait pour acquise dès 21 h. 30. M. Michel Péricard a fait celui qui n'a rien entendu, il a parlé d'autre chose, il s'est penché sur les résultats de Lille comme si sa vie en dépendait, avant de donner l'antenne à la rue de la Bienfaisance (en délire) et d'enchaîner sur la tour Montparnasse (en berne).

Retour au studio, dialogues assez vifs entre MM. Soisson et Ballanger, très familiers : « Si ça n'est pas la faute de Giscard l'inflation, c'est la faute à qui ? A Pompidou ? A de Gaulle ? » entre MM. Jean-Pierre Cot et Alain Peyrefitte, très tranchant : « Le roi de France n'est pas élu pour faire la politique du duc d'Orléans. » D'autres résultats. Des nouvelles de Château-Chinon : M. Mitterrand dîne au Vieux-Morvan ; image de la Réunion, bureaux de vote, pourcentages et palmiers.

C'était bien, or n'avait pas envie — contrairement à l'accoutumée — de baisser le son pour allumer la radio. On ne sentait pas le temps passer. Heureusement, parce qu'il a fallu attendre 22 h. 40 pour obtenir de M. Michel Péricard la confirmation de l'élection du troisième président de la Ve République. On ne devait pas s'étonner de sa prudence, une compétition de cette importance était chose grave, sérieuse, à ne pas confondre avec une course ou un match. Dont acte.

Mais le moment le plus savoureux de cette veillée, marquée par les déclarations des candidats (M. Giscard d'Estaing a doublé la sienne d'une version en langue anglaise, à l'intention de l'étranger ; M. Mitterrand a séduit par sa sérénité), oui, le clou du spectacle ça a été le numéro de M. Georges Marchais. Tôt venu dans nos studios, il a témoigné, toutes brides lâchées, d'une verve caustique et réjouie, à vrai dire assez plaisante. Refusant de dialoguer avec M. Sanguinetti, exsangue, qui a retrouvé un peu de son punch pour mettre en doute les convictions sociales de M. Lecanuet, également présent. Donnant du « comte » à M. d'Ornano, souffle. Battant des cils pour féliciter le secrétaire général du P.S. sur la façon dont il avait mené sa campagne. Et lançant, entre deux ronds de fumée, l'annonce gourmande de « belles batailles en perspective ». Il s'en léchait les babines.

A signaler, enfin, un incident diplomatique, vite et mal réparé. Interrompu dans son interprétation hoquetée et syncopée de Galilée, pour passer le micro au nouvel élu, M. Gilbert Bécaud, vexé, s'est demandé si on ne le prenait pas pour un balayeur. Et puis, se voulant sans doute le chantre de tous les Français, il s'est excusé auprès de cette « catégorie de travailleurs » qu'il tient en haute estime.

CLAUDE SARRAUTE.

A LA TOUR MONTPARNASSE

Une soirée de famille un peu triste

A 20 heures juste, pas d'explosion. Pas d'écroulement non plus à la tour Montparnasse. La première estimation vient de tomber : 50,9 - 49,1. Tout tient encore à peu près dans le fameux 1 % d'erreur. A 20 h. 1, on attend, comme on attendait à 19 h. 59. La fourchette va-t-elle se resserrer peu à peu ou les chiffres, au contraire, basculer tout à coup ? C'est possible, c'est encore très possible... Là-bas, dans l'autre P.C., ils ne peuvent pas pavoiser davantage. *« C'est serré. »*

Pourtant, au fil des minutes, l'attente passionnée se distend. Les chiffres qui tombent jouent avec les nerfs des militants épuisés par la longue, la très longue campagne. Mitterrand remonte. Mitterrand redescend. Un espoir bref auquel on fait semblant de ne pas croire : Mitterrand aurait franchi les 50 %. Mais il s'agit toujours d'estimations, et l'on veut entendre maintenant des chiffres réels. Combien de voix à Lille ? Combien à Marseille ? Combien à Grenoble ? Il semble que soit dévalué tout à coup le grand jouet neuf des machines à prévoir. Rien n'est plus « fiable » soudain que la vieille addition qui totalise, elle, de vraies voix, de vrais électeurs. On compte, on recompte, comme on faisait tout à l'heure quand l'attente n'était encore que fiévreuse, quand des nouvelles arrivaient de tous les coins de France. *« Ça marche fort dans le Sud-Ouest. Les voix de Chaban sont venues chez nous. » « A Marseille, on passe de 53 à 56 %. » « A Niort, de 41,70 à 48,6 »*

Mais de nouveau l'estimation vient de donner un quart de point de plus à M. Giscard d'Estaing. C'est peu. C'est trop.

M. Mermaz monte sur le podium où les vingt micros de vingt radios françaises et étrangères attendent M. Mitterrand. Sa déclaration maintient le suspense uniquement pour ceux qui ne veulent pas encore entendre : *« A cette heure, je remarquerai seulement que la diminution importante des abstentions n'a pas nui à M. Mitterrand. Il faut suivre le reste de la soirée avec un optimisme raisonné. Je note dès maintenant la mobilisation de la moitié des Français autour des grands thèmes de François Mitterrand. »* Quelqu'un commente : *« Bon. Il ne faut pas se boucher les yeux. »*

Il n'est que 20 h. 10. Le temps a paru long. Et maintenant c'est le temps de regarder les choses en face. La tension est tombée. On analyse. La part faite à la déception, on se retrouve vite sur deux thèmes : *« Jamais la gauche unie n'a atteint un tel score. » « Il ne sera pas possible de gouverner contre la moitié des Français. »*

La suite se passe autour du poste de télévision, où le débat a commencé entre leaders. Guy Bedos et Sophie Daumier rient aux éclats quand M. Marchais s'exclame : *« Oh ! Comte d'Ornano ! »* Le P.C. de la grande tour abrite maintenant une soirée de famille un peu triste, mais non pas morose. *« De toute façon, quelque chose a changé ce soir qui n'est plus réversible. »*

A 22 h. 30, les vingt caméras qui cernaient le podium — où M. Mitterrand ne paraîtra pas — replient leurs longues jambes. Tout le monde s'en va. A côté des micros inutiles demeure un somptueux bouquet de roses.

Au pied de la tour, quelques groupes de jeunes agitent des drapeaux rouges en promettant sur l'air des lampions : *« Giscard, on n'attendra pas sept ans. »* Ils acceptent mal le 1 %. — J. Rd.

D'UNE STATION A L'AUTRE

La rivalité des instituts de sondage

La température aidant, la soirée de dimanche fut « chaude » dans les stations de radio et de télévision. A R.T.L. comme à Europe 1, une foule considérable d'invités prenaient d'assaut les buffets dès 19 h. 30 (ceux de R.T.L. offrant des mets chinois).

Mais, tandis qu'Europe 1, France-Inter, la télévision et Radio-Monte-Carlo — respectant la recommandation de la commission de contrôle — annonçaient leur première estimation avec d'infinies précautions, R.T.L. y allait carrément quelques secondes avant 20 heures : *« M. Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République. »* Une salve d'applaudissements ponctuait cette annonce tandis qu'une autre partie de l'assistance, plus nombreuse apparemment, restait pétrifiée, sans voix, comme en quête du plus petit espoir... N'était-il pas permis de se dire que la machine, peut-être, avait pu se tromper, de si peu que ce soit, et que ?... Mais non.

La guerre des nerfs de ces derniers jours, le « 50-50 » des deux principaux organismes de sondage au cours de la semaine, la passion sourde de l'opinion publique pour ce scrutin, avaient traumatisé les experts eux-mêmes : les bons rapports coutumiers entre les instituts s'en trouvaient affectés. *« Chacun pour soi, le président pour tous »*, avait même dit en substance l'un d'eux en se proposant de ne pas échanger comme d'habitude, avant le passage à l'antenne, ses résultats avec ceux des organismes concurrents. Bref, un climat passionné, une rivalité sans précédent.

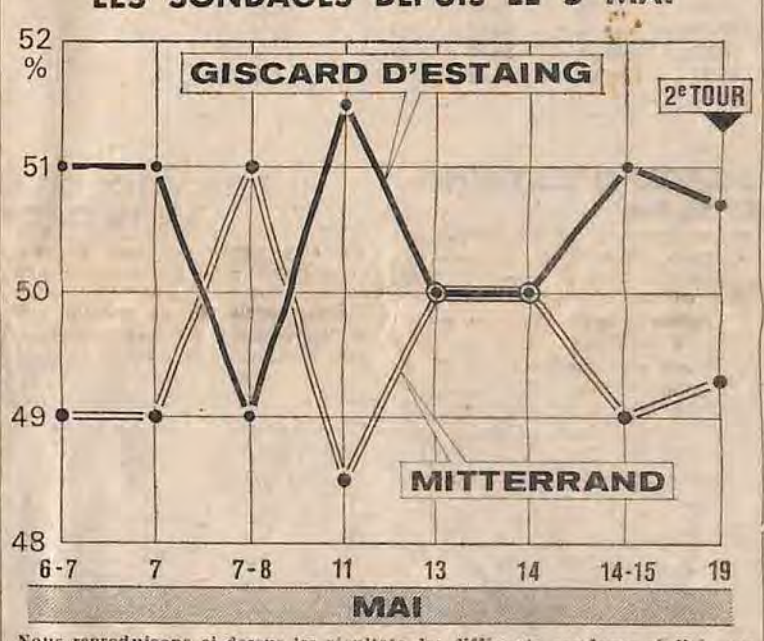
Dans le hall de l'hôtel P.L.M.-Saint-Jacques à Paris, promu, pour un soir, annexe de la radio, le Tout-Paris de la finance, de l'industrie et de la presse économique, convié par France-Inter et l'hebdomadaire *les Informations*, était venu écouter les représentants des milieux économiques et syndicaux. Mais les syndicalistes, craignant sans doute d'être mal à l'aise parmi cette assistance sélectionnée, avaient renoncé à se rendre au rendez-vous imaginé par l'hebdomadaire, dont le caractère « publicitaire » ne semble pas avoir été prévu par les responsables de France-Inter.

A l'O.R.T.F., en général, et à la télévision en particulier, l'atmosphère était grave. On tentait d'exorciser la « menace » implicite que constituerait l'autorisation de lancer une chaîne de T.V. indépendante, comme on en prête le projet aux amis du nouveau président de la République. Mais ce n'était que pour mieux se souvenir de l'opposition très nette de M. Giscard d'Estaing à l'augmentation de la redevance souhaitée par M. Marceau Long pour équilibrer le budget de l'Office en 1974.

Sur les Champs-Elysées, où Radio-Monte-Carlo possède ses services commerciaux parisiens, la réception était quelque peu troublée par le concert d'avertisseurs qui, sur le coup de 22 heures, saluait l'élection du président de la République. Et comme quelqu'un s'étonnait du vacarme, le directeur des programmes de Radio-Monte-Carlo eut ce mot de la fin : *« Et encore, vous n'en entendez qu'un sur deux ! »*

CLAUDE DURIEUX.

LES SONDAGES DEPUIS LE 5 MAI



Nous reproduisons ci-dessus les résultats des différents sondages réalisés par la SOFRES (6-7, 11 et 14 mai), l'IFOP (7 et 13 mai), Publimétrie (7-8 et 14 mai) ainsi que les résultats réels du scrutin du 19 mai.

DÉJA A 18 H. 45...

Dimanche, 18 h. 45. — Chacun en est toujours réduit aux hypothèses quant à l'issue d'un scrutin qui n'est pas encore clos. Dans un sous-sol climatisé de l'avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly, au milieu d'une batterie d'ordinateurs, quelques dizaines de personnes, eux, savent déjà : Valéry Giscard d'Estaing est le vingtième président de la République. Miracle de l'informatique.

Pourtant, quelques minutes avant 18 heures, une certaine inquiétude était perceptible chez les techniciens d'Honeywell-Bull. *« Et si l'écart était trop faible ? » « Et si l'on se trompait ?... »* Mais déjà, les premiers chiffres — ceux concernant le nombre des votants — parviennent de quelques-uns des quatre cents bureaux tests répartis dans toute la France.

18 h. 15. — *« France-Inter donne 12,6 % d'abstentions. »* Instant de flottement chez les techniciens. D'autant qu'un des trois ordinateurs a un léger ennui. Certes il sera vite réparé. Mais quelques minutes précieuses ont été perdues. Enfin l'imprimante crépite et aligne une série de pourcentages : 13,3, 13,8, 12,8, 13,4 etc... Comment choisir le « bon » — « Au pifomètre », nous répond-on. En effet, la machine n'a pas encore la « bonté » de sortir un seul chiffre. Elle en donne plusieurs, compte tenu d'un certain nombre d'hypothèses. Certes les pourcentages sont, à chaque fois, très voisins. Encore faut-il en choisir un. Les politologues, aidés des techniciens, se décident pour 13,3 %.

18 h. 25. — Intervention au micro de R.T.L., 13,3 % d'abstentions. Depuis quelques minutes, les premiers résultats définitifs arrivent. Avant qu'ils ne soient programmés, on saisit quelques chiffres « au vol » : bureau 130 (c'est le numéro du code) Mitterrand : 1 093, Giscard d'Estaing : 415 ; bureau 191 : Giscard d'Estaing : 365, Mitterrand : 151, impossible d'en tirer un enseignement. Il faudrait avoir les résultats du premier tour. Or ces derniers sont dans la mémoire de la machine.

18 h. 45. — Une cinquantaine de correspondants ont déjà téléphoné les chiffres définitifs. Premier essai. L'ordinateur avale les données. Puis il « crache » son verdict. Giscard d'Estaing, dans toutes les hypothèses, obtient la majorité absolue. On choisit un chiffre médian : 51,6 %. Il est, bien sûr, tenu secret car un doute subsiste. Non sur la victoire du ministre, mais sur l'écart qui le sépare de M. Mitterrand.

19 heures. — Nouveau passage en machine avec 227 bureaux sur 400. Résultat moyen, 51 % pour Giscard. Cette fois, la cause est entendue. D'autant que l'on apprend que les deux concurrents, l'IFOP et la SOGRES, arrivent sensiblement au même résultat.

19 h. 50. — Le directeur de Radio-Télé-Luxembourg appelle : *« Les chiffres que vous avez sont-ils fiables ? Peut-on annoncer Giscard d'Estaing élu ? »* Dernières secondes d'hésitation, dernières vérifications. « Oui », répondent les techniciens.

20 h. — La nouvelle est lancée sur les ondes. Giscard d'Estaing élu avec 51 % des voix. Il faudra attendre l'arrivée des derniers résultats des bureaux de vote pour « peaufiner » l'estimation au millième près.

LES ESTIMATIONS A 20 HEURES (pour la métropole)

	Giscard d'Estaing	Mitterrand
R.T.L.	51 %	49 %
Europe 1	50,63 %	49,37 %
France-Inter et télévision	50,90 %	49,10 %
Radio-Monte-Carlo	50,50 %	49,50 %

Commandez tous vos livres par téléphone (24 h sur 24) ou par lettre.

inter-livres
tél. 535-08-46
38-40 av. des gobelins, paris 13e

Vous recevrez tous les livres disponibles chez les éditeurs dans les plus brefs délais par poste ou par coursier.

Vous les paierez moins cher 10 % sur prix conseillé (sauf livres de moins de 25 F et livres techniques). Prime de fidélité. Franco pour tout envoi de 100 F (sinon forfait de 4,50 F).

Vous les paierez plus tard sur facture mensuelle.

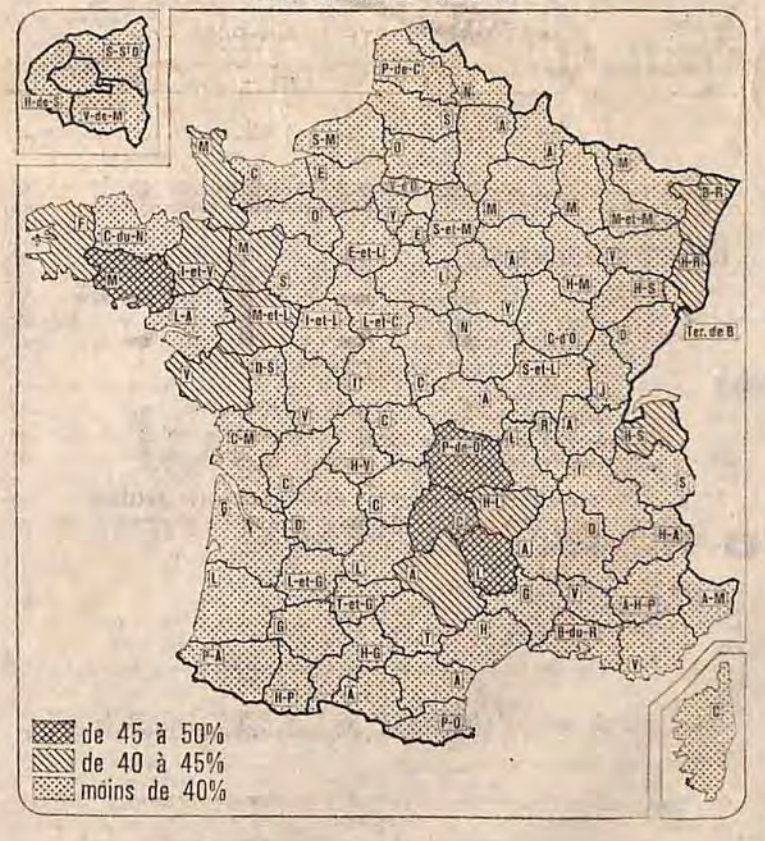
La physionomie du scrutin

Les pourcentages des voix des deux tours

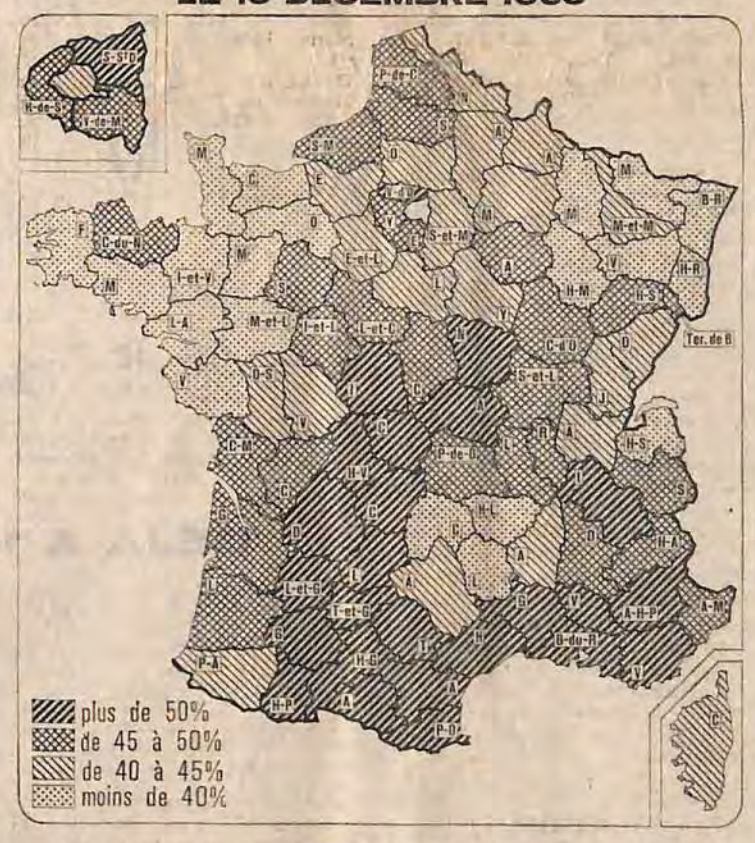
DEPARTEMENTS	19 MAI		PREMIER TOUR				
	GISCARD D'ESTAING	MITTERRAND	GISCARD D'ESTAING	MITTERRAND	CHABAN-DELMAS	ROYER	LAGUILLER
AIN	54,89	45,11	38,86	39,63	12,95	2,57	2,64
AISNE	44,36	— 55,64	27,21	48,46	15,17	2,55	3,19
ALLIER	45,53	— 54,47	33,23	48,96	9,71	2,44	2,86
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	46,48	— 53,52	29,93	48,06	13,20	1,89	2,74
HAUTES-ALPES	51,81	48,19	32,21	42,78	16,61	2,48	2,76
ALPES-MARITIMES	53,65	46,35	39,04	43,48	10,77	2,05	1,07
ARDECHE	52,37	47,63	32,72	42,10	16,84	2,71	2,63
ARDENNES	46,44	— 53,56	31,38	47,96	12,01	2,75	2,63
ARIEGE	36,46	— 63,54	18,36	56,73	17,18	1,62	3,13
AUBE	51,03	48,97	34,06	42,99	14,01	3,28	2,52
AUDE	38,11	— 61,89	21,06	56,27	15,56	1,62	2,30
AVEYRON	56,61	43,39	40,68	37,95	12,03	3,92	3,01
BELFORT (Territoire de)	46,58	— 53,42	30,47	47,58	13,88	1,88	2,64
BOUCHES-DU-RHONE	43,64	— 56,36	29,88	52,07	10,87	1,60	1,69
CALVADOS	55,52	44,48	37,26	38,39	14,55	3,67	2,43
CANTAL	61,52	38,48	46,50	32,88	12,12	2,29	4,03
CHARENTE	45,99	— 54,01	22,53	44,31	24,25	2,98	3,08
CHARENTE-MARITIME	50,40	49,60	25,55	41,81	23,43	3,36	2,67
CHER	48,57	— 51,43	31,19	44,95	13,20	4,46	3,30
CORREZE	44,43	— 55,57	27,89	49,73	15,55	1,73	2,95
CORSE	53,15	46,85	24,41	44,69	27,73	0,73	0,54
COTE-D'OR	51,59	48,41	35,98	43,13	12,64	2,71	2,17
COTES-DU-NORD	49,78	— 50,22	35,58	45,17	11,89	2,18	2,54
CREUSE	44,03	— 55,97	29,44	49,83	11,83	2,42	4,15
DORDOGNE	44,48	— 55,52	19,65	47,67	25,15	2,06	2,82
DOUBS	52,50	47,50	37,77	41,88	10,88	2,93	2,89
DROME	48,15	— 51,85	30,05	45,81	14,94	2,72	2,71
ESSONNE	46,45	— 53,55	30,67	46,88	12,78	2,78	2,24
EURE	50,97	49,03	33,65	42,61	14,77	2,66	2,71
EURE-ET-LOIR	52,17	47,83	35,12	41,03	13,42	4,04	2,84
FINISTERE	58,40	41,60	41,48	37,02	13,69	2,64	2,21
GARD	44	— 56	29,02	50,66	12,46	2,07	2,13
HAUTE-GARONNE	43,63	— 56,37	28,67	49,90	13,76	1,60	2,47
GERS	42,24	— 57,76	23,10	50,78	18	2,07	3,03
GIRONDE	45,42	— 54,58	14,54	42,37	36,01	2,01	2
HAUTS-DE-SEINE	50,45	49,55	34,71	43,44	12,97	2,60	1,78
HERAULT	45,22	— 54,78	29,20	49,74	12,87	2,69	1,63
ILLE-ET-VILAINE	61,78	38,22	43,50	33,25	14,52	3,45	2,38
INDRE	47,93	— 52,07	27,65	43,54	13,67	8,99	3,15
INDRE-ET-LOIRE	53,08	46,92	19,88	35,09	7,49	33,80	1,58
ISERE	46,67	— 53,33	30,84	47,13	12,89	2,41	2,67
JURA	51,03	48,97	35,40	42,70	11,15	3,56	3,40
LANDES	46,71	— 53,29	18,71	44,66	29,82	2,16	2,15
LOIR-ET-CHER	51,41	48,59	31,24	40,49	12,61	9,98	2,87
LOIRE	52,14	47,86	36,31	41,46	12,83	3,50	2,59
HAUTE-LOIRE	59,70	40,30	43,70	34,49	12,29	3,78	3,09
LOIRE-ATLANTIQUE	56,97	43,03	38,27	36,99	15,26	4,35	2,08
LOIRET	55,33	44,67	35,93	38,15	14,12	5,45	2,84

DEPARTEMENTS	19 MAI		PREMIER TOUR				
	GISCARD D'ESTAING	MITTERRAND	GISCARD D'ESTAING	MITTERRAND	CHABAN-DELMAS	ROYER	LAGUILLER
LOT	46,08	— 53,92	27,47	47,06	17,30	2,24	3,30
LOT-ET-GARONNE	44,98	— 55,02	22,38	47,11	22,13	2,07	2,85
LOZERE	64,32	35,68	46,92	31,58	13,14	3,20	2,82
MAINE-ET-LOIRE	63,24	36,76	40,23	30,77	13,95	9,87	2,40
MANCHE	65,42	34,58	43,66	29,87	16,06	5,22	2,28
MARNE	50,90	49,10	34,55	43,20	13,49	2,42	2,38
HAUTE-MARNE	52,32	47,68	33,96	41,89	14,89	2,95	2,94
MAYENNE	66,98	33,02	44,77	28,65	15,46	6,12	2,36
MEURTHE-ET-MOSELLE	49,48	— 50,52	36,65	46,53	9,76	2,28	1,65
MEUSE	54,11	45,89	37,54	41,79	11,66	3,41	2,40
MORBIHAN	62,17	37,83	45,99	33,72	12,53	2,70	2,25
MOSELLE	53,98	46,02	38,60	42,42	11,81	2,07	1,84
NIEVRE	38,66	— 61,34	26,40	57,02	9,61	2,59	2,02
NORD	45,88	— 54,12	28,81	48,05	15,35	2,12	2,48
OISE	47,40	— 52,60	29,38	45,40	15,17	3,23	2,91
ORNE	60,59	39,41	38,49	33,12	16,95	5,33	2,97
PARIS	56,89	43,11	39,54	37,34	13,78	3,15	1,56
PAS-DE-CALAIS	42,10	— 57,90	25,36	51,62	15,21	2,08	2,93
PUY-DE-DOME	52,17	47,83	45,06	42,52	4,37	1,85	3,55
PYRENEES-ATLANTIQUES	56,20	43,80	28,06	37,08	26,99	2,56	2,16
HAUTES-PYRENEES	42,88	— 57,12	24,01	50,65	17,87	1,90	2,60
PYRENEES-ORIENTALES	43,35	— 56,65	28,70	51,30	12,69	1,83	1,69
BAS-RHIN	67,03	32,97	43,68	31,04	15,03	2,01	1,54
HAUT-RHIN	65,77	34,23	40,38	29,14	16,39	1,73	1,64
RHONE	52,71	47,29	39,29	42,01	10,12	2,73	2,03
HAUTE-SAONE	50,18	49,82	35,43	44,99	11,55	2,53	2,59
SAONE-ET-LOIRE	49,01	— 50,99	33,41	45,56	13,30	2,60	2,40
SARTHE	51,40	48,60	31,12	41,43	15,42	6,48	2,64
SAVOIE	50,64	49,36	30,86	43,56	16,08	2,87	2,83
HAUTE-SAVOIE	59,40	40,60	41,02	35,90	13,31	3,40	2,25
SEINE-MARITIME	46,65	— 53,35	32,55	47,17	12,16	2,12	2,49
SEINE-ET-MARNE	50,70	49,30	32,22	42,83	14,82	3,27	2,57
SEINE-SAINT-DENIS	38,41	— 61,59	24,82	54,98	11,68	2,29	2,29
DEUX-SEVRES	57,72	42,28	34,79	34,95	17,05	7,43	3,15
SOMME	45,67	— 54,33	26,99	47,29	15,74	2,34	3
TARN	48,87	— 51,13	29,34	44,27	17,87	2,34	3,02
TARN-ET-GARONNE	48,04	— 51,96	26,03	44,93	20,31	2,17	3,11
VAL-DE-MARNE	44,94	— 55,06	30,07	49,01	12,08	2,63	1,90
VAL-D'OISE	46,04	— 53,96	31,22	47,74	12,14	2,39	2,24
VAR	49,42	— 50,58	34,57	46,14	12,33	1,88	1,34
VAUCLUSE	45,93	— 54,07	29,58	48,14	13,38	2,08	2,49
VENDEE	66,94	33,06	42,03	27,77	18,76	6,07	2,64
VIENNE	51,79	48,21	28,69	39,95	18,02	7,64	2,98
HAUTE-VIENNE	40	— 60	24,06	53,53	14,57	2,14	3,14
VOSGES	54,28	— 54,72	37,59	40,08	12,63	2,90	3,12
YONNE	52,73	47,27	35,71	41,68	13,19	3,43	2,34
YVELINES	53,15	46,85	36,84	40,63	12,99	3	1,97

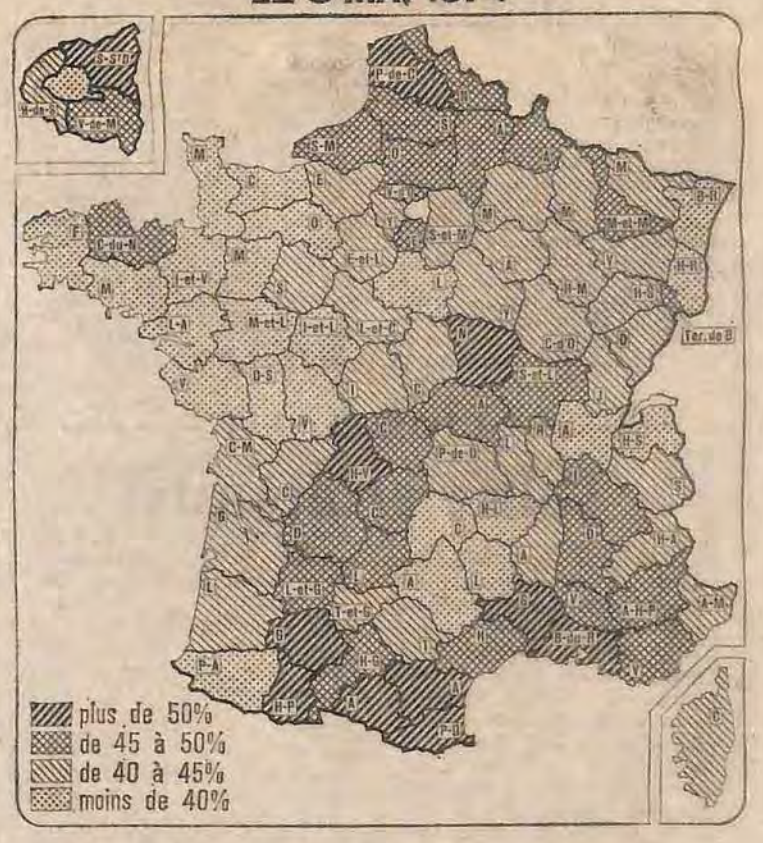
LES VOIX DE M. GISCARD D'ESTAING LE 5 MAI 1974



LES VOIX DE M. MITTERRAND LE 19 DÉCEMBRE 1965

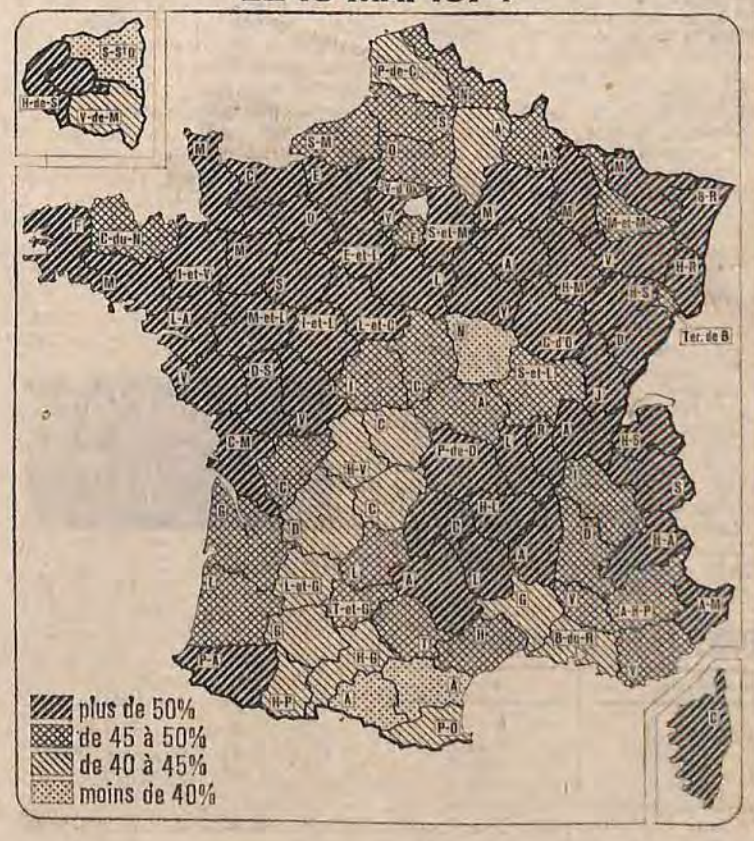


LES VOIX DE M. MITTERRAND LE 5 MAI 1974



[Sauf indication contraire, les pourcentages à partir desquels sont établies les cartes sont calculés par rapport aux suffrages exprimés.
Le pourcentage des abstentions est évidemment calculé par rapport au nombre des électeurs inscrits.]

LES VOIX DE M. GISCARD D'ESTAING LE 19 MAI 1974



● **Guy NANIA**
Docteur ès sciences politiques

LE P.S.U. AVANT ROCARD

Présentation de
Jean POPEREN
Député du Rhône
Membre du bureau exécutif du Parti Socialiste

256 pages, 34 F.

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt ce livre. »
François MITTERRAND

● **Jacques MITTERRAND**
Ancien Grand Maître du Grand Orient de France

LA POLITIQUE DES FRANCS-MAÇONS

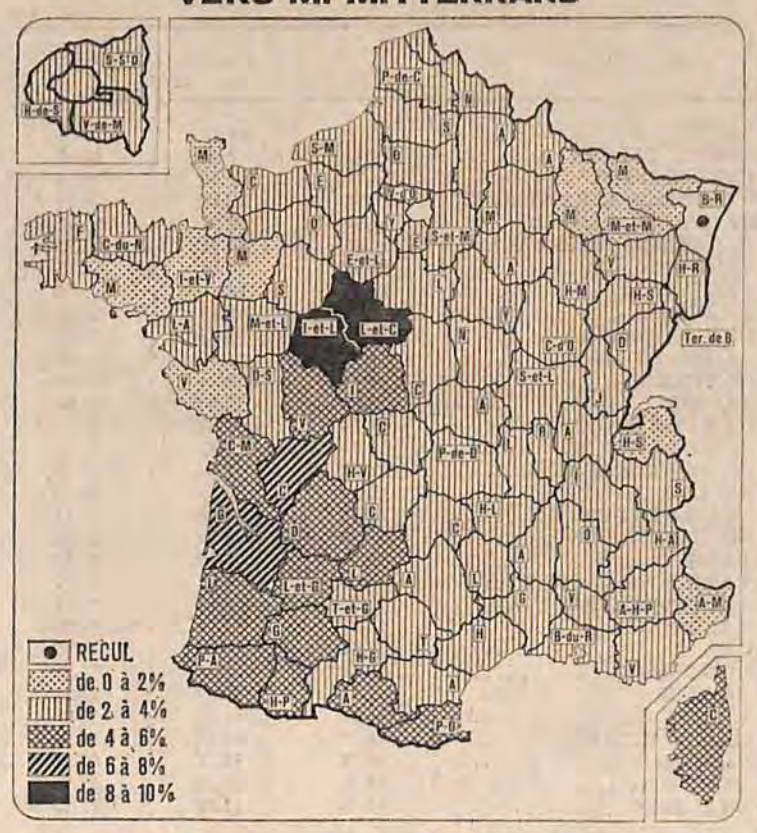
208 pages, 33 F.

Diffusion générale :
EDITIONS ROBLOT, 8 bis, rue de Châteaudun - 75009 Paris
C.C.P. La Source 31-888-50
Et pour l'étranger :
Département International Hachette

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La physionomie du scrutin

GLISSEMENT DES VOIX DE MM. CHABAN-DELMAS ET ROYER VERS M. MITTERRAND



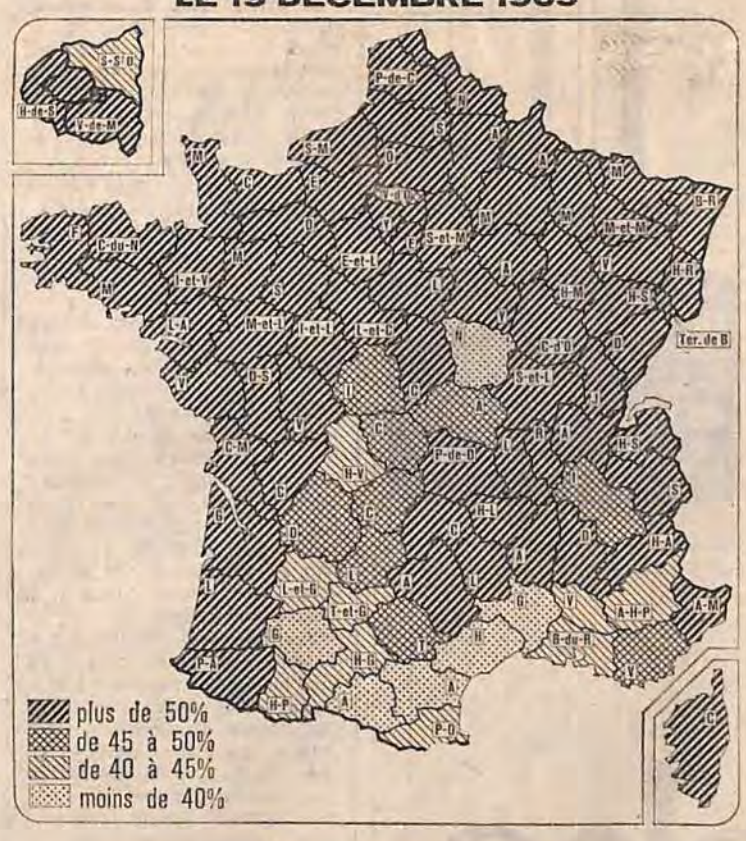
Cette carte, qui montre la progression de M. François Mitterrand par rapport au total des voix obtenues le 5 mai par lui-même, Mlle Arlette Laguiller, MM. Alain Krivine et René Dumont, a été établie sur la base des électeurs inscrits afin de « gommer » l'effet de la diminution du nombre des abstentions.

A l'exception du Bas-Rhin, tous les départements concourent aux progrès réalisés par le premier secrétaire du P.S. Dans certains, il faut y voir la simple conséquence d'une mobilisation des abstentionnistes qui ont voté pour donner la victoire au candidat commun de la gauche. Le plus souvent, la progression de M. Mitterrand est liée au glissement d'un certain nombre d'électeurs de MM. Chaban-Delmas et Royer.

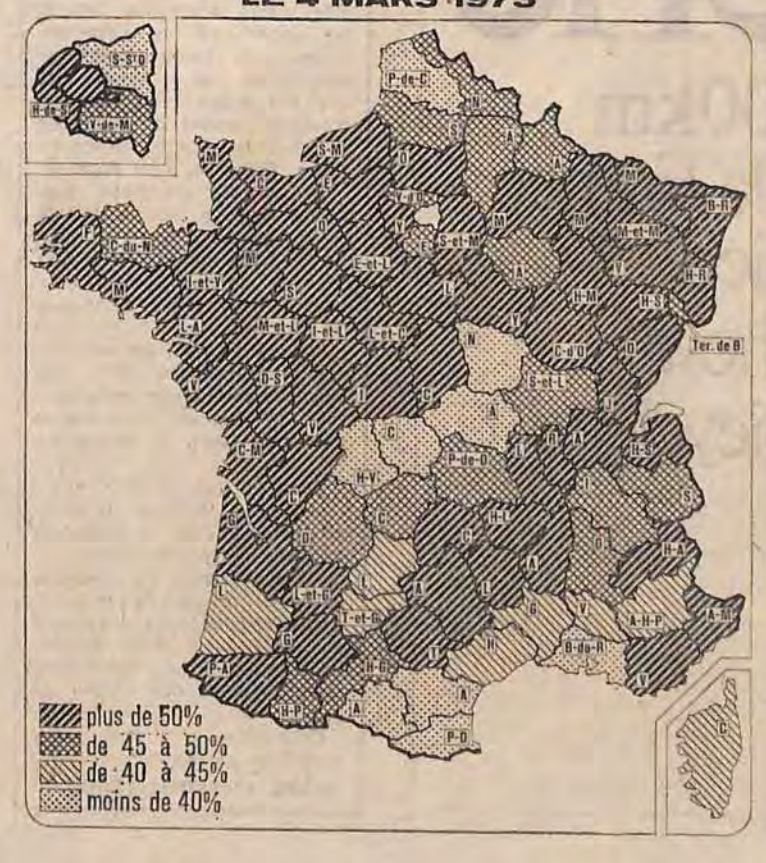
Les départements dans lesquels M. François Mitterrand progresse le plus (plus de 4 points) sont en effet souvent ceux où M. Chaban-Delmas avait dépassé sa moyenne nationale (12,24 % des inscrits) et recueilli 15 % des voix. Le maximum est atteint en Gironde (près de 8 points), mais le phénomène se vérifie dans tous les départements du Sud-Ouest et des Pyrénées, et jusqu'en Corse où M. Chaban-Delmas avait obtenu 16,50 % des électeurs inscrits et où M. Mitterrand gagne 5 points.

D'autre part, les progrès de M. Mitterrand se font aussi par la récupération d'une partie des électeurs de M. Royer. Ainsi, dans le Loir-et-Cher, le premier secrétaire du P.S. réalise-t-il sa progression la plus spectaculaire (près de 10 points) : M. Royer y avait recueilli 8,48 % des électeurs inscrits. Il en est de même dans les départements de l'Indre-et-Loire, de l'Indre et de la Vienne.

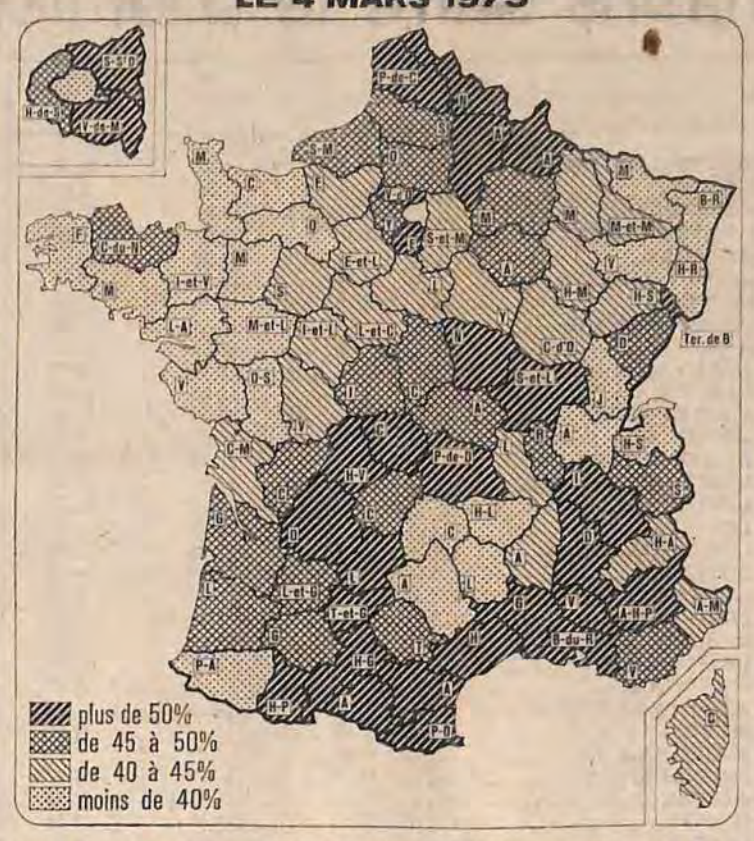
LES VOIX DU GÉNÉRAL DE GAULLE LE 19 DÉCEMBRE 1965



LES VOIX DE LA MAJORITÉ, DU CENTRE ET DE LA DROITE LE 4 MARS 1973



LES VOIX DE LA GAUCHE LE 4 MARS 1973



Total des voix obtenues lors du premier tour des élections législatives de mars 1973 par les formations de gauche et d'extrême gauche qui, au second tour de l'élection présidentielle, ont soutenu M. Mitterrand.

Les villes majoritaires où M. Mitterrand l'emporte

Parmi les villes où M. Mitterrand est arrivé en tête, bien qu'elles soient gérées par des équipes appartenant à la nouvelle majorité présidentielle, on relève :

AIN : Lagnieu. — AISNE : Laon, Château-Thierry, Saint-Quentin. — ALLIER : Cusset, Yzeure, Montluçon. — ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : Manosque. — ARDECHE : Annonay. — ARDENNES : Givet. — AUBE : Troyes. — AUDE : Castelnaudary. — AVEYRON : Millau. — CHER : Bourges. — CORREZE : Brive. — DORDOGNE : Périgueux. — DOUBS : Valentigney. DROME : Romans, Bourg-de-Péage. — EURE : Pont-Audemer. — EURE-ET-LOIR : Dreux. — FINISTERE : Concarneau, Pont-l'Abbé. — HAUTE-GARONNE : Toulouse. — GERS : Auch, Fleurance. — HERAULT : Agde. — JURA : Dôle. — LOIRE : Rive-de-Gier, Roanne. — LOT : Figeac, Gourdon. — LOT-ET-GARONNE : Nérac. — MARNE : Ch lons-sur-Marne, Epernay, Reims. — MEURTHE-ET-MOSELLE : Longwy. — MOSELLE : Freyming-Merlebach, Florange, Hayange, Yutz. — NORD : Saint-Amand, Avesnes. — OISE : Beauvais. — ORNE : Argentan.

PUY-DE-DOME : Thiers. — HAUTES-PYRENEES : Tarbes. — BAS-RHIN : Bischeim. — SAONE-ET-LOIRE : Autun, Le Creusot, Montceau-les-Mines. — SARTHE : Le Mans. — HAUTE-SAVOIE : Passy. — SOMME : Abbeville. — TARN : Graulhet. — VIENNE : Châtellerault, Poitiers. — VOSGES : Neufchâteau, Raon-l'Etape. — TERRITOIRE DE BELFORT : Belfort.

SEINE-ET-MARNE : Chelles. — YVELINES : Conflans-Sainte-Honorine, Mantes-la-Jolie, Poissy. — ESSONNE : Athis-Mons, Etampes, Evry, Viry-Châtillon, Yerres. — HAUTS-DE-SEINE : Antony, Clamart, Montrouge, Puteaux. — SEINE-SAINT-DENIS : Gagny, Les Lilas, Neuilly-sur-Marne, Villepinte. — VAL-DE-MARNE : Chevilly-Larue, Créteil, La Queue-en-Brie, Maisons-Alfort, Thiais.

Les villes d'opposition où M. Giscard d'Estaing est premier

Parmi les villes où M. Giscard d'Estaing est arrivé en tête, bien qu'elles soient gérées par des équipes de gauche, on relève :

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : Digne, Barcelonnette. — ALPES-MARITIMES : Cannes. — BOUCHES-DU-RHONE : Aix-en-Provence. — CHARENTE-MARITIME : Rochefort. — CREUSE : Aubusson. — DOUBS : Besançon, Audincourt. — DROME : Montélimar, Crest. — EURE : Evreux. — EURE-ET-LOIR : Nogent-le-Rotrou. — FINISTERE : Quimper, Douarnenez. — LANDES : Mont-de-Marsan. — LOIRET : Orléans. — MAYENNE : Laval. — MORBIHAN : Lorient. — NORD : Cambrai, Lille. — PUY-DE-DOME : Clermont-Ferrand. — PYRENEES-ATLANTIQUES : Pau. — HAUTES-PYRENEES : Lourdes. — DEUX-SEVRES : Niort. — TARN-ET-GARONNE : Montauban. — VAR : Draguignan. — VOSGES : Gérardmer, Saint-Dié. — YVELINES : Rambouillet. — VAL-DE-MARNE : Fontenay-sous-Bois.

LA FRANCE N'A PAS LE MONOPOLE DES SCRUTINS SERRÉS

Dans divers pays, et à plusieurs reprises, des présidents ont été élus avec une très faible avance sur leur concurrent principal. En voici quelques exemples :

AU CHILI, en 1938, le président Aguerra Cerda (Front populaire) fut élu avec 50,85 % des voix contre 49,15 % à son adversaire conservateur, M. Gustavo Ross.

AUX ETATS-UNIS, deux élections présidentielles, depuis la guerre, ont donné lieu à des scrutins extrêmement serrés. Mais le président est élu par les grands électeurs, et il peut être élu avec un nombre de suffrages populaires inférieur à celui de son adversaire. En 1960, Kennedy (démocrate), 49,72 % ; Nixon (républicain), 49,54 %. En 1968, Nixon (républicain), 43,4 % ; Humphrey (démocrate), 42,71 %; Wallace (American Independant Party), 13,53 %.

EN AUTRICHE, en 1965, Franz Jonas (socialiste) fut élu président de la République par 50,69 % des voix contre 49,31 % à son adversaire, Alfons Gorbach (populiste).

EN FINLANDE, où le président de la République est élu par un collège de grands électeurs, M. Kekkonen (parti agrarien) fut élu pour la première fois en 1956, au troisième tour de scrutin, par 151 voix contre 149 à M. Fagerholm (social-démocrate).

UNE HYPOTHÈSE

Et si les jeunes avaient voté ?

Si les jeunes de dix-neuf à vingt et un ans avaient voté, le résultat aurait été vraisemblablement le même ; il aurait été différent si, comme dans nombre de pays démocratiques, le droit de vote avait été accordé à partir de dix-huit ans.

Deux classes d'âge représentent environ 1 600 000 personnes. Compte tenu des résultats de diverses enquêtes effectuées sur ces catégories d'âge, il faut appliquer à ce nombre théorique d'électeurs un taux d'abstentions beaucoup plus élevé que la moyenne : sans doute, dans ce cas, aux alentours de 30 %. Le sondage effectué par l'IFOP pour le compte de la Vie catholique, les 24 et 25 avril (donc avant le premier tour de scrutin) donnait, pour le second tour, 53 % des intentions de vote des jeunes de dix-huit à vingt et un ans en faveur de M. Mitterrand, contre 38 % à M. Giscard d'Estaing (9 % ne se prononçaient pas). Même en créditant le candidat de la gauche d'un pourcentage bien supérieur pour tenir compte du succès grandissant de sa campagne parmi les jeunes — soit 60 %, — on obtient les résultats suivants : 672 000 voix pour M. Mitterrand, 448 000 pour M. Giscard d'Estaing, soit une différence de 224 000 voix. Celle-ci n'aurait pas été suffisante pour faire basculer le résultat de l'élection en faveur du candidat de la gauche.

En affectant un pourcentage d'abstentions équivalent à celui de l'électorat actuel — 12,5 %, soit 1 400 000 votants au lieu de 1 120 000 dans le cas des 30 % d'abstention, — M. Mitterrand aurait eu un avantage de 280 000 voix parmi les dix-neuf-vingt et un ans, là encore insuffisant. Mais si le droit de vote était accordé à dix-huit ans, cet avantage aurait été alors de 420 000, ce qui aurait pu théoriquement donner la victoire à M. Mitterrand.

Il n'est pourtant pas douteux que c'est par crainte de cet électorat potentiel que la majorité n'a pas jugé bon d'accorder le droit de vote aux jeunes de dix-neuf à vingt et un ans, a fortiori *à partir de dix-huit ans, comme dans la plupart des autres pays comparables au nôtre (notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale et la Yougoslavie, etc.). M. Pierre Messmer, premier ministre, l'avait pourtant formellemnt promis, et dans des termes sans équivoque, le 14 janvier 1973, à Caen, devant le congrès de l'Union des jeunes pour le progrès (U.J.P.).* « L'histoire retiendra que c'est la Ve République qui aura donné le droit de vote aux jeunes, *avait-il déclaré.* Dès le début de la législature prochaine, l'Assemblée nationale sera appelée à décider que désormais les Français et les Françaises auront le droit de voter à partir de dix-neuf ans. »

La promesse n'a pas été tenue ni au début ni au cours de la législature, déjà vieille de plus d'un an. On comprend mieux pourquoi aujourd'hui.

CONSERVEZ LES DIMENSIONS
Formats cms
Photos 13 x 18 18 x 24 24 x 30
Dessins 30 x 40 40 x 50 50 x 60
Lithos bord à bord 50 x 65 56 x 76 avec marge 55 x 70 60 x 80
POSTER 60 x 90 70 x 100
CARIL
CADRES DESIGN
ALU BROSSE MAT ou BRILLANT
BLANC-NOIR
INSTANTANES ET INTERCHANGEABLES
SANS PINCES SANS FILS SANS EFFORT
LE VERRE S'ENCLIPSE ET SE DECLIPSE PAR SIMPLE PRESSION
LISTE PARIS-PROV. S/DEMANDE
GALERIES-PHOTOGR.-GDS MAGS
CARIL : CIDEX R 108 — 94534 RUNGIS 677.58.85

Gestetner
a perfectionné
le copieur
Démarrage instantané, sans attente de préchauffage
Documentation : 71 rue Camille-Groult, 94400 Vitry
M.....
Adresse.....
.....
désire recevoir, sans engagement, la documentation Gestetner «copieur».
356

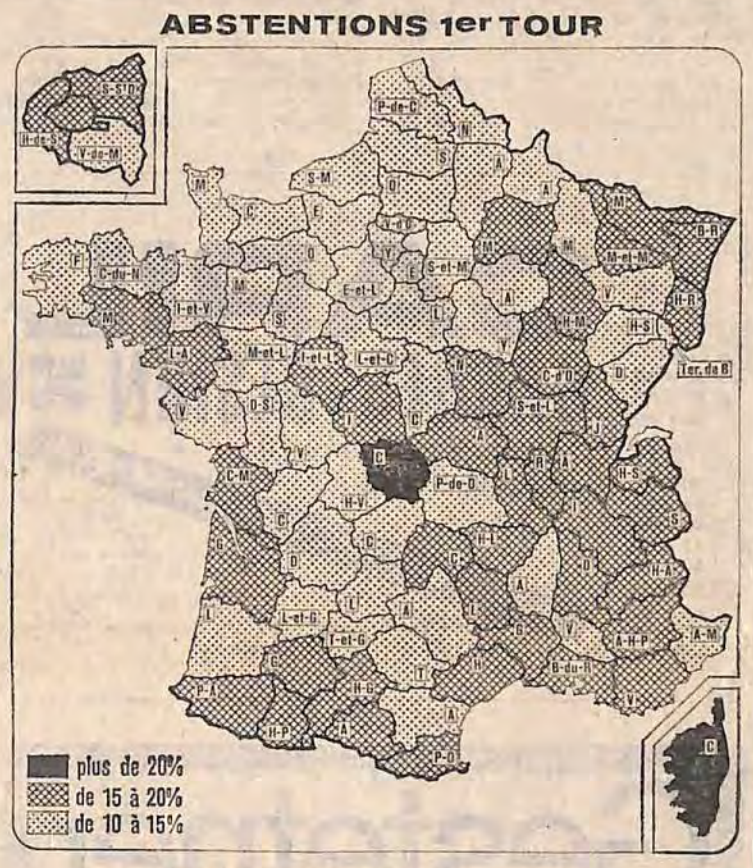
7 grands journalistes Israéliens révèlent...
KIPPOUR
Le premier récit vécu et complet de la guerre israélo-arabe par les sept journalistes les mieux informés d'Israël.
Ben Porat
Jonathan Gueffen
Uri Dan
Eytan Haber
Hosi Carmel
Eli Landau
Eli Tavor
Préface de Joseph KESSEL
de l'Académie Française
28 F. chez votre Libraire
HACHETTE LITTÉRATURE
Production service publicité Hachette

La physionomie du scrutin

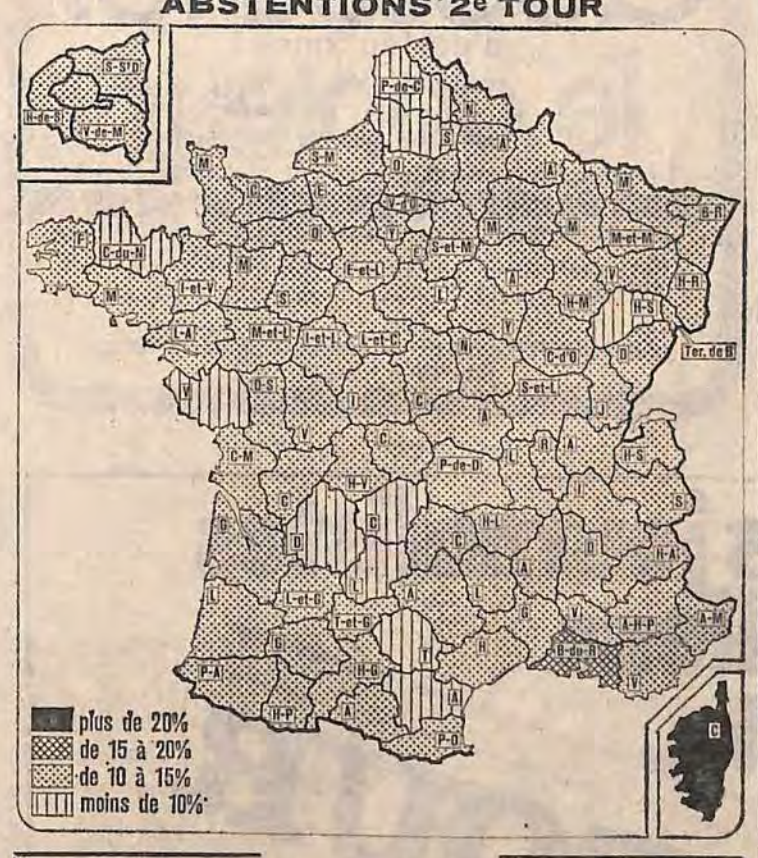
L'évolution des abstentions entre le premier et le deuxième tour

DEPARTEMENTS	5 MAI	19 MAI	DIMINUTION (en %)	DEPARTEMENTS	5 MAI	19 MAI	DIMINUTION (en %)	DEPARTEMENTS	5 MAI	19 MAI	DIMINUTION (en %)
AIN	17,47	13,18	24,56	HAUTE-GARONNE	15,10	11,95	20,86	PARIS	17,19	14,61	15,01
AISNE	12,86	10,00	22,24	GERS	16,19	11,59	28,41	PAS-DE-CALAIS	11,72	9,43	19,53
ALLIER	15,16	11,32	25,33	GIRONDE	15,91	14,25	10,43	PUY-DE-DOME	14,77	10,90	26,20
ALPES DE HAUT.-PROV.	15,19	10,72	29,43	HAUTS-DE-SEINE	15,62	12,83	17,86	PYRENEES-ATLANTIQUES	16,95	12,68	25,19
HAUTES-ALPES	16,49	11,82	28,32	HERAULT	16,36	12,36	24,45	HAUTES-PYRENEES	17,03	12,86	24,48
ALPES-MARITIMES	14,97	12,06	19,44	ILLE-ET-VILAINE	14,37	10,56	26,51	PYRENEES-ORIENTALES	18,65	14,04	24,72
ARDECHE	14,75	10,78	26,91	INDRE	15,49	12,22	21,11	BAS-RHIN	17,31	14,48	16,35
ARDENNES	14,27	10,67	25,23	INDRE-ET-LOIRE	15,14	13,12	13,34	HAUT-RHIN	16,59	14,11	15,00
ARIEGE	16,56	11,36	31,40	ISERE	16,23	12,52	22,86	RHONE	16,05	13,16	18,01
AUBE	14,84	11,35	23,52	JURA	15,42	10,99	28,73	HAUTE-SAONE	13,51	9,24	31,60
AUDE	13,81	9,80	29,04	LANDES	13,33	10,48	21,38	SAONE-ET-LOIRE	17,48	13,76	21,28
AVEYRON	14,51	10,43	28,12	LOIR-ET-CHER	14,13	10,92	22,72	SARTHE	14,18	11,44	19,32
BELFORT (TERRIT. DE)	14,06	10,39	26,10	LOIRE	18,06	14,58	19,27	SAVOIE	16,54	12,60	23,82
BOUCHES-DU-RHONE	19,21	15,25	20,61	HAUTE-LOIRE	17,39	12,09	30,48	HAUTE-SAVOIE	17,32	13,24	23,56
CALVADOS	14,15	11,87	16,11	LOIRE-ATLANTIQUE	15,38	12,97	15,67	SEINE-MARITIME	14,41	11,96	17,00
CANTAL	18,21	13,61	25,26	LOIRET	13,01	10,62	18,37	SEINE-ET-MARNE	14,92	12,46	16,49
CHARENTE	14,92	12,00	19,57	LOT	13,17	8,97	31,89	SEINE-SAINT-DENIS	15,43	13,54	12,25
CHARENTE-MARITIME	18,15	14,28	21,32	LOT-ET-GARONNE	14,29	11,25	21,27	DEUX-SEVRES	14,62	11,49	21,41
CHER	14,60	11,38	22,06	LOZERE	18,85	13,07	30,66	SOMME	10,29	8,23	20,02
CORREZE	13,57	9,82	27,63	MAINE-ET-LOIRE	14,52	12,32	15,15	TARN	12,26	9,17	25,20
CORSE	32,05	22,63	29,39	MANCHE	14,54	12,14	16,51	TARN-ET-GARONNE	13,66	10,29	24,67
COTE-D'OR	15,99	12,90	19,32	MARNE	15,09	12,49	17,23	VAL-DE-MARNE	13,83	11,64	15,84
COTES-DU-NORD	12,84	9,64	24,92	HAUTE-MARNE	15,19	11,71	22,91	VAL-D'OISE	14,17	11,72	17,29
CREUSE	20,12	14,53	27,78	MAYENNE	12,59	10,65	15,41	VAR	16,88	13,42	20,50
DORDOGNE	12,62	9,62	23,77	MEURTHE-ET-MOSELLE	15,39	12,61	18,06	VAUCLUSE	13,62	10,11	25,77
DOUBS	14,60	11,23	23,08	MEUSE	14,45	11,79	18,41	VENDEE	13,19	9,90	24,94
DROME	15,60	11,76	24,61	MORBIHAN	15,20	12,67	17,04	VIENNE	14,36	11,66	18,80
ESSONNE	12,61	10,31	18,24	MOSELLE	15,25	12,57	17,97	HAUTE-VIENNE	14,16	10,77	23,94
EURE	12,94	10,54	18,55	NIEVRE	15,02	11,34	24,50	VOSGES	14,79	11,71	20,82
EURE-ET-LOIRE	13,26	10,67	19,53	NORD	12,55	10,16	19,04	YONNE	14,84	11,60	21,83
FINISTERE	14,83	11,66	21,38	OISE	16,62	10,18	38,75	YVELINES	13,86	11,48	17,17
GARD	16,13	11,59	28,15	ORNE	14,29	11,59	18,89				

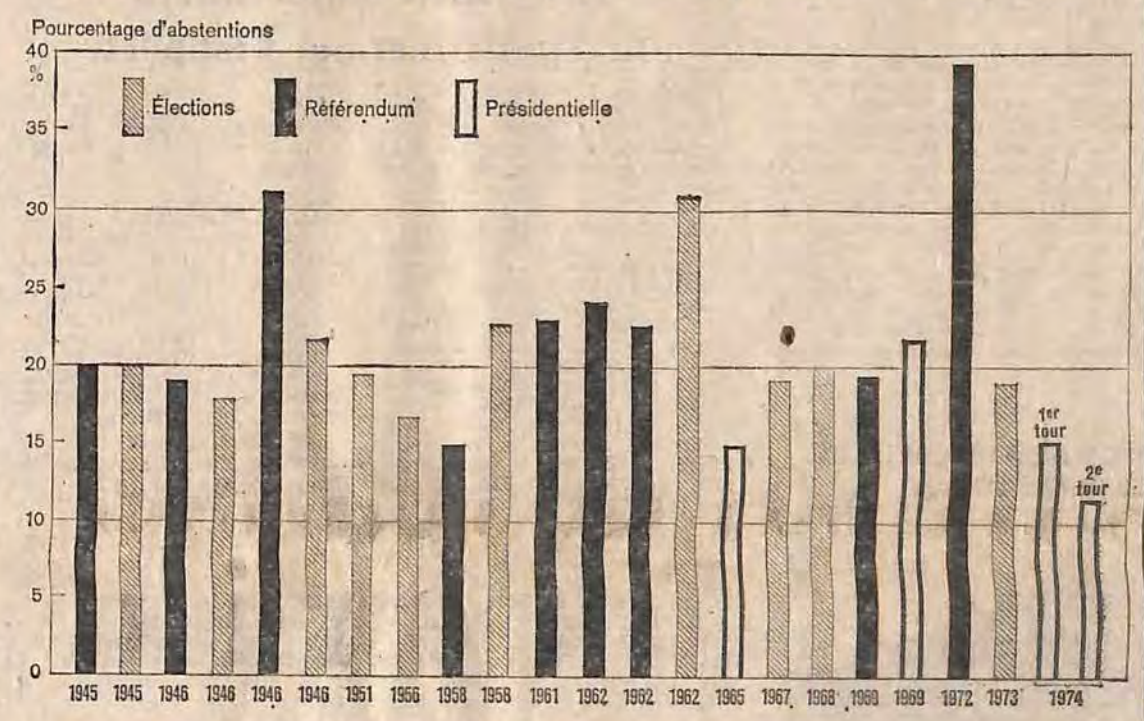
ABSTENTIONS 1er TOUR



ABSTENTIONS 2e TOUR



Les abstentions depuis 1945



ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

meubles de style et
rustiques
chêne et merisier
Régence - Louis XIII
Anglais
au mont st-michel
104 rue de rennes angle rue d'assas
paris 6 métro sèvres-babylone
tel 548 08 59

Une lourde responsabilité

(Suite de la première page.)

Le test ne tardera pas, ni l'épreuve. Dans un premier temps, un choix s'impose : celui des moyens de lutter contre l'inflation. A cet égard, la gauche ne doit pas trop regretter de ne pas avoir conquis le pouvoir dans les conditions où il s'offrait à elle. Le nouveau président trouvera à l'intérieur et à l'extérieur des concours que son concurrent n'aurait pas eus : il ne se heurtera pas non plus aux mêmes difficultés. Pour lui, elles seront plus sociales que financières.

Posée au premier jour de la campagne, la question l'est plus que jamais au seuil de la « nouvelle ère » et de la terre promise. Peut-on répartir équitablement les sacrifices de la lutte contre l'inflation puis distribuer plus justement les fruits de la croissance sans une série de réformes, sans une politique qui ne soit plus seulement conjoncturelle mais soit structurelle ? La gauche ne le croyait pas. Il revient au nouveau président de démontrer le contraire dans les faits.

Pour y réussir il devra sans doute s'émanciper en partie de sa majorité, de son milieu, et mettre sa jeunesse et sa compétence au seul service de tous les Français.

Rarement responsabilité plus lourde aura reposé sur un seul homme.

JACQUES FAUVET.

heureusement il y a
l'autriche
à 200 km
de la France
à pied,
à cheval...
à bicyclette

Tourisme Autrichien
AUSTRIAN AIRLINES
12 rue Auber Paris 9e
tél. 073 93 82

Dans la montagne corse

« CHACUN VOTE AVEC SON CLAN UN POINT, C'EST TOUT ! »

(De notre envoyé spécial.)

Calacuccia. — Dire que l'on a voté sans passion à Calacuccia serait méconnaître les mœurs insulaires et même faire injure au tempérament des électeurs corses. Mais le scrutin présidentiel est tout de même loin d'avoir suscité le même enthousiasme et les mêmes affrontements qu'une simple cantonale.

Cette fois, la campagne a été sage. Soirée devant la télévision, palabres dans les cafés, quelques affiches pour les candidats collées aux portes des granges et pas la moindre manifestation dans la rue. « *Ici, la propagande est inutile*, explique M. Antoine Géronimi, le secrétaire de la mairie, *car il n'y a pas à convaincre. Chacun vote avec son clan, un point, c'est tout.* »

Qui ne sait pas ce qu'est le clan ne peut rien comprendre à la vie politique en Corse. A Calacuccia plus que partout ailleurs, on est gaviniste ou giaccobiste. On appartient au clan qui se réclame de M. Jacques Gavini, ancien ministre indépendant aujourd'hui disparu, ou de celui de M. François Giaccobi, sénateur radical de gauche toujours en exercice. Les chefs gavinistes, dont le député gaulliste Jean-Paul de Rocca Serra, s'étaient prononcés pour M. Giscard d'Estaing. Les leaders giaccobistes pour M. Mitterrand. Ces choix dictaient à chacun son devoir.

Les électeurs semblaient peu nombreux, moins de trois cents sur huit cent cinquante-quatre inscrits. Abstentions massives ? Pas du tout. Un certain nombre d'entre eux étaient porteurs de procurations, une soixantaine en tout. Puis, à 18 heures, alors que tout semblait achevé, commençaient les choses sérieuses : le dépouillement des votes par correspondance. Il y en avait quatre cent quarante et un. Alors soudain, dans la petite salle enfumée pleine d'hommes debout, les yeux fixes, la casquette vissée sur la tête, la tension est montée car tout le monde sait que ces paquets d'enveloppes soi-disant venues du continent sont pour la plupart timbrées en Corse. Personne n'est dupe de cette comédie électorale, mais chacun exige qu'elle se déroule selon les rites et l'on s'est chamaillé, on a contesté pour finir par des arrangements à faire frémir n'importe quel scrutateur du continent.

Enfin, à 20 h. 45, les résultats ont été proclamés, 92 % des électeurs de la commune avaient voté. M. Giscard d'Estaing a obtenu 594 voix, M. Mittterrand 185.

Dans la nuit, chacun a pu rejoindre sa télévision le cœur en paix. « *Que le président s'appelle Giscard d'Estaing plutôt que Mitterrand ne changera nullement la vie de la commune*, commentaient les chefs des deux clans. *Avec quelque majorité que ce soit, nous n'avons jamais rien obtenu du gouvernement.* »

Calacuccia, c'est loin, vraiment très loin de Paris...

MARC AMBROISE-RENDU.

Les réactions en France

LE DEUXIÈME TOUR

DANS L'OPPOSITION

Au parti communiste français

● M. MARCHAIS : pas de manifestations intempestives.

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste : « *Demain, le travail va reprendre partout, normalement, dans les entreprises. Je dis à mes amis communistes et aux autres : il faut accueillir le résultat de ce soir dans la sérénité, la tranquillité. Il ne doit y avoir de manifestations intempestives ni d'un côté ni de l'autre. Je suis sûr que le travail va reprendre avec un peu d'amertume, mais que les travailleurs laissent l'amertume de côté, parce que quand même c'est un succès pour nous, parce que l'avenir est avec nous. L'avenir politique de la droite, il est derrière elle. L'avenir politique de la gauche, il est devant elle.* »

● M. PIQUET : une gauche unie, une majorité divisée.

M. Piquet, membre du bureau politique du parti communiste : « *Les chiffres actuellement connus se confirment, nous aurons une majorité extrêmement divisée. D'autre part, à gauche, j'aperçois un renforcement de l'unité fondée sur un programme commun de gouvernement, que nous n'avons remis en cause à aucun moment, d'aucune manière. Nous sommes donc devant la situation suivante : une gauche très unie avec un programme commun de gouvernement, et une majorité que M. Giscard d'Estaing aura beaucoup de mal à tenir dans les jours qui viennent.* »

● M. DUCLOS : victoire à la Pyrrhus.

M. Duclos, sénateur (communiste) de la Seine-Saint-Denis : « *Ce qui doit être retenu c'est que cette élection n'est pas triomphale. A la vérité, la moitié des Français ont voté contre M. Giscard d'Estaing, et ceux qui ont voté pour lui ont voté dans l'équivoque, parce que cet homme-là, qui a mené une politique bien déterminée depuis onze ans, qui a été une politique allant contre les intérêts de la classe ouvrière, s'est présenté comme l'homme du changement et qu'il a fait des promesses en contradiction avec tout ce qu'il avait fait dans la période antérieure. C'est pourquoi la victoire de Giscard d'Estaing est une victoire à la Pyrrhus. Quant à nous, nous n'avons pas passé la barre, c'est entendu, mais la gauche a fait des progrès substantiels et, au fond, on peut dire que l'avenir lui est ouvert.* »

● M. KRIVINE : un troisième tour dans les luttes.

M. Krivine, au nom du parti communiste révolutionnaire (trotskistes) : « *M. Giscard d'Estaing vient de gagner de justesse les élections présidentielles contre la volonté de l'immense majorité des travailleurs et des jeunes. Minoritaire dans le pays, la coalition hétéroclite des droites ne résoudra aucun de nos problèmes. Nous entrons, dès lors, dans une période de crise. Les travailleurs n'attendront pas sept ans. Dès à présent, ils vont préparer le troisième tour dans les luttes pour obtenir la satisfaction des revendications et aboutir au renversement de ce régime réactionnaire. Le Front communiste révolutionnaire lance un appel à tous les travailleurs, à tous les jeunes pour que, la déception passée, ils préparent ensemble le mouvement de masse qui balaiera ce gouvernement des patrons et des banquiers, et s'engagera dans la voie du socialisme.* »

A l'extrême gauche

● Mlle LAGUILLER : ne pas se laisser démoraliser.

Mlle Laguiller (Lutte ouvrière), ancienne candidate à la présidence de la République : « *Les élections sont un piège pour les travailleurs. Leur émancipation sociale et politique, c'est en se servant de leur force qu'ils peuvent la gagner.*

« *Et nous appelons l'ensemble de la classe ouvrière, tous les travailleurs de ce pays, à ne pas se laisser démoraliser par ce résultat et, dès demain, à exiger de Giscard qu'il tienne toutes ses promesses ; à exiger de tous ceux qui l'ont élu, les patrons, les exploiteurs, les technocrates des entreprises nationalisées, qu'ils paient ce que Giscard a promis.* »

Au parti socialiste

● M. MAUROY : la victoire nous est promise.

M. Mauroy, député, secrétaire national du parti socialiste : « *Je dois dire que les deux camps avaient des candidats de très grande valeur et même tout à fait exceptionnels, mais je note que, en dépit de l'accession de M. Giscard d'Estaing à la présidence, ce scrutin est, à gauche, un succès du citoyen, de la citoyenne, le succès des organisations, politiques et syndicales, si bien qu'une page nouvelle dans l'histoire du syndicalisme et de la politique s'est ouverte. Nous sommes montés très haut, nous sommes cohérents, nous avons un projet, nous avons nos organisations, plus puissantes que jamais, et nous sentons bien ce soir que la victoire nous est promise de toute façon.* »

● M. DUBEDOUT : se battre au Parlement.

M. Dubedout, député, maire de Grenoble (app. socialiste) : « *Ayant obtenu plus de 49 % des voix, la gauche n'est pas malade. Maintenant elle doit tenir compte de sa représentativité largement accrue pour que, à court terme, au Parlement, nous soyons d'une façon très vigilante les représentants de tous ceux qui se retrouvent du côté de François Mitterrand et qui ont le plus besoin d'être protégés des à-coups économiques et de la conjoncture sociale. Nous allons nous battre pour cela. Je ne crois pas que le programme de Valéry Giscard d'Estaing soit accepté et voté par la majorité actuelle.* »

● L'ALLIANCE MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE : consolider l'unité.

L'A.M.R. (trotskiste) : « *L'A.M.R. enregistre le résultat électoral de François Mitterrand comme un succès du mouvement ouvrier. Malgré l'exclusion du scrutin du prolétariat immigré et de la jeunesse privée du droit de vote, le candidat soutenu par les travailleurs a presque atteint la majorité. Par ailleurs, le succès très relatif de Giscard d'Estaing ne lui permet de régler aucun des problèmes de la société française.*

« *Pour trouver une solution ouvrière, il faut prolonger et consolider l'unité qui s'est constituée pour le soutien de Mitterrand, il faut un front d'unité permanent rassemblant tous les courants se réclamant du socialisme, dans des comités démocratiques d'unité pour les revendications des travailleurs.* »

● M. DEFFERRE : des difficultés sérieuses.

M. Defferre, député socialiste, maire de Marseille : « *M. Giscard d'Estaing a développé un programme qui a évolué au cours de la campagne électorale, il a ajouté certaines choses, il en a retranché d'autres. Que va-t-il faire maintenant ? Avec une majorité aussi étroite, aussi juste, pour gouverner un pays comme la France, je pense qu'il va rencontrer des difficultés sérieuses.* »

● M. CAILLAVET : pas de troisième tour social.

M. Caillavet, vice-président des radicaux de gauche : « *Je constate que les forces vives de ce pays ne sont pas dans le camp de la victoire, et je crains que M. Giscard d'Estaing n'ait pas les moyens parlementaires de sa politique. Il devra donc nécessairement recourir à de nouvelles élections. Je tiens à déclarer publiquement, en ce qui concerne les radicaux de gauche, que nous n'envisageons pas un troisième tour, un troisième tour social par des manifestations qui tendraient à casser ce pays. La gauche a toujours respecté la solidarité. Elle la respectera davantage encore, et il appartiendra à M. Giscard d'Estaing de faire face à toutes ses obligations.* »

Au P.S.U.

● M. ROCARD : la France devient adulte.

M. Rocard, ancien secrétaire national du P.S.U. : « *La France a voté dans le bleu. Et c'est tout de même assez grave de voir que par crainte, par peur, un peu plus de la moitié des Français ont voté pour un personnage qui n'a rien annoncé. C'est cela qui montre que la France n'est pas encore tout à fait adulte. Mais méfiez-vous, elle le devient.*

« *L'action de l'opposition de gauche sera à la fois parlementaire et d'opinion. Jamais depuis quinze ans la gauche n'a atteint un pourcentage pareil. Il va falloir que M. Giscard d'Estaing gouverne avec cela.* »

● M. CHAPUIS : une nouvelle crise politique.

M. Chapuis, secrétaire national du P.S.U. : « *Nous nous trouvons devant une situation politique tout à fait nouvelle. M. Giscard d'Estaing a dû marier, pour être élu, les contraires : l'eau et le feu. Nous verrons demain comment les frères ennemis seront redevenus frères. Pour la France, une nouvelle crise politique s'ouvre dès aujourd'hui. Nous verrons comment M. Giscard d'Estaing saura la résoudre.* »

Libres opinions

LA MOITIÉ ESCAMOTÉE

Par CLAUDE BOURDET

PENDANT la nuit du second tour de l'élection présidentielle, un journaliste faisait remarquer à la télévision que la division du pays en deux moitiés politiques à peu près égales, l'une comprenant la grande majorité des travailleurs, l'autre la grande majorité des classes aisées et des classes moyennes, n'était pas un phénomène rare et ne créait pas une situation dramatique, puisqu'elle se présente régulièrement à chaque élection dans les pays voisins, notamment en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale : cela n'empêche pas de gouverner, disait-il. En effet ; et il aurait pu citer aussi l'exemple des Etats-Unis, où l'égalité approximative des deux forces est similaire et où leur composition sociale est également nettement caractérisée, la classe ouvrière organisée votant « démocrate » de façon très majoritaire, alors que les éléments les plus riches de la nation votent généralement « républicain »...

Pourtant, les remarques de ce journaliste n'étaient pas entièrement exactes, car il négligeait une grande différence entre la situation de ces pays et celle qui va être la nôtre à partir d'aujourd'hui. Dans la plupart des démocraties occidentales, le système représentatif, qu'il soit parlementaire ou présidentiel, fournit à la moitié du pays vaincue lors d'une élection une expression valable, un moyen de peser sur la politique pendant tout le temps où ses adversaires sont au pouvoir. Et, en fait, cette expression, cette traduction loyale de la force et de la volonté de la minorité, surtout quand il s'agit d'une presque majorité, est une caractéristique indispensable de toute vraie démocratie. C'est, en effet, cette représentation, c'est la puissance qui en résulte, qui empêchent seules le milieu au pouvoir *d'aller trop loin* et de servir trop exclusivement le seul intérêt du groupe social qu'il représente. Bien entendu, la « *bonne volonté* », le « *désintéressement* », le souci de « *représenter tout le pays* », n'ont aucune réalité politique. Au pouvoir, un parti ou un homme font la politique des intérêts qu'ils représentent, à moins d'en être empêchés ; et tout le reste est bavardage.

Or, en France, contrairement à ce qui existe aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne et ailleurs, cet équilibre de la représentation n'existe pas, eu n'existe plus. Si Mitterrand avait été élu, les choses auraient été différentes. Dans les premiers temps, en tout cas, son pouvoir aurait été contenu et limité par une Assemblée de droite, comme aux Etats-Unis un président républicain voit son pouvoir limité par un Congrès démocrate, et *vice versa*. Si, comme il est probable, il avait été bientôt obligé de dissoudre l'Assemblée, de nouvelles élections auraient probablement ramené une Assemblée plus à gauche, mais la droite y aurait été encore très puissante, car on ne peut pas imaginer que sa force actuelle aurait disparu en quelques mois. Les conditions d'exercice d'un régime démocratique sain auraient alors existé.

Aujourd'hui, en revanche, la situation est différente. Un peu plus de la moitié des Français sont représentés par Giscard d'Estaing. Pour ceux-là, pour les classes sociales qui ont fait de lui leur champion, tout va bien. L'autre moitié (un peu moins) n'a plus d'existence sur le plan présidentiel. Une « minorité présidentielle », c'est comme la fourmi géante de Desnos, ça n'existe pas. Mais ces millions d'électeurs, et notamment de travailleurs, sont-ils représentés sur le plan parlementaire, comme ils le seraient en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Etats-Unis, par exemple ? Non, car le système électoral dont l'actuel Parlement est issu a été inventé tout exprès pour « sur-représenter » les milieux aisés et la droite, et « sous-représenter » les travailleurs et la gauche. La gauche, même si elle constitue en réalité près de 50 % du pays, et beaucoup plus de la moitié de ses forces actives, ne peut, dans ce Parlement truqué, ni faire prévaloir le moindre de ses points de vue ni défendre les intérêts les plus légitimes de ses mandants. Demain, bien qu'il n'ait acquis la présidence que de justesse, bien qu'il ne représente qu'à peine plus de la moitié de la nation, Valéry Giscard d'Estaing pourra, grâce à une Assemblée encore en place pour quatre ans, ne tenir aucun compte de la moitié du pays qui ne l'a pas élu.

Escamotée par la représentation présidentielle, minimisée et réduite à l'impuissance sur le plan de la représentation parlementaire, que peut donc faire cette moitié du pays qui groupe les classes les plus défavorisées ? Penser qu'elle aura la naïveté d'attendre les bienfaits du nouveau président, ce serait la croire dépourvue de toute conscience politique ; en politique, on ne *reçoit* que quand on est capable d'*exiger*. Mais, puisqu'on lui a enlevé les moyens de se défendre sur le plan présidentiel et parlementaire, il lui reste l'expression directe : les luttes sociales.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ces luttes ne seront pas la conséquence de la déception et de la mauvaise humeur des travailleurs et de leurs dirigeants devant l'échec électoral, mais qu'elles traduiront un phénomène bien plus profond : près de la moitié de la nation, plus de la moitié de sa population active, exclue de tout pouvoir politique par la combinaison du régime présidentiel et du truquage parlementaire, doit trouver un autre moyen que ceux qu'on lui refuse, pour montrer sa force, défendre ses intérêts et exprimer sa volonté.

(Extrait du guide Pan Am "Vacances Fabuleuses 1974").

New York Story

Un séjour libre dans la capitale du XXe siècle. Après une visite de la ville en car et un survol en hélicoptère, vous découvrirez, au gré de votre humeur, les plus riches musées du monde, le shopping, les spectacles étonnants de Broadway, etc...11 jours, voyage A/R en 747 compris: 2.166F.

Yachting aux Caraïbes

11 jours. Sur la plus belle des mers du monde pour la plaisance, la découverte des îles merveilleuses à bord de votre yacht. Un dépaysement qui sent bon le rhum, la cannelle et le sable chaud. Voyage aérien A/R compris : 3.100 F. (Possibilités d'extension à 15 jours et plus).

Colonial Virginia

11 jours dans l'Amérique d'"Autant en emporte le vent" : les maisons coloniales à galeries de bois, les champs de bataille de la guerre civile, Washington et une certaine manière de vivre d'avant l'ère industrielle : 3.790 F, voyage aérien A/R compris.

Empire Mogol

Bombay, Adaïpur, Sikandra... des forêts de temples, des palais, un enchantement qui sans cesse recommence. Enfin, à Delhi, la découverte des magnificences mogoles.
16 jours, voyage A/R compris : 3.780 F.

N'oubliez pas le guide !

Il est gratuit! Vous y trouverez 40 programmes de voyages, accompagnés ou individuels. Derrière chacun d'eux, les 45 années d'expérience touristique de Pan Am – plus qu'aucune autre compagnie – et, en association avec ses organisateurs, la parfaite connaissance des pays que vous visiterez.

Nom .....

Adresse .....

Mon agent de voyages est .....

Coupon à envoyer à Pan Am.
Paris : 90 Champs-Elysées. Tél. 225.92.00
Nice : 3 Promenade des Anglais. Tél. 83.25.15.

PAN AM.
Vacances Fabuleuses.

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les réactions en France

DANS LA NOUVELLE MAJORITÉ

A l'U.D.R.

● M. GUICHARD : les gaullistes seront les plus nombreux dans la nouvelle majorité.

M. Guichard, ministre d'Etat, ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et du logement :

« *M. Giscard d'Estaing a manifesté au cours de sa campagne électorale l'intention de constituer un gouvernement à l'image de l'actuelle majorité élargie, dans laquelle les gaullistes resteront les plus nombreux. Ce gouvernement trouvera sûrement, au Parlement et dans le pays, les concours et les appuis dont il aura bien besoin pour faire face aux difficultés du moment.*

» *Seule une politique dépassant les affrontements électoraux pourra calmer les passions et refaire l'unité sociale qui est, plus que jamais, notre objectif.* »

● M. CHALANDON : ni vainqueur ni vaincu.

M. Albin Chalandon, ancien ministre U.D.R. :

« *Il n'y a ni vainqueur ni vaincu. Les Français ont choisi, avec une très faible différence, un homme plutôt qu'un autre pour être le président de tous les Français. M. Giscard d'Estaing a dit qu'il fallait gouverner ce pays au centre. Il est probable qu'il devra le gouverner à gauche. L'U.D.R. doit être un trait d'union entre les deux blocs, dans la mesure où elle a toujours cherché à définir une politique acceptable pour l'un et pour l'autre. Le changement ne sera pas un changement d'hommes, il doit être un changement d'orientations.* »

M. Chalandon a ajouté que l'éventualité d'un « soutien sans participation » de l'U.D.R. au gouvernement que nommera M. Giscard d'Estaing, envisagée par M. Peyrefitte, était un « *faux problème* » : « *La participation,* a-t-il dit, *ne dépend pas des partis, mais le soutien sera subordonné à la politique proposée.* »

● M. LABBÉ : l'État-U.D.R., c'est fini.

M. Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale :

« *Je crois que la gauche est allée jusqu'à ses limites cette fois-ci, et je pense qu'elle n'ira guère plus loin, maintenant, et qu'elle devra évoluer dans une autre voie. (...) L'Etat-U.D.R., c'est fini, on ne pourra plus dire que l'U.D.R. a tout, la présidence de la République, le premier ministre, etc. Et je crois que cette nouvelle situation sera pour nous plus confortable, non pas parce qu'elle nous rendra contestataires mais parce qu'elle nous permettra peut-être d'être plus nous-mêmes, et qu'elle nous obligera à changer, à nous rénover, ce qui est toujours une bonne chose pour un parti politique.* »

● M. PEYREFITTE : éviter la confusion de l'U.D.R. avec l'exécutif.

M. Peyrefitte, ministre des affaires culturelles et de l'environnement :

« *Les électeurs socialo-communistes souffriraient d'une frustration intolérable s'ils se sentaient rejetés après avoir failli l'emporter. M Giscard d'Estaing devra donc pratiquer résolument la politique de rassemblement, de concertation, de participation, de progrès social, que les gaullistes n'ont jamais cessé de promouvoir.*

» *Je crois que l'U.D.R ne pourra pas avoir tout à fait la même nature de relations avec un président de la République qui ne sera pas sorti de son sein, que les relations qu'elle avait avec le général de Gaulle et avec Georges Pompidou et que, par conséquent, elle se trouvera bien d'éviter toute confusion avec l'exécutif.* »

● M. SANGUINETTI : retrouver la troisième voie proposée par M. Chaban-Delmas.

M. Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R. : « *Je suis convaincu que l'homme qui va être élu avec si peu de voix de différence va se trouver brusquement devant une telle situation qu'il faudra bien faire du pragmatisme. (...) L'élection présidentielle d'aujourd'hui est un avertissement. La France, ce soir, est peut-être divisée en deux parts égales. Il faut que ces deux parts se fondent. Je pense que M. Valéry Giscard d'Estaing comprendra. Jacques Chaban-Delmas avait proposé une troisième voie dès la première partie de l'élection, que le peuple n'a pas retenue mais qu'il devra retrouver lui-même dans l'avenir (...) Il est très possible qu'à terme, et pour une raison ou pour une autre, dans un laps de temps se mesurant par années, une dissolution de l'actuelle Assemblée, ne répondant plus à ce qu'est devenu le corps électoral aujourd'hui, puisse s'imposer.* »

● M. POUJADE : la participation est particulièrement nécessaire aujourd'hui.

M. Poujade (U.D.R.), ancien ministre : « *Il ne faut surtout pas qu'une moitié des Français ait ce soir le sentiment d'une défaite ou d'une humiliation. Ce scrutin très serré devra conduire tous ceux qui ont soutenu Valéry Giscard d'Estaing à prendre en considération les forces qui ont appuyé M François Mitterrand et qui comptent dans le pays.*

» *(...) Notre pays ne doit à aucun prix voir s'opposer deux blocs sans communication et sans dialogue. Les idées de participation, de concertation, que nous avons défendues, pour notre part, tout au long de la campagne me paraissent particulièrement nécessaires aujourd'hui.* »

Au C.D.P.

● M. JOSEPH FONTANET : le changement sans bouleversement.

M. Joseph Fontanet, ministre de l'éducation nationale :

« *Le peuple français a choisi le changement sans bouleversement. Les conditions sont remplies pour que la France soit immédiatement dotée d'un nouvel exécutif disposant d'une majorité au Parlement.*

» *Les objectifs à atteindre ont été clairement désignés par les Français eux-mêmes au cours de la campagne électorale : une solidarité accrue, une meilleure qualité de la vie, une participation plus effective. Une action ferme des nouveaux pouvoirs publics devra les promouvoir.*

» *Mais ces progrès seraient sapés à la base par l'inflation, le déséquilibre de nos échanges extérieurs, le retour du protectionnisme international et la dépendance énergétique. Toutes ces causes de détérioration de notre situation économique, et donc sociale, doivent être énergiquement combattues.* »

● M. DUHAMEL : des difficultés méconnues pendant la campagne.

M. Duhamel, président du Centre Démocratie et Progrès (C.D.P.) :

« *Devant les difficultés qui attendent notre pays et qui ont été trop méconnues pendant cette campagne, un effort collectif doit être maintenant entrepris pour éviter la cassure de la France en deux clans et pour que, tant dans la répartition de la croissance que dans le partage des charges, un sentiment de justice apparaisse. C'est notamment le rôle du centre d'y veiller.* »

● M. STASI : nous serons des partenaires vigilants et exigeants.

M. Stasi (C.D.P.), ancien ministre : « *Les hommes de progrès, qui ont pu être déchirés par le choix décisif du second tour mais qui, finalement, ont décidé de soutenir Valéry Giscard d'Estaing, feront en sorte que, précisément, Valéry Giscard d'Estaing tienne ses promesses. Nous, du Centre Démocratie et Progrès, nous avons l'intention, au sein de la nouvelle majorité, d'être des partenaires actifs, vigilants, exigeants, pour faire en sorte que Valéry Giscard d'Estaing prenne en considération les problèmes de ceux qui ont voté pour François Mitterrand et les aspirations qui se sont manifestées dans le camp de François Mitterrand, vers une plus grande justice sociale, une réduction des inégalités.* »

Chez les réformateurs

● M. ABELIN : un nouveau programme social.

M. Abelin, secrétaire général du Centre démocrate :

« *Nous avons soutenu la candidature de Valéry Giscard d'Estaing sur la base d'un programme que nous avions étudié en commun et qui, à mes yeux, est largement différent de celui qui a été appliqué en matière sociale pendant plusieurs années. (...) Nous considérions que la répartition du produit national ne correspondait pas à ce que nous désirions. Et c'est dans ce sens que nous avons établi une sorte de contrat. Il y a donc là un fait nouveau qui peut permettre le changement.* »

● M. DURAFOUR : une page est tournée.

M. Durafour, président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale : « *La faible marge qui sépare les deux candidats est une bonne chose. A partir du moment où il y a une majorité, on ne pèse pas cette majorité. Ce qui constitue l'événement de cette élection, c'est qu'après rien ne sera comme avant. (...) Il est normal que M. Giscard d'Estaing, aujourd'hui président de tous les Français, n'ait pas la même conception que lorsqu'il était ministre des finances. Une page est tournée.* »

● M. SOUSTELLE : appel au centre gauche.

I. Jacques Soustelle, député du Rhône, non inscrit : « *A ceux qui n'ont pas gagné, je dis qu'il ne faut pas qu'il y ait de leur côté une sorte de crispation qui fasse que la machine se bloque.*

» *Valéry Giscard d'Estaing a parlé d'une nouvelle majorité élargie, étendue notamment aux réformateurs, et je crois bien qu'il a dit également à ceux des socialistes qui, s'ils l'veulent, voudraient la rejoindre.*

» *Alors je voudrais dire que je suis de ceux qui souhaitent ardemment que le centre-gauche, que les socialistes, que les radicaux de gauche viennent se joindre à ce rassemblement, précisément sur le thème des libertés démocratiques, de manière que si des réformes doivent être faites pour que ceux qui n'ont pas profité de la croissance française en profitent mieux. Pour que ces réformes soient faites, il faut que ce rassemblement soit le plus large possible.* »

Chez les républicains indépendants

● M. MARCELLIN : excellent pour la démocratie.

M Raymond Marcellin, ministre de l'agriculture :

« *Je pense d'abord que cette élection a été excellente pour la démocratie française, parce que les Français et les Françaises ont donné un des plus beaux exemples de civisme dans l'histoire républicaine, avec une participation de 86 %.*

» *D'autre part, il m'apparaît que Valéry Giscard d'Estaing a été incontestablement le meilleur candidat.* »

● LE COMITÉ NATIONAL DES JEUNES : un commencement.

Le Comité national des jeunes : pour la candidature de M. Giscard d'Estaing :

« *Valéry Giscard d'Estaing président de la République, c'est la victoire du projet de société sociolibérale que souhaitent les jeunes. C'est aussi l'espoir d'un rassemblement de toute la jeunesse soucieuse de bâtir dans la justice, le progrès et la liberté, une France conforme aux objectifs exprimés par Valéry Giscard d'Estaing. Cette élection est un commencement. Elle a été pour les jeunes l'occasion d'une extraordinaire prise de conscience de leur responsabilité politique. Chacun doit continuer à participer à la vie publique en apportant une contribution positive à l'édifice de la société de demain. C'est ce rassemblement que se propose d'organiser le comité des jeunes pour Valéry Giscard d'Estaing.*

● M. EDGAR FAURE : succès de la démocratie.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale :

« *Ce n'est pas seulement le succès d'un candidat, c'est aussi, et c'est surtout, le succès de la démocratie. Cette journée est très importante parce qu'elle démontre, elle confirme, elle accentue l'attachement de notre peuple aux institutions démocratiques.*

» *(...) L'avantage de cette campagne présidentielle, de l'utilisation des moyens modernes, c'est que les candidats ont été très connus, et je puis dire que le fait le plus frappant est qu'ils ont attiré à eux une grande force d'estime et de sympathie, et pas seulement chacun chez ses partisans, parce qu'il y avait entre eux une quasi-équivalence des capacités.* »

A l'extrême droite

● M. LE PEN : ne pas faire la politique de la gauche avec les voix de la droite.

M. Le Pen, président du Front national : « *Il convient au plus tôt et pour les élections législatives et municipales, de substituer au corset du scrutin majoritaire la représentation proportionnelle, qui permet à l'ensemble des forces politiques de participer à la vie nationale.*

» *Le Front national met en garde le nouveau président de la République contre les tentations de la démagogie qui consisteraient à faire, avec les voix de la droite, la politique de la gauche, et à sacrifier l'héritage national aux intérêts particuliers et multinationaux.* »

● M. PINAY : tenir compte du possible plus que du souhaitable.

M. Pinay, ancien président du Conseil :

« *La marge entre les deux candidats est si faible que la France se trouve pratiquement coupée en deux camps. Le nouveau président devra nécessairement agir avec un grand sens de la conciliation, donc être très vertueux. Il devra donner la parole à l'opposition, et ce sera une bonne chose, car l'opposition doit avoir droit au chapitre mais dans un contexte dépourvu de passion, en tenant compte de ce qui est possible, beaucoup plus que de ce qui est souhaitable et désiré.* »

● M. LAURENS : une volonté de politique nouvelle.

M. Camille Laurens, secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans :

« *Le chiffre jamais atteint de participation au scrutin comme le nombre important des suffrages qui se sont portés sur M. Mitterrand ne signifient pas, comme on le dit trop, qu'il y a deux France fondamentalement opposées. L'ambiguïté des positions du candidat de « la gauche unie » lui a permis en effet de recueillir des suffrages qui voulaient surtout exprimer cette volonté de voir appliquer une politique nouvelle, plus ouverte, plus humaine...* »

DANS LES SYNDICATS

LA C.G.T. : si le gouvernement et le C.N.P.F. refusent les négociations, l'action syndicale les y contraindra.

M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. : « *Le résultat de ce scrutin exceptionnel consacre une poussée de la gauche, sans précédent dans notre pays, et présage la fin de la domination des forces réactionnaires sur la vie nationale. La candidature de M. François Mitterrand a rassemblé la grande majorité des voix de la France qui travaille, de la jeunesse du pays : les forces vives qui font sa richesse et portent en elles l'avenir national. Une situation nouvelle est ainsi créée.*

» *La C.G.T. reste prête à résoudre avec les pouvoirs publics et le patronat les revendications sociales essentielles. Ou bien le gouvernement et le C.N.P.F. accepteront les solutions négociées que nous avons toujours proposées, ou bien l'action syndicale les y contraindra.* »

LA C.F.D.T. : le sursis obtenu par la droite n'affaiblira pas l'action populaire.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. :

« *L'union des forces populaires sort considérablement renforcée du scrutin. (...)* [Leur] *mobilisation, qui se prolongera au-delà du scrutin, sera leur meilleure défense, le gage d'un autre avenir pour le pays. (...)*

» *Le puissant mouvement populaire qui s'est constitué gardera tout son dynamisme et toute sa force pour combattre la politique réactionnaire qui s'est maintenue au pouvoir. Le sursis obtenu par la droite ne saurait affaiblir la capacité d'action des masses populaires. Bien au contraire, l'action des travailleurs est le plus sûr garant de l'avance vers le socialisme. La déception n'est pas de mise. L'élu de la coalition des droites, mais plus particulièrement le représentant des grandes féodalités financières, de la droite aristocratique, conservatrice, hautaine et méprisante, l'a emporté de peu. Elu de la démagogie de l'anticommunisme et de la peur, Giscard d'Estaing est désormais face à la situation économique critique qu'il a largement contribué à créer et face au mécontentement des travailleurs et des catégories sociales exploitées. Il faudra qu'il tienne compte de la volonté exprimée par la moitié du pays.*

● *L'Union des cadres et techniciens* rappelle au président « *qu'elle partage l'aspiration de l'ensemble des travailleurs à plus de justice et de solidarité ; que la situation économique de la France, dont la gravité s'est accentuée au cours des dernières semaines, exige des mesures urgentes s'attaquant à l'inflation et aux injustices réelles qu'elles accentuait* ».

FORCE OUVRIÈRE : consulter une minorité presque égale à la majorité.

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière :

» *Pour Force ouvrière, les choses sont claires. Demain comme hier, comme toujours, nous défendrons les intérêts des travailleurs sans démagogie et sans faiblesse. Je souhaite que le nouveau président de la République redonne au Parlement le rôle de contrôle du pouvoir exécutif qui, en démocratie, est indispensable. Je souhaite également que le président consulte régulièrement une minorité qui, en fait, est à peu de chose près ce qu'est la majorité. S'il devait en être autrement, je redouterais des difficultés qui pourraient avoir des conséquences graves pour la démocratie* »

LA C.F.T.C. : répondre aux aspirations sociales pour assurer la cohésion du pays.

M. Jacques Tessier, président de la C.F.T.C. :

« *Notre bureau confédéral a décidé de demander à bref délai des entrevues au président de la République et au nouveau premier ministre pour leur présenter* [nos] *propositions. Des aspirations sociales à plus de justice, à une meilleure répartition des revenus, se sont exprimées au cours de la campagne électorale. Le nouveau gouvernement devra y répondre rapidement s'il veut assurer la cohésion du pays.*

LA C.G.C. : faire un effort pour nous comprendre.

M. André Malterre, président de la C.G.C. :

« *Quel que soit l'élu, à partir du moment où il a été élu légalement, il doit être respecté. La C.G.C. entend donc reprendre le dialogue que nous avons eu avec les deux candidats et avec le nouveau gouvernement. Notre pays ne doit pas être divisé en deux, nous devons faire un effort pour nous entendre et nous comprendre en raison des difficultés économiques et sociales qui seront certainement sérieuses au lendemain des élections. En ce qui nous concerne, nous essayerons de mettre en place la concertation, aussi bien avec le monde politique qu'avec le monde économique et social.* »

LA F.E.N. : le temps des promesses électorales est révolu.

La Fédération de l'éducation nationale : « *Le temps des promesses électorales révolu, voici venu celui des réalités. (...)*

» *La F.E.N. souligne pour ce qui concerne son domaine particulier de compétence, l'importance et l'urgence des problèmes posés par : la dégradation du pouvoir d'achat et la situation des bas salaires dans la fonction publique ; les conditions de travail des auxiliaires dans l'éducation nationale ; la préparation de la rentrée scolaire prochaine et ses incidences sur le budget 1974. Ces problèmes appellent des solutions immédiates que la F.E.N. est bien décidée à obtenir par l'action syndicale.* »

Les commentaires de la presse

L'HUMANITE : régime incurable.

« *Quelle source d'optimisme et de force tranquille pour les luttes auxquelles les Français et les Françaises vont devoir faire face. (...) Avant même de s'installer à l'Elysée, Giscard d'Estaing et les siens sont marqués par les stigmates d'une politique condamnée et d'un régime incurable.*

» *François Mitterrand avait bien raison de le dire dans sa dernière allocution de la campagne : « La saison nouvelle a déjà commencé. »*

» *Pour la France qui travaille et qui pense, elle sera la saison de la lutte et de la confiance. Et les fruits passeront la promesse des fleurs.* »

(ETIENNE FAJON.)

LE FIGARO : une adhésion qui ne permet pas l'alternance.

« *Si François Mitterrand avait fini par l'emporter, nous nous serions, bien entendu, inclinés loyalement devant la loi démocratique. Mais l'expérience de la coalition socialo-communiste nous paraissait pleine de risques : nous l'avons dit et répété. Et c'est un soulagement de voir — de peu, il est vrai — le suffrage universel la refuser.*

» *La France a rejeté le collectivisme et elle n'a pas fait confiance à ceux qui avaient mis sur pied le programme commun en laissant parfois entendre qu'ils ne l'appliqueraient pas. (...)*

» *Le drame que nous vivons, d'où vient-il ? Il vient de l'adhésion d'une masse considérable de Français à une doctrine totalitaire qui ne permet pas l'alternance. Il suffisait d'entendre, dimanche soir, à la télévision, M. Georges Marchais, dont le masque était déjà tombé, pour constater combien le système est bloqué.* »

(JEAN D'ORMESSON.)

L'AURORE : départ de zéro.

« *Il s'agira bien, pour le nouveau président de la République, de prendre un départ de zéro, tous les budgets, tous les projets devant être reconsidérés en fonction des engagements électoraux pris. On n'oubliera pas que l'élu échappera difficilement à l'obligation de tenir compte aussi des engagements pris par l'autre. Ils sont arrivés si proches sur le fil !*

» *Traduisons, grosso modo, que la politique de demain, pour répondre aux vœux du suffrage universel, devra s'affirmer à la fois audacieuse et prudente, sociale et vigilante, dépensière et économe.*

» *En somme, ce que souhaitent traditionnellement les Français ; mais le nouveau chef de l'Etat, s'il se donne toujours pour mission de diriger la politique nationale, aura quelque peine à manœuvrer au nom d'une majorité aussi étroite, l'opposition le talonnant d'aussi près.* »

LIBERATION : situation explosive.

« *Avec de Gaulle et même encore avec Pompidou, l'éventail social de l'électorat de la majorité comprenait des voix populaires sensibles à cette « certaine idée de la France » dont Giscard vient de démasquer la réalité. Cette fois, il n'y a plus d'ambiguïté. Ce scrutin sanctionne une rupture irrévocable. Il y a désormais deux France face à face. Classe contre classe, comme le disait un vieux slogan communiste qui, aujourd'hui, se vérifie avec une particulière netteté.*

» *Voilà bien une situation explosive.* »

LA NATION : désengagement.

« *Il reste maintenant au nouveau président à tenir sa promesse dans des conditions que l'étroitesse de son succès ne va pas rendre faciles. (...) Quelle sera l'attitude de l'U.D.R. vis-à-vis de ce nouveau gouvernement ? Son bureau exécutif en délibère lundi soir. Elle le soutiendra certainement, mais les modalités de ce soutien peuvent varier. Il est en tout cas acquis que le Mouvement souhaite avoir vis-à-vis du pouvoir, une liberté d'action et d'expression plus grande que par le passé. Ce désengagement lui permettra de travailler à l'approfondissement de la troisième voie ouverte par le gaullisme entre le capitalisme libéral et le socialisme collectiviste. Les résultats de cette élection présidentielle en ont avec éclat démontré la nécessité.* »

(PIERRE CHARPY.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le double prix d'une victoire.

« *L'alternance n'est pas passée loin. M. Giscard d'Estaing ne peut pas l'ignorer, de même qu'il n'ignore pas le fort pourcentage de ceux qui, dans son propre camp, l'ont choisi parce qu'ils attendent de lui qu'il donne un nouveau style à la République. C'est en ce sens qu'on peut espérer que son mandat sera riche, à défaut qu'il marque une véritable rupture de société.*

» *Mais il sera difficile. Difficile dans la mesure où M. Giscard d'Estaing devra payer le prix de sa victoire, et à la fois le payer à ceux qui l'ont élu et à ceux qui ont voté à gauche.* »

(PHILIPPE TESSON.)

LES ECHOS : refus de l'aventure.

« *La majorité élargie, qui a assuré l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing (...) aura en face d'elle une opposition revigorée, soutenue par des syndicats qui veilleront sans complaisance au respect des promesses électorales.*

» *Est-ce à dire que la France de M. Giscard d'Estaing sera très différente de celle de M. Pompidou ? Probablement pas. Elle reste un pays qui préfère la sécurité à l'aventure. Sa très belle performance, M. François Mitterrand la doit en partie aux propos rassurants qu'il a su tenir. Les communistes eux-mêmes, qui, depuis des années, font patte de velours, ne l'ignorent pas.*

» *Le résultat d'hier montre donc que l'union de la gauche conduite par M. Mitterrand ne fait pas peur aux Français. Mais il prouve qu'un pays économiquement évolué n'accepte pas facilement le pari pascalien qu'on lui proposait sur le programme commun.* »

(MICHEL TARDIEU.)

COMBAT : sérieux coup de barre à gauche.

« *Les chiffres ne changent rien à l'affaire : ce cher et vieux pays vient de donner un très sérieux coup de barre à gauche (...).*

» *Autre fait capital, l'exécutif ne peut plus se passer du législatif, et c'est encore un renversement de la tendance, des mœurs de la Ve République. La crise économique, le grondement sourd des revendications sociales exigent des solutions d'urgence, que le président va devoir demander au Parlement. Il est évident que la session de printemps devra être prolongée, ne serait-ce que pour rattraper le temps perdu. Avec une majorité aussi étriquée dans le pays, le nouveau président doit s'appuyer, et pour plus longtemps que ses prédécesseurs, sur le Parlement, dont les élus ont déjà tiré, dès cette nuit, tous les enseignements du scrutin présidentiel.* »

Les réactions à l'étranger

LE DEUXIÈME TOUR

Le président Nixon a été le premier à féliciter dès dimanche soir M. Giscard d'Estaing, avant même que les résultats de l'élection présidentielle soient donc officiellement proclamés. Le président américain, qui téléphonait de sa résidence de Kay-Biscayne, a dit au nouvel élu qu' « il espérait que les bonnes relations entre les Etats-Unis et la France allaient continuer ». *Il a exprimé sa certitude qu'il aurait avec M. Giscard d'Estaing les mêmes relations personnelles de travail qu'il avait eues avec Georges Pompidou. M. Nixon a aussi relevé le fait que l'ancien miinstre des finances serait le premier économiste à la tête d'un Etat du monde occidental. Cette conversation téléphonique, hors protocole, devait être suivie lundi d'une déclaration officielle de la Maison Blanche.*

D'autres responsables politiques étrangers ont également fait connaître leurs sentiments sur l'élection du nouveau président français :

● M. LOTHAR SCHWARTZ, *porte-parole du comité directeur du parti social-démocrate ouest-allemand :* « Le S.P.D. escompte de l'arrivée au pouvoir de M. Giscard d'Estaing des répercussions positives sur l'évolution au sein de la Communauté européenne. Le résultat du scrutin est une confirmation impressionnante des traditionnelles relations amicales entre la France et 'a R.F.A. Quant à l'augmentation des suffrages recueillis par le candidat de la gauche lors du second tour, elle représente un succès personnel de M. Mitterrand. »

On apprend d'autre part que M. Helmut Schmidt, nouveau chancelier ouest-allemand, avait déclaré le 10 mai dans une interview à l'O.R.T.F. qui ne fut pas diffusée pendant la campagne électorale : « Je ne connais pas M. Mitterrand, alors que je connais rès bien mon collègue M. Giscard d'Estaing, que je considère comme un ami et que j'ai rencontré en multiples occasions. Nous avons

WASHINGTON : vers une politique plus conforme aux intérêts de l'alliance occidentale

De notre correspondant

Washington. — L'élection de M. Giscard d'Estaing a été accueillie avec une très grande satisfaction dans la capitale américaine, où les milieux officiels, ne se sentant plus tenus à la réserve d'usage, n'hésitent pas à se féliciter ouvertement du résultat du scrutin. M. Valéry Giscard d'Estaing était considéré par beaucoup comme « *le meilleur choix* ». Son succès doit assurer, pense-t-on, la stabilité intérieure et confirmer la fidélité de la France à la cause occidentale. La seule réserve qu'on entend formuler est celle-ci : « *Comment les perdants vont-ils réagir ?* » Les Américains sont enclins pour leur part à assimiler une élection présidentielle à une compétition sportive où le vaincu admet de bonne grâce sa défaite par un traditionnel télégramme de félicitations au vainqueur. Mais ils se demandent si les alliés les plus combatifs de M. Mitterrand ne vont pas tenter de stimuler l'agitation sociale pour remettre en cause ce qui est considéré ici comme un vote « *raisonnable* », une « *victoire du bon sens* ».

Dans l'immédiat, le succès de M. Giscard d'Estaing entretient, à tort ou à raison, l'espoir d'un infléchissement de la politique étrangère de la France, confirmant une évolution déjà amorcée, dit-on, par le président Pompidou. Personne donc ne minimise l'importance du bloc gaulliste dans la majorité parlementaire ni les assurances des candidats en faveur d'une politique étrangère indépendante.

Mais on estime que, après son élection, M. Giscard d'Estaing pourra, plus facilement que lorsqu'il n'était que candidat, se dégager de la tutelle des gaullistes orthodoxes et poursuivre un mouvement vers le centre par une politique étrangère davantage orientée vers la défense des intérêts généraux de l'alliance occidentale, une politique plus souple, aussi bien vis-à-vis des partenaires européens de la France que des Etats-Unis.

Enfin, le succès de M. Giscard d'Estaing, apprécié dans le contexte plus général des relations de l'Europe avec les Etats-Unis, est jugé encourageant. A quelques jours d'intervalle, dit-on, l'Allemagne et la France, les deux plus importants pays de l'Europe continentale, ont vu l'accession au pouvoir de deux hommes appartenant à la même génération, aux conceptions économiques et politiques voisines, soucieux de bâtir l'Europe sans compromettre l'alliance et les bonnes relations avec les Etats-Unis. Bref, on estime que la relève du personnel dirigeant en Allemagne et en France s'est accomplie dans les meilleures conditions.

HENRI PIERRE.

MOSCOU : une assurance de stabilité

De notre correspondant

Moscou. — La radio soviétique s'est contentée d'annoncer sans commentaires lundi matin 20 mai l'élection de M. Giscard d'Estaing, tandis que la presse n'en disait rien, les résultats ayant été connus trop tard à Moscou pour pouvoir figurer dans les journaux du jour.

Absence de commentaires ne signifie cependant pas indifférence. Depuis l'élimination de M. Chaban-Delmas (qui bénéficiait de nombreuses sympathies ici, car on estimait qu'il représentait une certaine continuité en politique étrangère), on pesait soigneusement les avantages et les inconvénients des deux candidats restant en présence. Disons qu'en règle générale on voyait moins d'inconvénients dans une victoire de M. Giscard d'Estaing que dans un succès de M. Mitterrand.

Pour les dirigeants de l'Etat soviétique, M. Giscard d'Estaing représente en définitive une certaine stabilité du pouvoir, peut-être même l'assurance d'une certaine continuité dans la politique française à l'égard de l'Union soviétique. L'homme est venu plusieurs fois à Moscou et a manifestement impressionné certains de ses interlocuteurs. En débloquant d'importants crédits gouvernementaux, il a notamment permis un développement sans précédent des relations commerciales entre les deux pays.

On sait, bien sûr, que M. Giscard d'Estaing est plus « *pro-américain* » que ses deux prédécesseurs, et son allié M. Lecanuet inspire une répulsion certaine. Toutefois, dans la mesure où le nouveau président de la République devra éviter une rupture avec ce qu'il reste du gaullisme, on espère qu'il devra considérablement modérer ses tendances naturelles. L'européanisme de M. Giscard d'Estaing devrait, d'autre part, toujours selon la même analyse, se heurter à une réalité : la crise dans laquelle se débat le Marché commun.

M. François Mitterrand, au contraire, représentait pour les dirigeants soviétiques l'inconnu. Tout aussi suspect d'atlantisme que M. Giscard d'Estaing, il présentait aussi l'inconvénient d'attirer le parti communiste français dans une aventure dont l'issue paraissait incertaine. Son succès, d'autre part, aurait entraîné la France dans une instabilité redoutée ici : tous nos interlocuteurs soviétiques, au cours de ces derniers jours, se sont inquiétés de ce qu'il n'y ait pas à l'Assemblée nationale une majorité prête à soutenir un gouvernement de gauche. Une telle situation faisait craindre à Moscou un retour total à la IVe République, auquel n'aurait pas pu résister la coalition de gauche. On craignait beaucoup, en particulier, que ne se déchaîne une « surenchère » européenne. D'autre part, la personnalité même de M. Mitterrand n'a jamais beaucoup été appréciée à Moscou, où on le connaît mal, mais où il a la réputation d'un leader politique dont il vaut mieux se méfier.

JACQUES AMALRIC.

BONN : vers une prochaine rencontre entre M. Schmidt et le nouveau président

De notre correspondant

Bonn. — Le résultat de l'élection française répond au souhait caché ou officiellement affiché de la majorité des Allemands de l'Ouest. Si, dans les rangs du parti social-démocrate, beaucoup de militants espéraient une victoire de M. Mitterrand — dont la politique correspond, dans une grande mesure, aux aspirations de l'aile gauche du S.P.D., — les milieux officiels n'avaient jamais dissimulé leurs préférences pour M. Giscard d'Estaing. Le chancelier Helmut Schmidt pense qu'avec le nouveau président de la République française, qu'il nomme volontiers « *mon ami Valéry* », la coopération franco-allemande permettra d'arrêter la débandade en Europe.

On estime ici qu'une rencontre très prochaine entre le président de la République française et le chancelier est indispensable pour mettre fin à la parenthèse qu'a connue l'histoire de l'Europe depuis la fin du trimestre dernier. Le chancelier Schmidt, comme M. Brandt, d'ailleurs, est particulièrement intéressé à l'application des règles de la libre circulation des marchandises au sein de la Communauté, ne serait-ce qu'en raison du poids des exportations dans la vie économique allemande. Bref, les Allemands espèrent trouver en M. Giscard d'Estaing un allié pour relancer l'unification européenne.

On craint cependant que le petit nombre de voix séparant les deux candidats ne laisse qu'une faible marge de manœuvre à M. Giscard d'Estaing et que le poids des gaullistes dans la majorité parlementaire ne tempère un peu les sentiments « *atlantistes* » que l'on attribue ici au nouvel élu.

Les bonnes relations que se flattent d'entretenir MM. Schmidt et Giscard d'Estaing ne sont pas sans nuages. Dans sa déclaration gouvernementale, le nouveau chancelier fédéral a dit vendredi dernier que « *les rapports traditionnellement amicaux entre la France et la R.F.A. devront refaire leurs preuves* ». Cette phrase quelque peu ambiguë s'éclaire quand on se rappelle que pendant toute l'année dernière le gouvernement de Bonn a invité en vain le gouvernement français à lutter de concert avec lui contre l'inflation. M. Schmidt a d'ailleurs déclaré en substance, il y a quelques jours, qu'il ne saurait y avoir de politique économique commune en Europe quand certains pays tentent de maintenir la hausse des prix autour de 7 % (sous-entendu comme la R.F.A.), tandis que d'autres se satisfont d'une inflation de 15 % (sous-entendu comme la France). On souhaite à Bonn que M. Giscard d'Estaing président de la République souscrive à un programme européen de stabilité plus résolument que M. Giscard d'Estaing ministre des finances.

DANIEL VERNET.

LONDRES : un soulagement teinté d'inquiétude

De notre correspondant

Londres. — Soulagement mêlé néanmoins d'un peu d'inquiétude quant à l'avenir social de la France, telle est la première réaction des Britanniques en apprenant la victoire de M. Giscard d'Estaing. Cette satisfaction de voir que le visage du voisin d'outre-Manche ne changera pas trop est évidente, même chez beaucoup de travaillistes qui n'ont pas abandonné leur profonde méfiance à l'égard de toute coopération politique avec le parti communiste.

En premier lieu, toutefois, il convient sans doute de relever que ces élections présidentielles en France n'ont guère passionné le grand public, et la télévision, dimanche soir, ne leur a consacré qu'une place relativement modeste.

Mais si les journaux populaires de ce lundi matin 20 mai ne signalent qu'à peine les résultats sur leur première page, la plupart d'entre eux présentent néanmoins un portrait du vainqueur. Pour le *Sun*, « *les femmes ont succombé au charme de Giscard* ». Le *Daily Mirror* consacre une page à « *monsieur le boss* » qu'il décrit comme un « *technocrate ambitieux* » et un « *cerveau exceptionnel* », tandis que, pour le *Daily Mail*, le nouveau président est non seulement un « *aristocrate sophistiqué* » ressemblant plus à un professeur qu'à un politicien, mais aussi un « *magicien de la finance européenne* ». Tous, bien entendu, soulignent que M. Giscard d'Estaing est aujourd'hui « *le plus jeune des leaders du monde* ».

Si la nécessité d'un changement était généralement reconnue à Londres, leur tempérament incline toujours les Britanniques à ne pas souhaiter « *trop de vagues* ». Certes, les milieux politiques de Londres n'en sont plus à croire qu'une victoire du candidat de la gauche aurait installé « *les communistes à Calais* ». En fait, les citoyens un peu informés sur les affaires françaises paraissent partager dans l'ensemble le jugement exprimé dimanche matin encore dans *l'Observer* : alors que M. Mitterrand se serait efforcé de contrôler les communistes en leur faisant une place au gouvernement, M. Giscard d'Estaing visera, pour sa part, à faire dépérir l'extrême gauche en stimulant la croissance et la prospérité économique.

Les inquiétudes que l'on éprouve ici se rapportent naturellement à la division apparente de la France en deux camps de force plus ou moins égale. La marge de manœuvre dont va disposer le président français paraît assez étroite.

Les commentateurs soulignent aussi que le nouveau président a promis — sans trop de précisions — une série de profondes réformes sociales. A cet égard, le *Guardian* — seul journal qui consacre un éditorial au résultat de l'élection — ne paraît pas trop optimiste. Pour l'instant, constate-t-il, M. Giscard d'Estaing offre aux Français « *le même genre de politique économique, le même genre de politique étrangère et le même système de gouvernement, dans lequel les ministres peuvent proposer, tandis que le président dispose et que le Parlement a seulement le droit de parler* ».

En ce qui concerne les affaires étrangères, le sentiment est toujours que M. Giscard d'Estaing sera un peu plus « *atlantique* » ou en tout cas moins « *anti-américain* » que son prédécesseur. On ne voit pas encore très bien de quelle façon il pourrait relancer l'entreprise européenne. Encore certains se demandent-ils avec une nuance d'inquiétude si l'entente personnelle qui paraît régner entre le président français et le nouveau chancelier fédéral, ne va pas amener les dirigeants de Paris et de Bonn à peser d'un poids décisif sur l'avenir d'une Europe face à laquelle les Anglais continuent d'hésiter. Personne en tout cas ne s'imagine que la renégociation souhaitée par le gouvernement britannique soit devenue plus facile.

JEAN WETZ.

LA HAYE : Une tâche difficile

De notre correspondant

La Haye. — Le second tour de l'élection présidentielle française a été suivi avec intérêt aux Pays-Bas, où les communistes sont peu nombreux et demeurent des adversaires irréconciliables pour les socialistes du Parti du travail. D'où la faveur dont jouissait M. Giscard d'Estaing. C'est ainsi que, dimanche soir, le leader de l'opposition, M. Hans Wiegel, disait que sa victoire représentait « *le salut de l'Europe, tandis que celle de son adversaire, prisonnier des communistes, aurait provoqué le déclin de la France et, par voie de conséquence, celui de la Communauté européenne* ».

Cette opinion ne sera peut-être pas ouvertement partagée par le premier ministre, lui-même socialiste, et dont le gouvernement comporte une majorité socialiste, qui aurait bien accueilli un président français élu par la gauche non communiste. Les commentateurs ne manquent pas de noter d'ailleurs les progrès substantiels de la gauche française, la difficulté d'établir un *dialogue* entre les deux blocs qui se sont formés, et les menaces pour la paix sociale émanant des syndicats. Tout cela, pense-t-on, rendra difficile la solution que réclament d'urgence les grands problèmes de l'heure. On remarque ici qu'après cette victoire remportée d'extrême justesse le nouveau président devra à la fois tenir compte de ses alliés gaullistes et réussir à regrouper autour de lui les éléments qui ont voté pour M. Mitterrand, mais qui sont anticommunistes et favorables à l'union européenne.

De Telegraaf du lundi 20 mai se demande, pour sa part, si les bons rapports existant entre le nouveau chancelier allemand et le nouveau président de la République française ne réussiront pas à faire revivre, sous un forme modifiée, l'axe Bonn-Paris.

J. FÉLIX-FAURE.

Bruxelles : comme Léopold III en 1950 ?

De notre correspondant

Bruxelles. — Les milieux politiques comme l'opinion belge ressentent un profond malaise devant la faible majorité obtenue par M. Valéry Giscard d'Estaing. On se demande si le nouveau chef de l'Etat, avec moins de 51 % des suffrages, peut être valablement le président de tous les Français, et on se souvient d'un pénible précédent en Belgique : en 1950, Léopold III avait estimé qu'avec 57 % des voix il n'était plus le roi de tous les Belges (1). La situation actuelle en France, pense-t-on à Bruxelles n'est pas sans une certaine similitude.

Les Belges se sont passionnés pour l'élection présidentielle, et ils étaient favorables à M. Giscard d'Estaing. La veille du scrutin, encore, *le Soir* publiait un sondage sur le thème : « *Si vous étiez Français, pour quel candidat à la présidence de la République voteriez-vous ?* » A ce petit jeu, M. Giscard d'Estaing obtenait 52,3 % contre 35,8 % à M. Mitterrand et 11,9 % d'abstentions. A Bruxelles, 58,50 % des voix lui étaient même attribuées. En Wallonie, en revanche, le candidat de la gauche, tout en restant moins populaire que M. Giscard d'Estaing, obtenait nettement plus de voix qu'en Flandre et dans la capitale.

On remarque aussi, à Bruxelles, que, si seuls les hommes avaient voté en France, M. Mitterrand aurait sans doute été élu, et aussi que les jeunes de dix-huit à vingt et un ans n'ont pu faire entendre leur voix. Autant de raisons supplémentaires pour que la majorité de M. Giscard d'Estaing soit considérée comme un peu équivoque.

M. Giscard d'Estaing, dit-on dans la capitale belge, abordera donc son septennat dans des conditions infiniment plus difficiles que celles que M. Pompidou trouva en 1969, avec une majorité confortable et l'héritage du gaullisme. Le nouveau président n'est plus le descendant du général, et il se trouvera, de surcroît, assisté d'une Assemblée nationale « *peu heureuse de sa victoire* »

PIERRE DE VOS.

(1) Le référendum du 12 mars 1950, organisé dans le but de mettre fin à la « question royale » qui déchirait le pays, avait donné au souverain en exil en Suisse une confortable majorité nationale. Cependant, l'analyse des 57 % montrait une division très nette de la nation : 72 % des Flamands avaient voulu le retour du roi, 57 % des Wallons étaient « anti-léopoldistes » et la capitale disait « non » à Léopold à 52 %. Quatre mois plus tard, le souverain abdiquait en faveur de son fils.

STOCKHOLM : la Suède avait connu un écart de 3 798 voix en 1973...

De notre correspondant

Stockholm. — Jamais une élection française n'a été suivie avec autant d'attention en Suède. Jusqu'au dernier moment, malgré les sondages qui donnaient le ministre d'Etat gagnant, la gauche suédoise a cru à une victoire de François Mitterrand, et la nuit des élections françaises n'a pas été sans rappeler celle des élections législatives suédoises du 16 septembre 1973, où le bloc de gauche ne l'a emporté sur le bloc de droite que par 3 798 voix, soit 0,07 % des suffrages exprimés.

Le plus grand quotidien du matin, *Dagens Nyheter* (libéral), écrit ce lundi matin 20 mai, dans son éditorial : « *La victoire de Giscard d'Estaing ne signifie pas que tout restera comme avant. C'est justement la victoire de justesse qui peut obliger le nouveau président à réaliser au moins une partie des réformes qu'il a promises. La conscience que presque la moitié de la nation a voulu voir réaliser de profondes réformes de structure sociales, économiques, doit impliquer une puissante pression sur Valéry Giscard d'Estaing. Et les paroles du leader communiste Georges Marchais, pendant la nuit des élections,* [annonçant] *que toutes les forces vives de la France veilleront à ce que le président tienne ses promesses, constituent un premier signe de ce que le pays va vivre comme combats politiques et sociaux dans les mois à venir.* »

Le *Svenska Dagbladet* (conservateur) estime également que le nouveau président devra procéder à des réformes sociales et se félicite en même temps de la victoire du ministre d'Etat : « *D'un point de vue international,* écrit-il, *une victoire de François Mitterrand aurait impliqué un grave et très inquiétant point d'interrogation. Même si Mitterrand est un bon Européen et un partisan du pacte atlantique, une victoire du candidat de la gauche aurait encore secoué un monde occidental déjà suffisamment secoué. Giscard a dit vouloir continuer la politique extérieure de son prédécesseur mais il est plus libre de l'héritage de de Gaulle que ne l'était Georges Poimpidou et il devrait pouvoir dénouer beaucoup de difficultés dans les relations entre la France et les autres pays occidentaux.* »

A la télévision, qui n'a jamais caché ses sympathies pour le candidat de la gauche, on a pu voir le correspondant à Paris rappeler le studio à Stockholm, alors que le présentateur se préparait à prendre congé des téléspectateurs, pour dire : « *Ces élections sont sans doute les dernières que perd la gauche. M. Giscard d'Estaing a en effet promis d'abaisser l'âge électoral à dix-neuf ans et la plupart des jeunes sont favorables à la gauche.* »

GUY DE FARAMOND.

MADRID : un encouragement pour l'« ouverture » de M. Arias Navarro

De notre correspondant

Madrid. — Le succès remporté par M. Valéry Giscard d'Estaing représente le plus fort appui venu de l'étranger au programme « *de libéralisation et d'ouverture* » préconisé par le gouvernement que préside M. Arias Navarro et durement critiqué par l'extrême droite du régime franquiste.

Le 18 mai, le quotidien *A.B.C.* (monarchiste conservateur) publiait, en exclusivité, une déclaration du condidat Giscard d'Estaing, reprise le lendemain par presque toute la presse espagnole. On pouvait y lire : « *L'Espagne fera bientôt partie du Marché commun et tous les efforts de libéralisation et d'ouverture ne pourront que contribuer à atteindre ce but. Personnellement, je désire que cet événement ait lieu aussitôt que possible. J'irais même jusqu'à dire que faciliter cette intégration constitue partie de la vocation de la France...* » Dans les milieux d'affaires et les états-majors, la victoire de M. Giscard d'Estaing est considérée comme une garantie de la continuité des excellentes relations commerciales entre les deux pays et de la survie des pactes militaires signés entre les deux puissances.

Les Communautés européennes : une relance franco-allemande de l'Europe ?

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Qui sera le prochain ministre français des affaires étrangères ? C'est la question que tous les fonctionnaires des institutions européennes se posaient ce lundi matin 20 mai, après les résultats des élections présidentielles. A Bruxelles, en effet, on se demande si les « changements » annoncés par M. Valéry Giscard d'Estaing vont ou non s'appliquer, et de quelle manière, à la politique européenne de la France. La nomination du nouveau titulaire du Quai d'Orsay permettra donc de lever cette ambiguïté. Nombre d' « eurocrates » pensent que si le poste échoit à un centriste le rôle de la commission et des institutions européennes pourrait être renforcé dans les années à venir. De même, la « définition » des relations entre la Communauté et les Etats-Unis ne serait plus freinée par la diplomatie française.

On s'attend toutefois qu'à tout le moins M. Giscard d'Estaing soit contraint de tenir compte de la position de ses partenaires de l'U.D.R. et que les « changements » de la politique européenne de Paris soient en conséquence limités. Une chose semble toutefois certaine : l'amitié qui lie MM. Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, le nouveau chancelier ouest-allemand, et la proximité de certaines de leurs thèses devraient donner très rapidement un second souffle à la coopération franco-allemande et on table, à Bruxelles, sur un plan franco-allemand de relance de la construction européenne. Mais celle-ci dans la situation présente n'a-t-elle pas besoin d'un changement plus fondamental de direction ? Dans les couloirs du Berlaymont, siège de la Commission, certains estimaient que devant la faillite de l'Europe libérale le moment était peut-être venu de tenter le pari de l'« *Europe socialiste* » dont parlait François Mitterrand. Quoi qu'il en soit, le 1er juillet, la présidence du conseil des ministres de la Communauté va échoir pour six mois à la France. Une échéance de plus pour le nouveau gouvernement. — (*Intérim.*)

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les réactions à l'étranger

appris à nous estimer en maîtrisant ensemble de nombreuses crises, et je crois qu'ensemble nous pourrions juguler l'inflation en Europe. »

● M. KURT BIENDENKOPF, *secrétaire général du parti chrétien-démocrate :* « Le choix de M. Giscard d'Estaing, homme avant le sens des réalités, sera un stimulant pour l'idéal européen. Il constitue un rejet du front populaire en France. »

● M. WATARU OHWADA, *directeur du département européen au ministère japonais des affaires étrangères :* « La France de M. Giscard d'Estaing adoptera des positions plus souples qu'auparavant et améliorera ses relations avec d'autres pays européens et les Etats-Unis. M. Giscard d'Estaing, plus que ses prédécesseurs, s'efforcera de résoudre le malaise qui sévit parmi les pays de la Communauté économique européenne, ce qui aura indirectement des conséquences pour le Japon. M. Giscard d'Estaing étant, à la base, un conservateur, il ne devrait pas y avoir de changements fondamentaux dans la politique de la France. »

● M. JOSEPH LUNS, *secrétaire général de l'OTAN :* « Je me réjouis que le peuple français ait démontré par son choix son sens des responsabilités politiques, exprimé son aversion envers toute forme d'extrémisme direct ou indirect et confirmé sa foi dans le progrès social au sein d'un système démocratique équilibré. Je crois, d'autre part, que l'élection de M. Giscard d'Estaing constitue un facteur positif de stabilité et de solidarité dans l'alliance et contribue à la paix en Europe et dans le monde. »

● M. TAKIEDDINE SOLH, *premier ministre libanais : M. Giscard d'Estaing a été* « l'une des personnalités qui ont contribué à l'élaboration des grandes lignes des rapports franco-arabes et à une meilleure compréhension de la nature de ces relations. Nous avons confiance qu'il poursuivra cette politique à laquelle il a été associé. »

ROME : les espoirs de la démocratie chrétienne sont comblés

De notre correspondant

Rome. — Les espoirs de la démocratie chrétienne sont évidemment comblés : après la fin du référendum sur le divorce, le quotidien du parti, *Il Popolo*, avait été en effet le seul journal à militer en faveur de M. Giscard d'Estaing, dont il avait publié jeudi une interview exclusive. C'est en politique étrangère notamment que les résultats de cette élection rassurent les Italiens dans la mesure où ils les interprètent naturellement comme le signe d'un renforcement des liens de la France avec ses alliés atlantiques et en particulier avec les Etats-Unis.

Le lundi est par tradition en Italie un jour creux dans la vie politique, les députés demeurant dans leurs circonscriptions tandis que les journaux sont à peu près uniquement consacrés aux compétitions sportives. L'impression prévaut néanmoins que les événements de France, où la crise économique et sociale est considérée comme un élément essentiel de la situation, marchent étroitement de pair avec ceux d'Italie. Si différents que soient MM. Giscard d'Estaing et Fanfani, la signification politique de la victoire du premier servira vraisemblablement de toile de fond aux efforts de la démocratie chrétienne pour reconstituer son unité en n'accordant au référendum sur le divorce que le caractère d'un fait exceptionnel. Déjà ses conséquences semblent s'effacer et le climat psychologique antérieur à la campagne s'est reconstitué.

JACQUES NOBÉCOURT.

ALGER : le choix du ministre des affaires étrangères sera déterminant

De notre correspondant

Alger. — Si le mutisme des dirigeants est de rigueur, dans la rue et aux terrasses des cafés, en revanche, les commentaires vont bon train. L'accession de M. Giscard d'Estaing à l'Elysée a déçu surtout les jeunes, qui forment ici la majorité de la population. Bien que les prises de position de M. Mitterrand sur le monde arabe n'aient pas entièrement satisfait, de nombreux Algériens avaient apprécié les grandes orientations de sa politique.

Le sort des travailleurs immigrés

L'élection de M. Giscard d'Estaing étant acquise, les Algériens s'inquiètent du sort qui sera réservé aux travailleurs immigrés. Ils s'interrogent ensuite sur l'avenir de l'axe Paris-Alger — qui avait pris corps avec la récente visite de M. Michel Jobert en Algérie — alors que le successeur de M. Pompidou a manifestement recueilli les voix des anciens de l'O.A.S. Ils se demandent, enfin, si le nouvel élu saura préserver la qualité des rapports franco-arabes et ne pas dilapider, dans ce domaine, le capital de sympathie accumulé par ses prédécesseurs. Le choix du futur ministre des affaires étrangères sera de ce point de vue déterminant. On ne s'est jamais lassé ici de faire l'éloge de M. Jobert, et l'homme de la rue aussi bien que les dirigeants souhaiteraient le voir demeurer au Quai d'Orsay. Une dernière question : M. Giscard d'Estaing fera-t-il, en tant que président, la visite à Alger qu'il devait accomplir en tant que ministre de l'économie et des finances ? La question peut d'autant plus se poser que le problèmes d'un échange de visites, au niveau des chefs d'Etat, avait été évoqué lors du séjour de M. Michel Jobert à Alger.

PAUL BALTA.

BEYROUTH : le candidat favori des Arabes l'a emporté

De notre correspondant

Beyrouth. — Bien avant les Français, les Libanais avaient choisi M. Giscard d'Estaing. Après M. Chaban-Delmas il était leur candidat favori, et cela indépendamment de ses options économiques et sociales. Parce qu'il est politiquement plus proche des gaullistes que son concurrent, il ne peut que rassurer l'opinion publique arabe, inquiète des « accointances de M. Mitterrand avec Israël ». Pour M. Alain de Teinhac, président de l'Union des Français du Liban, « *Giscard d'Estaing, c'est la continuité de la politique étrangère de la France dans le monde arabe, alors que M. Mitterrand aurait peut être été la même chose, mais il lui aurait fallu le prouver pour convaincre les sceptiques, et ceux-ci sont très nombreux...* » On souligne à ce propos que les banques libanaises avaient été chargées par certains de leurs clients du golfe Persique de retirer une partie de leurs dépôts des établissements parisiens en prévision d'un succès possible du candidat de la gauche qui, dans l'optique de ces hommes d'affaires, ne peut être que « *l'homme des communistes* ».

Si les sympathies des Arabes vont à M. Giscard d'Estaing, c'est aussi parce que le public francophone au Liban et en Syrie, par exemple, est de souche petite-bourgeoise et adopte en général des positions « droitières ».

Quant à la presse arabe de Beyrouth, qui reflète les tendances des différents régimes des pays de la région, y compris ceux qui se réclament de la gauche, elle se félicite en général du succès de M. Giscard d'Estaing, non sans souhaiter cependant pour la France « *des réformes qui empêcheraient l'emprise du gros capital sur les intérêts vitaux du peuple, et qui écarteraient dans un pays amis des Arabes le spectre de la guerre civile* ».

EDOUARD SAAB.

PÉKIN : pas de « révisionnistes » au gouvernement

De notre correspondant

Pékin. — Rassurés mais pas vraiment satisfaits, les Chinois — ceux, du moins, qui écoutent les radios étrangères — ont appris que le candidat soutenu par les « révisionnistes » n'entrerait pas à l'Elysée. Par conséquent, la France va continuer de s'allier aux atlantistes et de construire sa défense nationale sans que Moscou puisse tirer parti d'une faille éventuelle dans le dispositif militaire européen. Voilà pour Pékin l'essentiel : la problématique chinoise se ramène à de simples considérations de stratégie internationale, dont l'importance vient d'être soulignée par l'explosion nucléaire indienne, et l'on se garde bien, à Pékin, de s'aventurer dans les méandres d'une politique intérieure française qui relève d'un monde étranger, voire étrange, et d'apprécier une opinion publique à bien des égards déconcertante.

Les Chinois, en effet, n'ont pas encore compris la défaite du candidat gaulliste au premier tour. Pour eux, les grands problèmes sont posés par les arrangements des Super-Grands et la résistance des nations petites et moyennes : comme la politique étrangère française avait obtenu, sous le gaullisme, un soutien populaire assez large, Pékin s'attendait à une victoire de Chaban-Delmas. Mais le syllogisme chinois ignorait, d'une part, le poids relativement faible attaché par l'opinion publique à la politique étrangère et, d'autre part, les questions de personnes. Quoi qu'il en soit, si les gaullistes ont décidé de voter en majorité pour M. Giscard d'Estaing, c'est sans doute, aux yeux des Chinois, qu'il est le moins mauvais candidat du point de vue de l'indépendance nationale. Qu'il soit aussi le candidat des milieux industriels et financiers ne saurait détruire le préjugé favorable de Pékin, car on estime ici que les divergences d'intérêts entre les bourgeoisies française et américaine ne peuvent se résoudre, même à la longue.

Tout de même, la situation n'est pas très claire aux yeux des Chinois : il y a eu en France un courant populaire, et ce courant a rallié nombre de militants socialistes sincères, y compris des sympathisants de la Chine. Il n'est pas très confortable de s'en dissocier. D'autre part, avec les changements survenus dans les gouvernements de Londres et de Bonn, l'Europe risque de prendre une couleur pro-américaine qui n'est pas tellement pour plaire aux dirigeants chinois.

ALAIN BOUC.

LE CAIRE : préférence à l'ancien ministre du général de Gaulle

De notre correspondant

Le Caire. — « *On s'y attendait.* » Telle a été la réaction de nombre d'Egyptiens lorsqu'ils ont appris le succès de M. Giscard d'Estaing. Il est vrai que depuis plusieurs jours les pronostics recueillis au Caire donnaient le ministre d'Etat pour vainqueur.

« *Nous qui avons eu à pâtir du socialisme, nous ne pouvons croire que la France choisira un tel système* », avait-on pu même entendre dire à la veille du deuxième tour dans certains milieux proches de la classe dirigeante. Aussi bien s'y montre-t-on généralement satisfait des résultats.

Résignation au sujet des relations franco-israéliennes

Pour avoir notamment réaffirmé en terre égyptienne ses amitiés israéliennes, M. Mitterrand n'avait pas fait le meilleur effet lors de son voyage au Caire, au début de cette année. M. Giscard d'Estaing a, en revanche, toujours été considéré comme l'ancien ministre du général de Gaulle, ce qui, en Egypte comme dans la majeure partie du monde arabe, reste encore la meilleure étiquette pour un politicien français.

Au sujet de la politique arabe de la France, l'organe du parti unique égyptien *Al Goumhouria* écrit : « *L'attitude française demeurera telle qu'elle est pour une raison fondamentale : elle émane à l'orgine des intérêts du capitalisme national français, qui cherche à rester indépendant du capitalisme américain.* »

Quant au président Sadate, il avait déclaré dès le lendemain de la disparition de Georges Pompidou : « *La mort du président français ne modifiera pas la politique d'entente entre la France et les pays arabes.* » Cela dit, on est résigné au Caire à voir bientôt les relations franco-israéliennes s'améliorer sensiblement.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

JÉRUSALEM : Israël traité avec moins de hauteur

De notre correspondant

Jérusalem. — *Si l'accession de M. Giscard d'Estaing à la magistrature suprême engage la France dans le* « renouveau » *et dans une* « ère nouvelle » *les Israéliens sont presque unanimes à penser que ce renouveau n'influera que très faiblement sur la politique française au Proche-Orient.*

Israël compte des amis chaleureux parmi les giscardiens, comme d'ailleurs dans le camp de M. Mitterrand. « Mais rappelez-vous, *nous disait-on avec scepticisme à Jérusalem,* jamais Israël n'a eu autant d'amis aussi sûrs que dans les gouvernements gaullistes. Et pourtant... » *En guise de nouveauté, on s'attend surtout à des changements dans le style que la France de M. Giscard d'Estaing donnera à ses rapports avec Israël, qui sera, pense-t-on, traité avec moins de hauteur. On espère aussi que Paris s'efforcera davantage de comprendre les dirigeants de Jérusalem au lieu de les morigéner à toute occasion.*

A. S.

Le Monde des Philatélistes

Soulagement à Saigon et à Phnom-Penh

De notre correspondant

Bangkok. — L'élection de M. Giscard d'Estaing ne pouvait qu'être accueillie avec un profond soulagement à Saigon et à Phnom-Penh, les deux capitales qui s'inquiétaient le plus de voir M. Mitterrand l'emporter. Ailleurs, dans la région, ce scrutin n'a jamais suscité qu'un intérêt limité, car il ne pouvait pas modifier, de façon sensible, les relations entre les pays de l'Asie du Sud-Est et la France.

A Saigon comme à Phnom-Penh, on redoutait vivement qu'un succès du candidat de la gauche ne débouchât sur la reconnaissance par Paris du G.R.P. sud-vietnamien et même du FUNK, présidé par le prince Sihanouk. Le président Thieu, pour sa part, se serait retrouvé devant un choix plus que délicat : ou bien rompre les relations avec la France ou bien accepter pour la première fois la double reconnaissance avec toutes les implications d'une telle solution.

Les pays non communistes rassurés

Pour Phnom-Penh, une reconnaissance par Paris de l'insurrection khmère aurait constitué un revers sérieux, le revirement de la France pouvant aboutir, en septembre prochain, à la perte du siège que les républicains conservent aux Nations unies. M. Long Bret, premier ministre de Phnom-Penh, ne nous avait d'ailleurs pas caché à l'issue du premier tour qu'il souhaitait vivement le succès de M. Giscard d'Estaing.

Si l'élection du candidat de la droite ne peut que décevoir Hanoï, elle ne devrait, par contre, que rassurer les pays non communistes de l'Asie du Sud-Est. Bien mieux connu ici que son adversaire, le nouveau président français dispose d'un préjugé favorable dans des capitales qui souhaiteraient renforcer des liens encore ténus avec l'Europe occidentale. Mais la campagne électorale française n'a suscité qu'un intérêt limité. A Bangkok notamment, on est frappé par le peu de place que la presse lui a réservé, alors que les dernières élections britanniques avaient été rapportées au jour le jour sous de grosses manchettes.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Les commentaires de la presse

UNITA (Rome, organe du P.C.) : **la majorité manifestera ses contradictions à la première épreuve difficile.**

« *Il est logique de prévoir que, allant au pouvoir dans une situation délicate, ayant à sa disposition une majorité qui ne manquera pas de manifester ses propres contradictions internes à la première épreuve difficile, devant maintenir les promesses faites à une population de travailleurs aujourd'hui immensément plus forte et qui ne manquera pas de lui demander des comptes, M. Giscard d'Estaing affronte une épreuve certainement très grave.* »

CORRIERE DELLA SERA (Milan, conservateur) : **une légitimité seulement formelle.**

« *Il y a aujourd'hui au cœur de l'Europe un pays où la légitimité du gouvernement est seulement formelle et où l'on ne sait qui est réellement le plus fort. La moitié des Français acceptent à présent l'idée de la présence des communistes au gouvernement et le leader de la gauche unie peut dire qu'il aurait gagné si les jeunes de dix-huit à vingt et un ans avaient pu voter. (...)*

LE PEUPLE (Bruxelles, socialiste) : **la France a manqué le coche.**

« *A environ 1 % des suffrages près, la France a manqué le coche. La force de M. Giscard d'Estaing a été d'apparaître comme un candidat d' ouverture politique au centre. Apparence trompeuse, mais efficace. Cette élection présidentielle n'effacera pas la vague d'enthousiasme qui a porté l'union de la gauche.* »

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG (milieux d'affaires) : **se débarrasser des oripeaux gaullistes.**

« *Le nouveau chef de l'Etat doit transformer la Ve République en une démocratie libérale et sociale, énergiquement conduite et débarrassée des oripeaux gaullistes. Son style devra être différent de celui de Pompidou en raison de la quasi-victoire de Mitterrand. Si Giscard d'Estaing voit au-delà de son septennat, il devra tenter d'élargir la base de son pouvoir constituée par une approbation populaire de justesse majoritaire. Il ne pourra y parvenir que par une politique économique et sociale appropriée.* »

NEW YORK TIMES (indépendant) : **de meilleures relations avec Washington.**

« *Tout comme le défunt président John Kennedy, le nouveau chef de l'Etat français n'a apparemment pas l'intention de se laisser paralyser par l'étroitesse de sa victoire. L'élection de Giscard, quatre jours après l'accession du ministre des finances Helmut Schmidt au pouvoir en Allemagne fédérale, devrait donner un nouvel élan à la recherche d'une unité européenne centrée plus spécialement sur la coopération franco-allemande. Les deux hommes se connaissent bien et paraissent bien s'entendre.*

» *Du même coup, une amélioration peut être attendue dans les relations américano-européennes. M. Schmidt accorde une valeur particulière au resserrement des liens avec les Etats-Unis, et Giscard a sévèrement critiqué le rôle perturbateur joué par la France à la conférence sur l'énergie de Washington, en février. Mais, à l'intérieur, Giscard risque de connaître des difficultés.* »

Les dossiers économiques du président

LE DEUXIÈME TOUR

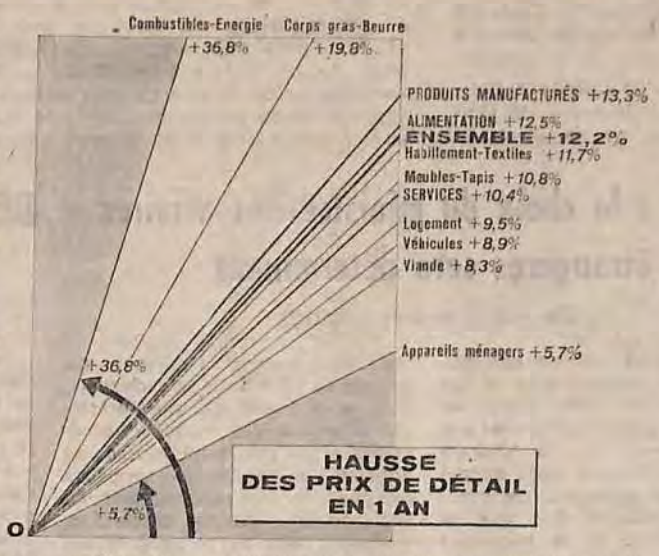
PRIX

Enrayer l'inflation record

PARMI tous les problèmes que va devoir résoudre le nouveau président, le plus urgent, le plus difficile aussi, sera celui de l'inflation. La hausse des prix de détail n'a cessé de s'accélérer en France ces dernières années : 5,2 % en 1970, 5,5 % en 1971, 6,2 % l'année suivante, 7,3 % en 1973. Pour 1974, les prévisions — non officielles — du gouvernement portent sur une augmentation de 13 %.

Il est, hélas, possible que ce pourcentage soit dépassé, car l'inflation modifie le comportement de tous les agents économiques : celui des particuliers, qui consomment plus et épargnent moins ; celui aussi des chefs d'entreprises, qui sont portés à anticiper les investissements ou à gonfler les stocks pour tenir compte de l'ampleur nouvelle des hausses de prix. Ainsi, chacun nourrit et encourage l'augmentation du coût de la vie. Dans de telles conditions, il n'est pas du tout exclu qu'un dérapage général des prix se produise au cours des mois à venir. C'est une hypothèse d'autant moins invraisemblable que les principes sur lesquels notre économie s'est fondée ces dix dernières années sont bousculés, remis en cause, voire abandonnés : les parités monétaires fixes, l'énergie à bon marché, la concurrence au sein du Marché commun...

Le tableau ci-dessus montre à quel point l'économie des grands pays est bouleversée. Il y a une dizaine d'années, les prix augmentaient en France d'à peine 3 % l'an (le taux de 4,3 % indiqué sur le tableau pour la période 1961-1971 s'explique par l'accélération qui s'est produite à partir de 1968). C'étaient alors les prix des services et des produits alimentaires qui étaient cause du léger taux d'inflation ; les prix des produits manufacturés n'augmentaient guère. Toute la stratégie des pouvoirs publics était alors fondée sur le raisonnement suivant : la baisse des prix des produits manufacturés, rendue possible par les gains de productivité, doit compenser la hausse des coûts de l'alimentation et des services. Aussi estimait-on à l'époque qu'il était concevable de contenir la hausse des prix dans la limite de 1 % par an. Lors de la rédaction du Ve Plan (1965-1970), certains membres du gouvernement, et non des moindres, voulaient même qu'on inscrive comme objectif le taux zéro en matière d'inflation.



Nous sommes très loin de ces temps calmes. Non seulement parce que le taux d'inflation annuel a été multiplié par quatre, mais aussi parce que ce sont les prix des produits manufacturés qui augmentent maintenant le plus. Le coût de la main-d'œuvre a beaucoup augmenté : 6 % par an il y a dix ans, 15 % actuellement ; les prix de l'énergie, qui n'avaient cessé de baisser pendant dix ans, ont fait le bond qu'on sait.

Il est au demeurant inquiétant qu'aucune théorie économique globale ne rende bien compte du glissement inflationniste, qui ne s'explique pas seulement par des données économiques. Il faudra au nouveau président de la République beaucoup de courage et d'imagination pour renverser l'évolution actuelle. Courage pour imposer les sacrifices qu'exige la situation ; imagination pour découvrir et faire admettre aux étrangers ce qui, dans notre façon de vivre, est inflationniste : la frénésie de consommation individuelle, la course à l'enrichissement, la concentration urbaine excessive, les modes qui réduisent en deçà du logique la longévité des produits... Un programme qui, à lui seul, peut mobiliser pendant longtemps toute une équipe gouvernementale.

LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE DANS LE MONDE (en %)

	En 1 an	En 6 mois	En 3 mois	Taux moyen annuel pour la période 1961-1971
Allemagne	7,2	4,9	1,9	3
Etats-Unis	10,2	5,6	3,3	3,1
FRANCE	12,2	7	4,2	4,3
Grande-Bretagne	13,5	8,2	4,6	4,6
Italie	14,3	8	5,3	4,2
Japon	24	14,2	8,7	5,9

EMPLOI

Des perspectives assez sombres

LA situation de l'emploi qui s'était légèrement améliorée ces derniers mois reste fort préoccupante. En 1973, pour un accroissement de 6,1 % du produit national, le nombre des demandes non satisfaites s'était accru de 70 000. De combien va progresser cette année le nombre de chômeurs, si le P.N.B. n'augmente, comme il est prévu, que de 4,5 % ? 100 000 ? 150 000 ? Les avis des spécialistes sont partagés sur le chiffre mais tous font état de leur inquiétude.

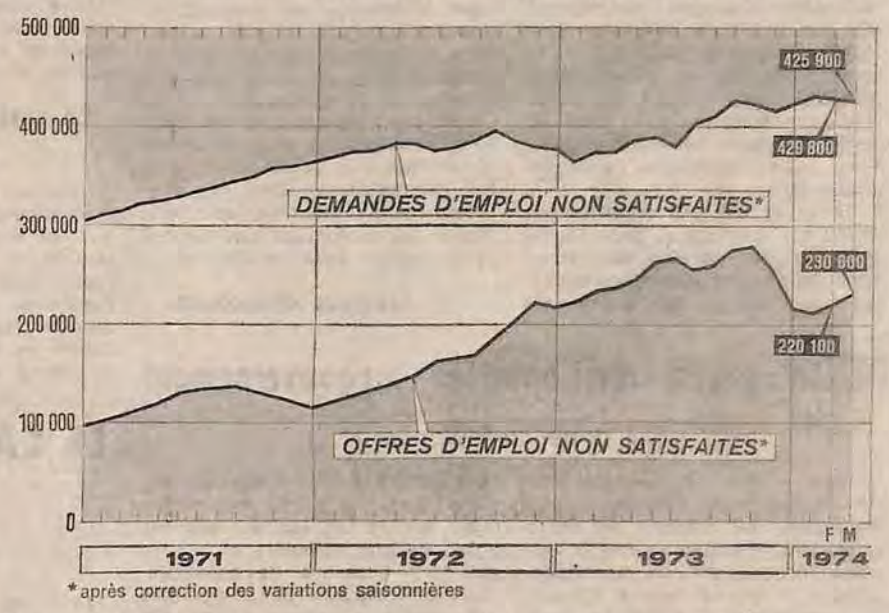
Les dernières statistiques avaient pourtant paru marquer une détente : les offres d'emploi non satisfaites avaient augmenté et l'on avait constaté, à l'inverse, une légère diminution des demandes (après un accroissement les mois précédents). Mais il faut faire plusieurs remarques, qui montrent que l'examen des seules demandes, en valeur absolue, ne donne pas une image suffisamment exacte de l'évolution du chômage :

● *Sur une longue période, on constate en effet un accroissement des offres aussi bien que des demandes.*

● *Le nombre des chômeurs secourus s'est accru régulièrement ces derniers mois : 148 000 en mars 1974, au lieu de 138 600 en janvier 1974 et 132 100 en mars 1973 (+ 12 % en un an).*

● *Le taux de satisfaction des demandes d'emploi s'est aggravé, puisque seulement 45,9 % des demandeurs trouvent une nouvelle activité professionnelle en moins de trois mois, au lieu de 48,5 % à la fin de 1972 et 50,6 % un an plus tôt.*

● *Outre l'accroissement important du nombre de jeunes de moins de 25 ans à la recherche d'un emploi durant un à trois mois, le fait le plus significatif est l'inscription en masse des femmes à l'Agence pour l'emploi. Pour la première fois, en septembre 1973, le nombre des demandes d'emploi de femmes a dépassé celui des demandes d'hommes : 242 100 contre 218 500 fin 1973, au lieu de 202 900 contre 210 200 fin 1972.*



*après correction des variations saisonnières

SALAIRES

Accélération dans les prochains mois

LE rythme de progression des salaires horaires moyens s'est légèrement accéléré au cours du premier trimestre de 1974, puisqu'il a été de l'ordre de 4,5 %, contre 3,7 % à 3,8 % par trimestre en moyenne tout au long de l'année dernière. Compte tenu de la forte accélération des hausses de prix (4,2 % au cours des trois premiers mois de l'année), le pouvoir d'achat des salaires a cependant — et pour la première fois depuis cinq ans — pratiquement stagné, alors qu'il s'était accru de 6,8 % en 1973. Faut-il croire que les recommandations du gouvernement de M. Messmer de maintenir le pouvoir d'achat cette année sans le laisser progresser ont été entendues ? N'est-ce pas plutôt le niveau exceptionnel des hausses de prix au cours des trois premiers mois qui explique cette situation ?

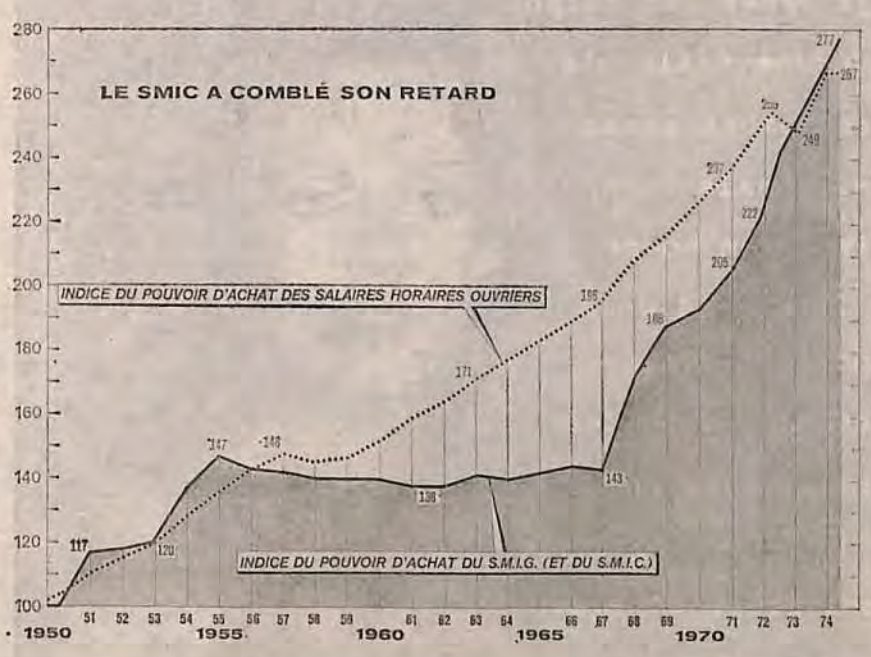
Quoi qu'il en soit rien ne permet d'espérer que la stagnation du pouvoir d'achat continuera à être de règle au cours des prochains mois. Trois facteurs au moins devraient entraîner une nouvelle accélération de l'augmentation des salaires d'ici à la fin de l'été :

● *L'EVOLUTION DU SMIC se poursuit à un rythme de plus en plus rapide. A la suite des deux augmentations de février et de mai, la progression a atteint en un an le taux record de 28,2 %. Depuis sa création en janvier 1970, le salaire minimum de croissance, qui a succédé au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), a vu son pouvoir d'achat augmenter une fois et demie plus rapidement que celui des salaires horaires moyens. L'écart entre l'évolution des pouvoirs d'achat du salaire minimum et du salaire moyen, qui s'était fortement creusé entre 1960 et 1968, est cette fois totalement comblé.*

Une nouvelle augmentation du SMIC devrait d'ailleurs intervenir le 1er juillet. Cette cascade de revalorisations en moins de six mois ne peut manquer d'avoir des effets d'entraînement assez sensibles sur les rémunérations immédiatement supérieures (jusqu'à 1 500 F par mois), soit vraisemblablement sur celles d'un tiers des salariés.

● *LA SITUATION DE L'EMPLOI ne s'est pas globalement dégradée au cours du premier trimestre et paraît devoir rester bonne dans de nombreux secteurs pendant encore quelques mois. Les travailleurs seront tentés de profiter de cette conjoncture, moins difficile que celle qu'ils pouvaient craindre en décembre dernier, pour obtenir les gains de pouvoir d'achat qu'ils n'ont pas réussi à arracher au cours du premier trimestre. Ils ont d'autant plus de chance d'obtenir gain de cause que, dans plusieurs branches industrielles, les entreprises tournent au maximum de leur capacité et préféreront peut-être supporter des hausses de salaires que des pertes de production.*

● *L'ACTION REVENDICATIVE sur les salaires, qui avait commencé à se développer dans un certain nombre d'entreprises à la fin de l'hiver et qui paraissait devoir prendre de l'ampleur au début du printemps, s'est trouvée dans la plupart des secteurs suspendue par la mort de Georges Pompidou et la campagne électorale qui a suivi. Les syndicats ont tous annoncé qu'ils demanderaient des négociations soit au plan national soit à celui des professions et des entreprises dès la fin du mois de mai. Déjà, des rendez-vous sont prévus, dans certaines entreprises, au cours du mois de juin. L'objectif de ces réunions est de dresser un constat de l'évolution des salaires et des prix durant le premier semestre. Le pouvoir d'achat n'ayant, sauf pour les « smicards », pratiquement pas progressé durant les premiers mois de l'année, il faut s'attendre que les revendications salariales soient, de toutes celles qui seront avancées, les plus pressantes.*



COMMERCE EXTÉRIEUR

Un déséquilibre inquiétant

LA facture du pétrole ne doit pas masquer la grande fragilité du commerce extérieur français non plus que le déséquilibre structurel des échanges à l'égard de certains pays tels que l'Allemagne fédérale, ou pour certains produits comme les biens d'équipement. Le déficit global de l'année 1974, estimé officiellement à 20 milliards de francs, risque en fait d'être beaucoup plus élevé — il pourrait atteindre 30 milliards, — les difficultés de vente au Danemark et surtout en Italie venant s'ajouter à une sous-estimation des importations et à une surestimation des exportations. Obligée de recourir au crédit étranger afin de ne pas épuiser ses réserves en devises, la France risque ainsi de se trouver dans une situation « à l'italienne ».

Certes les achats aux principaux pays producteurs de pétrole ont presque triplé en un an, passant de 3,5 milliards de francs, au cours du premier trimestre 1973, à 9,8 milliards de francs durant la même période de 1974. Pour le seul Moyen-Orient, les importations se sont élevées à 6,2 milliards de francs contre 2,2 milliards de francs. Le déficit commercial à l'égard de l'ensemble de ces pays a quadruplé, passant de 1,8 milliard de francs à 7,4 milliards de francs.

Ces résultats pèsent évidemment lourd dans le bilan du commerce extérieur : les importations globales du premier trimestre ont augmenté en un an de 52,7 %, alors que les exportations ne progressaient que de 36,8 %. Le taux de couverture est ainsi tombé de 102,9 % à 92,2 % : le déficit total a atteint 4,4 milliards de francs durant les trois premiers mois de 1974, contre un excédent de 1,1 milliard de francs à pareille époque en 1973, ce qui représente une désignation de 5,5 milliards de francs en un an.

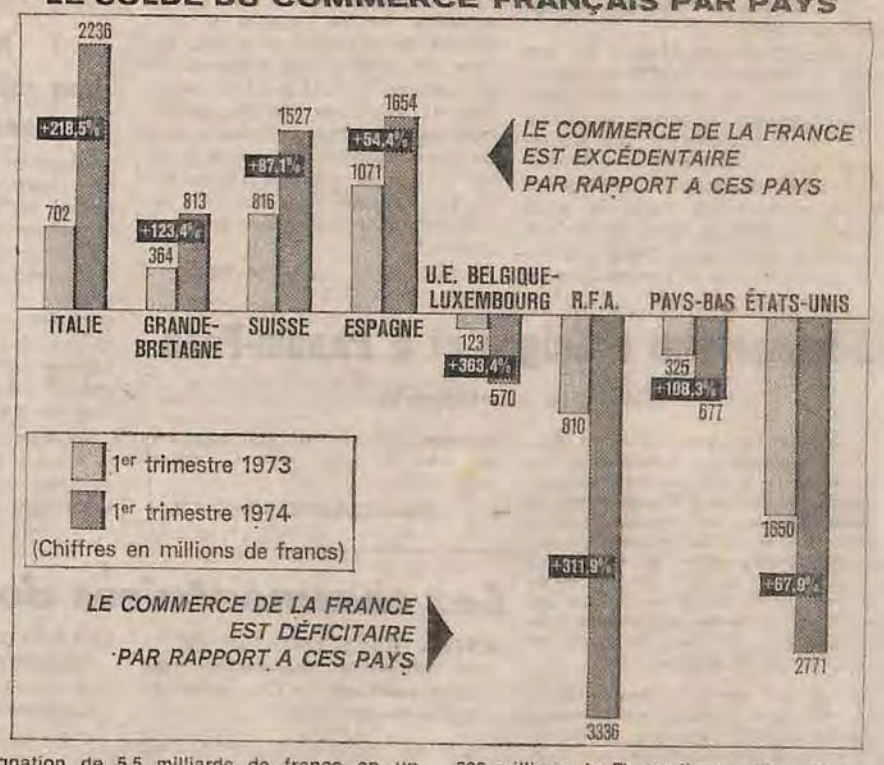
Au-delà de la brutalité des chiffres globaux, les faiblesses du commerce extérieur de la France paraissent plus inquiétants encore. Ainsi le déficit commercial à l'égard de l'Allemagne fédérale a quadruplé en un an (3,3 milliards de F de janvier à mars contre 800 millions de F), tandis que les « bons » résultats étaient surtout enregistrés vis-à-vis de pays vulnérables comme l'Italie — l'excédent français y a triplé — ou la Grande-Bretagne — l'excédent a plus que doublé.

La structure par produits de la France n'est pas non plus satisfaisante. La France exporte beaucoup de produits agricoles, notamment des céréales, dont les ventes à l'étranger ont doublé en un an (multipliant par 2,5 l'excédent total de ces produits). Le deuxième poste bénéficiaire est constitué par les ventes de biens de consommation, mais le surplus en a diminué d'un quart d'une année sur l'autre, les exportations augmentant moins (15 %) que les importations (34 %).

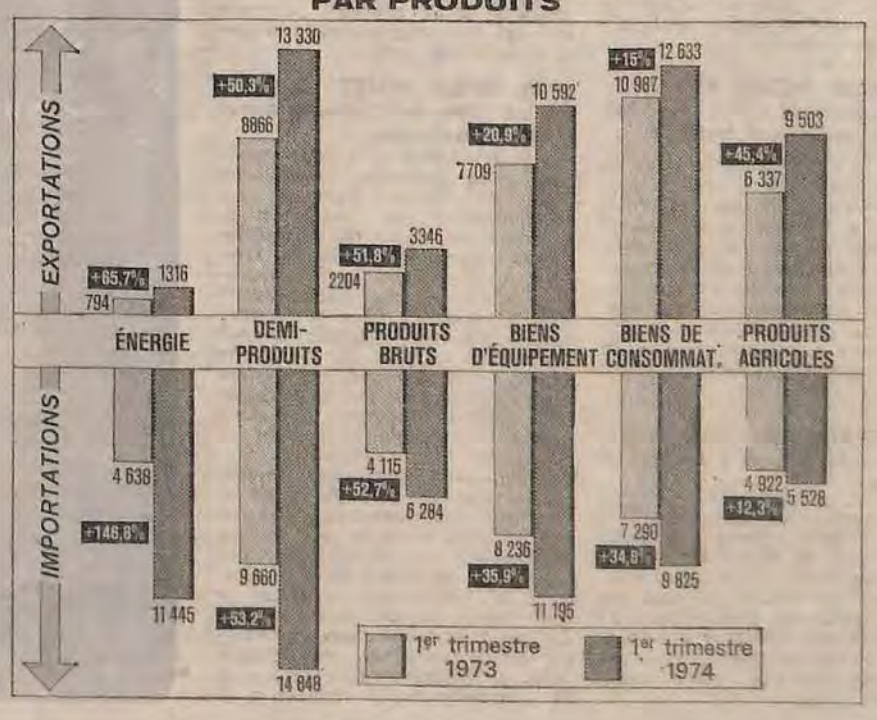
La grande faiblesse du commerce extérieur réside dans le poste des biens d'équipement, dont le déficit s'est accru de 14 %. Il est clair pourtant que, comme le montre l'exemple allemand, les chances d'un pays résident dans sa capacité à répondre rapidement à la demande étrangère de matériel d'investissement. Le handicap français sera difficile à combler, d'autant que la troisième place obtenue l'an dernier dans le classement mondial des pays exportateurs pouvait faire illusion et a sans doute contribué, du fait d'un certain triomphalisme officiel, à démobiliser les volontés.

« Les autorités françaises n'ont pas mené une politique d'expansion commerciale de façon militante », soulignait le *Times* dans un supplément commercial consacré à la France. Il faut faire preuve, en la matière, d'une certaine modestie et de franchise si l'on veut obtenir des Français les efforts nécessaires au redressement du commerce extérieur.

LE SOLDE DU COMMERCE FRANÇAIS PAR PAYS



LE SOLDE DU COMMERCE FRANÇAIS PAR PRODUITS



DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les dossiers économiques du président

FRANC

Une amputation d'un quart par rapport au deutschemark en 14 mois

EN quatorze mois, le franc a perdu 25 % de sa valeur par rapport au deutschemark (dont 11 % depuis le « flottement » du 14 janvier). Va-t-il continuer à faiblir ? C'est la question principale, pour le nouveau président de la République, dans cet univers monétaire particulièrement perturbé depuis deux ans : le dollar cherche sa voie, le deutschemark « surpuissant » met en péril le fragile équilibre du petit « serpent » européen, le franc flottant glisse non seulement par rapport au deutschemark mais à l'égard de monnaies plus faibles, comme la livre sterling, la réforme du système monétaire international n'en finit pas de ne pas aboutir...

Alors le franc ? Une première constatation : il n'a pas trop souffert de la campagne électorale. Il a, certes, fléchi, mais l'on ne saurait dire qu'il y a eu spéculation ou fuite significative de capitaux. Il est vrai qu'il avait déjà baissé avant la mort de Georges Pompidou, et qu'il est plus difficile de spéculer sur une monnaie flottante que sur des parités fixes.

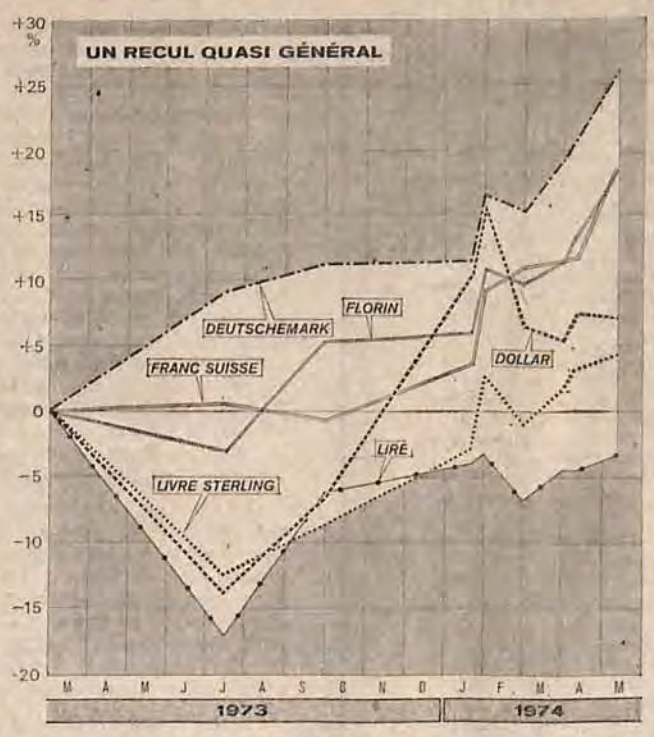
Reste l'avenir. Le franc ne baissera plus, affirment certains experts, qui estiment exagérée la chute récente, vis-à-vis du florin, du franc belge, de la couronne danoise, tirées vers le haut par l'irrésistible ascension du deutschemark. Assistera-t-on même à une stabilisation du franc puis à une reprise ? Rien n'est moins sûr, rétorquent des cambistes qui, au-delà du scrutin présidentiel, font remarquer que le recul du franc s'est amorcé dès le mois de septembre, que la hausse des prix en France reste supérieure à celle de nos grands voisins, que la balance de notre commerce extérieur se dégrade et qu'enfin les promesses électorales risquent de coûter cher.

Il faut également s'interroger sur l'attitude qu'adoptera la Banque de France. L'institut d'émission, on le sait, s'est réservé le droit d'intervenir sur le marché des changes pour contrôler le flottement du franc. Quelles instructions recevra-t-elle ?

Sur le plan international, deux problèmes restent en suspens, qui pourraient aussi grandement influer sur le comportement de la devise française. Que décidera le gouvernement allemand ? Acceptera-t-il de revaloriser une nouvelle fois le deutschemark, comme le demandent bon nombre de nos partenaires et certains experts économistes d'outre-Rhin ? Dans cette hypothèse, on pourrait assister à une redéfinition des devises européennes entre elles et — disent les optimistes — à un retour dans un « serpent rénové » des monnaies flottantes (franc, lire, livre sterling). Ce n'est pas la seule possibilité qui s'offre au gouvernement fédéral. Il peut tout aussi bien décider de laisser librement flotter le deutschemark, ou bien, en accord avec ses partenaires européens, élargir les marges de fluctuation des devises liées par l'accord intracommunautaire ; ce qui, dans l'un et l'autre cas, reviendrait à mettre fin au « serpent ». Bonn peut enfin tenter de maintenir le *statu quo* en essayant, avec l'aide des banques centrales suisse et américaine, de mieux maîtriser les fluctuations du dollar par rapport aux devises fortes.

Second point d'interrogation : quelle attitude adopteront les Etats-Unis sur l'éventuelle utilisation des stocks d'or des banques centrales à un cours proche de celui du marché ? Quel usage feront d'ailleurs les différents pays européens de leur or s'ils décident de s'en servir ?

1974 devait être l'année de la réforme du système international. Celle-ci est à l'eau, mais le ciel monétaire ne s'éclaircit guère pour autant.



OR

Une hausse sans précédent

L'OR à 300 dollars l'once ? Il y a peu, l'hypothèse pouvait être avancée sans faire trop sourire. Le métal précieux avait tant monté ces deux dernières années (+ 260 % à Londres) que l'extraordinaire paraissait possible. Depuis, les Européens, en évoquant la possibilité d'utiliser l'or des banques centrales pour régler les transactions entre pays, et en envisageant de vendre massivement du métal précieux sur le marché libre, ont quelque peu modifié les données du problème : des spécialistes estiment maintenant que l'on pourrait bien revoir le cours de 150 dollars avant d'apercevoir celui de 300.

L'avis n'est pourtant pas partagé par tous les experts. Nombreux sont ceux qui estiment qu'après une période de flottement bien compréhensible l'or reprendra sa marche en avant, stimulé aussi bien par les achats industriels que par les acquisitions d'opérateurs désireux de se protéger de l'inflation.

A Paris, le cours du lingot s'est évidemment aligné sur celui de l'once d'or à Londres, progressant en deux ans de 268 % ! Il a même atteint, après la mort de Georges Pompidou, 30 000 F, dit-on, pour revenir autour de 28 000 F. Le « napoléon », lui, a monté plus encore : 368 % de hausse en deux ans ! Ce pourcentage se passe de commentaires et confirme l'étrange fascination que continue d'exercer le métal précieux sur nos compatriotes. Les incertitudes électorales ont encore renforcé cette tendance.

La flambée des cours de la pièce française de 20 francs coûte cher aux pouvoirs publics : l'emprunt 4 1/2 % 1973, émis en remplacement du « Pinay », est en effet indexé sur cette pièce ; or, cet emprunt, l'Etat doit le rembourser. Heureux porteurs, malheureux contribuables !

ÉPARGNE

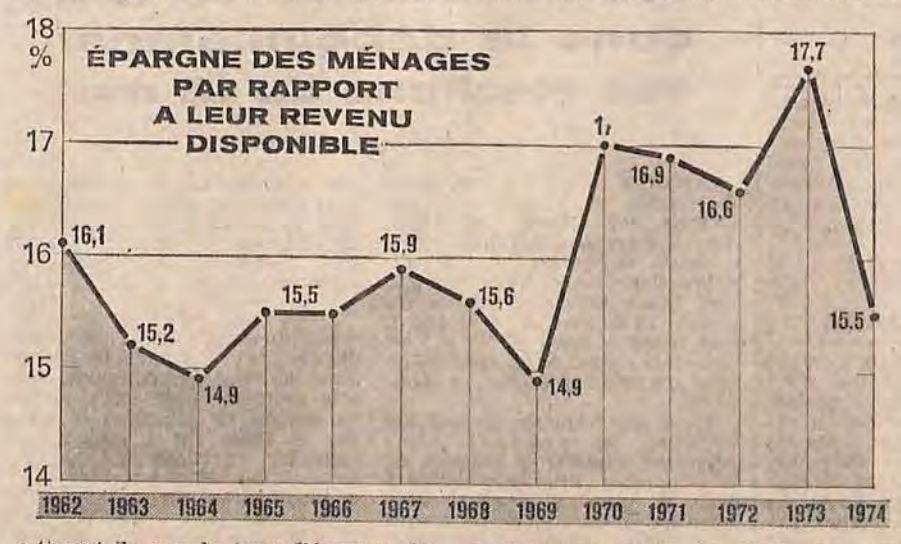
Le retournement de 1974

LES Français, qui depuis 1970 avaient beaucoup accru leur épargne, ont commencé cette année à tirer sur leurs économies. Ils le font pour continuer à améliorer leur niveau de vie en dépit de l'exceptionnelle hausse des prix. Tout se passe finalement comme si les Français refusaient de restreindre leur consommation, malgré l'important déplacement de ressources qui vient de se produire au bénéfice des pays producteurs de pétrole. Aussi les experts officiels estiment-ils que le taux d'épargne des ménages, qui avait atteint 17,5 % de leurs revenus disponibles en 1973, pourrait redescendre à 15,5 % cette année.

Ce qui est remarquable, c'est la constance avec laquelle les Français ont épargné ces dernières années malgré la très forte hausse des prix. Apparemment, un tel comportement est irrationnel, puisque, en période d'inflation, l'expérience veut qu'on se débarrasse d'une monnaie fondante. En fait, et malgré les apparences, c'est bien ce qui s'est passé : les Français ont beaucoup emprunté pour se loger ; un ménage sur cinq est actuellement endetté, qui doit beaucoup épargner pour rembourser. Il s'agissait certes pour lui de trouver un toit en accédant à la propriété, mais l'inflation a aussi incité bien des Français à chercher dans un placement sûr un refuge contre l'inflation.

L'amélioration continue du pouvoir d'achat depuis cinq ans explique d'autre part l'accroissement des dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne, ainsi que l'intérêt porté à l'achat d'actions et d'obligations.

Que va-t-il se passer maintenant ? Comme le souci de se loger et de se prémunir contre la hausse des prix n'a aucune raison de disparaître, c'est probablement l'épargne industrielle (actions, obligations, dépôts bancaires) qui risque de faire les frais de l'inflation.



RÉSERVES DE CHANGE

Freiner l'hémorragie

L'UN des problèmes les plus difficiles auxquels devra faire face le nouveau président est celui du financement du déficit extérieur engendré par la crise pétrolière. En avril, pour le quatrième mois consécutif, le commerce extérieur de la France a été déficitaire et le déficit s'est creusé. A ce rythme, la moitié au moins des réserves de change de la Banque de France risquent de s'envoler en fumée, en particulier si un mouvement spéculatif contre le franc se déclenche, s'appuyant sur les chiffres alarmants du commerce extérieur, obligeant l'institut d'émission à puiser davantage dans ses stocks de devises.

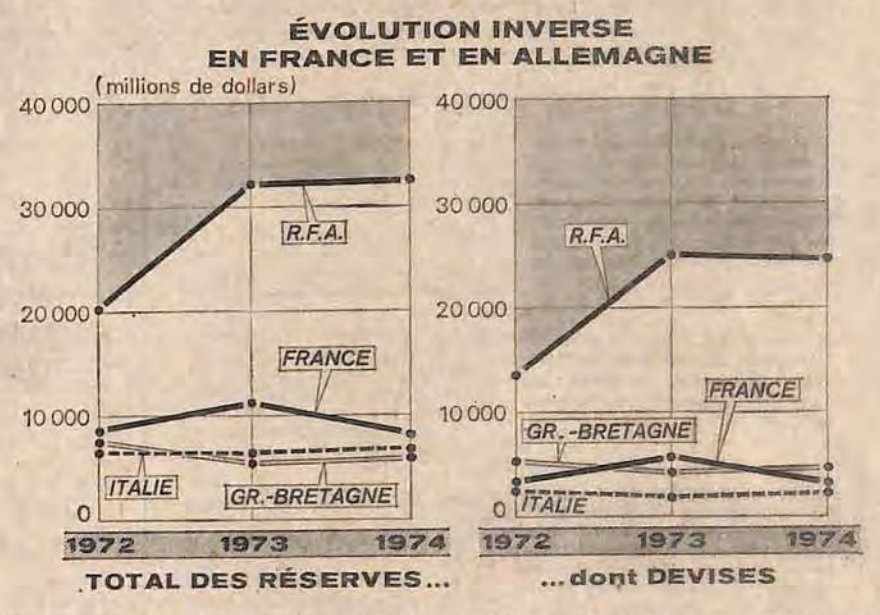
La France n'est pas la seule dans cette situation en Europe ; à part l'Allemagne fédérale, la plupart des autres pays vont être confrontés à ce problème. Comme on peut le constater sur le graphique ci-dessous, qui indique le montant des réserves durant le dernier mois recensé par le Fonds monétaire international (mars) et les mois correspondants des deux années précédentes, la crise pétrolière n'avait pas encore eu, au premier trimestre, son plein effet sur les finances extérieures des différents pays, du fait des délais de paiement habituels. Le pire est donc devant nous et s'approche à vive allure.

Deux types de solution pourraient être apportés au problème, le second n'étant du reste qu'un moyen d'attendre les résultats du premier :

1) L'une, à moyen et à long terme, consiste à rétablir l'équilibre du commerce extérieur ; c'est l'objectif que s'était fixé pour la fin de 1975 le précédent gouvernement. Nombre d'experts doutent qu'il puisse être atteint. Il paraît en outre peu probable que tous les pays européens, pour ne parler que d'eux, y parviennent ensemble.

2) L'autre solution, à court terme, consiste à trouver les moyens de financer le déficit qu'on sait devoir durer un certain temps : soit en souscrivant des emprunts extérieurs (comme l'a fait le précédent gouvernement), soit en obtenant des principaux partenaires étrangers une réévaluation du prix de l'or. Les deux remèdes ne sont évidemment pas exclusifs l'un de l'autre : le premier a des limites relativement étroites, qui tiennent aux possibilités du marché international et aussi aux charges d'intérêt et de capital rapidement croissantes qu'impliquent ces opérations : l'épuisement du crédit international de l'Italie en est la première preuve. Le second (échanger l'or des banques centrales à un prix proche de celui du marché libre), sur lequel sont tombés d'accord les ministres de la C.E.E., suppose, pour des raisons plus politiques que logiques, l'assentiment des Etats-Unis.

Du même coup, c'est tout le dossier des relations entre l'Ancien et le Nouveau Monde qui se trouve posé.



PRODUCTION INDUSTRIELLE

Une croissance déséquilibrée

LA production industrielle n'a finalement pas diminué, malgré l'enchérissement du pétrole. Mis à part l'industrie automobile, qui éprouve quelques difficultés, la crise tant redoutée ne s'est pas produite. On peut penser qu'elle ne se produira pas cette année, tant les carnets de commandes des chefs d'entreprise français restent bien garnis. C'est un peu une surprise : on attendait la récession ; c'est une croissance soutenue quoique déséquilibrée qui se poursuit dans un climat de super-inflation.

Reste évidemment à savoir comment réagira notre appareil de production aux mesures de rigueur qu'inévitablement le nouveau président de la République devra imposer au pays pour calmer l'inflation. Poser la question, c'est s'interroger sur la sévérité de ce plan et aussi sur sa date d'application. Il est évidemment trop tôt pour répondre.

Dans l'immédiat, la croissance de la production industrielle se poursuit à la cadence de 5 % à 6 % l'an, c'est-à-dire sensiblement au même rythme pendant la période allant de juin à novembre 1973. Le « choc pétrole » n'a interrompu que momentanément cette évolution. Le graphique ci-contre rend très mal compte de ce phénomène, car l'indice officiel de la production industrielle, à partir duquel il est dessiné, n'est calculé que sur les biens de consommation et laisse presque complètement de côté les secteurs produisant des biens d'équipement, qui sont précisément les plus dynamiques actuellement.

La croissance va continuer d'être vive dans les secteurs produisant des biens d'équipement et des biens intermédiaires, plus irrégulière dans les branches produisant des biens de consommation. Les problèmes qui vont se poser — ou se posent déjà — dans certains secteurs de l'industrie ne sont pas causés par une baisse de la demande, au contraire. Sauf peut-être dans l'automobile, encore que ce soit indirectement dans ce dernier secteur : on prévoyait, en 1974, une baisse de 5 % de la production automobile, du fait du renchérissement des prix pétroliers. Cette baisse pourrait attendre 6,5 %, à cause du freinage des importations décidé par l'Italie.

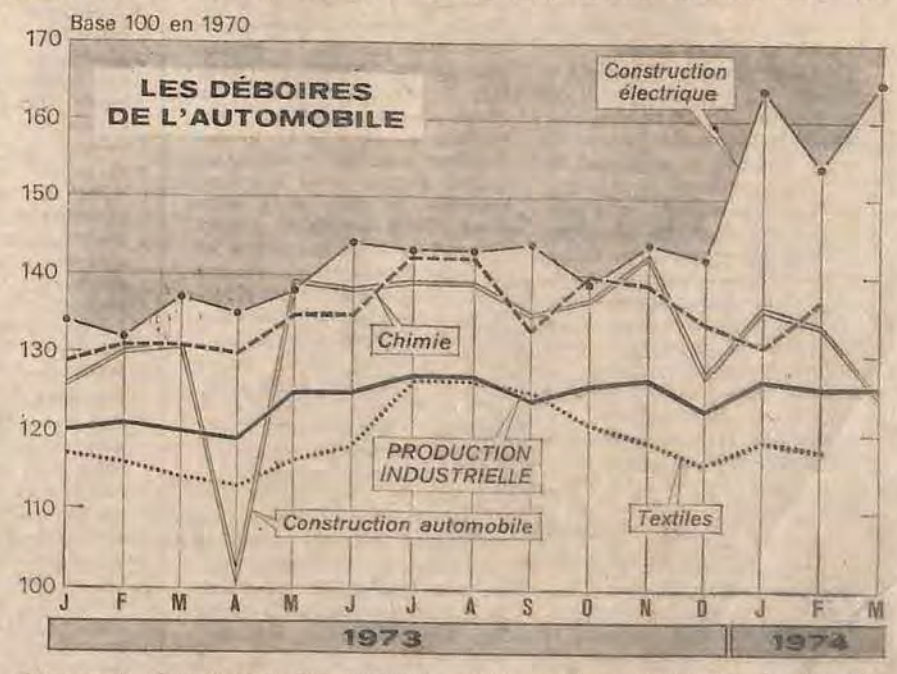
Ailleurs, les difficultés qui risquent de surgir sont d'un autre ordre ; elles ne touchent pas un secteur mais des entreprises, généralement petites et moyennes. Le resserrement du crédit, l'alourdissement des coûts, incitent les grosses firmes à « serrer la vis » aux entreprises sous-traitantes et surtout à raccourcir les délais de paiement des firmes situées loin en aval des grands secteurs de production. C'est ainsi que la confection et le textile, plus généralement, mais aussi le bâtiment, la transformation des matières plastiques, éprouvent des difficultés qui risquent de s'aggraver.

Enfin, à plus long terme, se posera le cas de l'aéronautique. Le secteur compte cent mille personnes environ, dont vingt-cinq mille pour les constructions civiles. L'abandon de Mercure, le refus possible opposé à la fabrication des versions dérivées du Concorde, créeraient du chômage et nécessiteraient des reconversions.

Ce n'est pas le moindre paradoxe de la situation actuelle que de voir notre industrie, contrairement à toute attente, incapable de produire suffisamment faute d'avoir assez investi les années passées (+ 19 % en volume en 1970, mais seulement + 5 % en 1971, + 6 % en 1972, + 8 % en 1973 et + 5 % prévus en 1974). Ainsi notre appareil de production entretient-il l'inflation, en ne répondant pas suffisamment à la demande. On peut invoquer à sa décharge le fait que l'activité qui se maintient, ou même s'amplifie dans certains secteurs, est, en partie, artificielle, puisque provoquée par la spéculation (stockages, achats anticipés...).

Mais il y a plus grave. Nous ne tirons pas, pour le rétablissement de notre balance commerciale, tout le bénéfice possible de la lente mais permanente dévaluation du franc. Celle-ci devrait pourtant nous permettre de vendre beaucoup plus à l'étranger, notamment ces biens d'équipement qui sont maintenant demandés et que nous produisons en trop faible quantité. Des marchés nous échappent ainsi, faute de pouvoir les honorer. A la base de cette carence, l'absence d'une véritable politique industrielle. Le VIe Plan avait pourtant recommandé d'encourager certains secteurs stratégiques, tels la chimie, les industries mécaniques et électriques. L'industrie allemande, elle, dispose presque en permanence — notamment dans ces secteurs-clés — de capacités de production inemployées qui lui permettent de répondre immédiatemment à toute nouvelle commande.

Entre le géant allemand et le challenger français, l'écart risque de se creuser de plus en plus si rien n'est fait. C'est une donnée essentielle et inquiétante pour toute politique européenne qui verra nécessairement se rapprocher les deux pays.



POLITIQUE

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Des revendications, déjà...

A 8 h. 30, dans les quartiers du centre, la petite armée des dactylos, des secrétaires et des techniciens de l'informatique déferle du métro vers les grandes banques parisiennes. Ce lundi matin, tous le monde est un peu las.

Rue René-Boulanger, dans l'un des établissements du Crédit lyonnais — quartier général d'Arlette Laguiller — les employés arrivent par petits groupes. Les questions fusent : « Alors, tu as vu les résultats ? », « Pour qui as-tu voté ? — Pour Mitterrand. Il a failli passer ! » Un soupir : « C'est pas encore cette fois-ci qu'on aura cinq semaines de vacances... »

Dialogue : « T'en fais pas, tu l'auras, ta révolution ! — Ce n'est pas la révolution que je voulais. — C'est quoi, alors ? — Simplement la justice, du fric, une garantie de l'emploi, un peu de considération... Mais avec tous ces vieux qui votent à droite, rien à faire. — Ma mère, elle aussi, elle a choisi Giscard. Comme elle dit, c'était Giscard ou les rouges. — Les rouges ? Tiens, les voilà. Salut, les rouges ! » Des jeunes gens surgissent aux portes de l'immeuble. Ils distribuent des tracts de l'Alliance marxiste révolutionnaire : « Nous sommes la vraie majorité. »

Embrassades. Un baiser à gauche, un baiser à droite, un autre sur le front, les « rouges » dispensent autant de baisers que d'affichettes. A l'extérieur, deux personnages en imperméable mastic, vissés au trottoir, suivent la scène d'un œil vague. L'un d'eux ramasse un tract et, sans y jeter un coup d'œil, le fourre en poche.

On parle déjà d'une plateforme commune de revendications : salaire minimum à 1 500 francs, échelle mobile des salaires, plein emploi, formation permanente, semaine de travail moins longue. On rappelle le succès mitigé de la récente grève des banques.

A l'intérieur, les bureaux sont silencieux. Arlette Laguiller est invisible. Portes closes dans les locaux syndicaux. Ailleurs crépitent les machines à écrire. Il y a du retard dans les opérations de comptes à l'étranger : les fonds, paraît-il étaient bloqués, en cas... d'une victoire de M. Mitterrand. La longue journée commence, tandis qu'au dehors flotte un léger brouillard de mai. — J. B.

« Il sera bien obligé de faire quelque chose »

L'avenue Emile-Zola est pleine de monde. Les voitures se fraient difficilement un passage parmi les hommes et femmes qui, par grappes successives, hâtent le pas au milieu de la chaussée pour gagner l'usine Renault de Boulogne-Billancourt. Tous les matins, la même scène se reproduit vers 6 h. 20. Mais, cette fois, les bribes de mots qui s'envolent sont inhabituelles : « Giscard, Mitterrand, Lecanuet », suivent des mots en espagnol ou en arabe : c'est l'heure des immigrés.

« Lisez « l'Humanité » : la gauche se renforce. » Les militants du parti communiste sont là ; ceux aussi des mouvements gauchistes. Ils distribuent des tracts. Celui de «Renault Rouge» affirme : « Giscard, nous n'attendrons pas sept ans. » Celui de l'Organisation communiste Révolution titre : « Il faudra faire payer cher à Giscard ses quelques voix de plus. » Les ouvriers prennent les tracts sans mot dire ; parfois, une remarque comme celle d'un quadragénaire : « C'est fini maintenant. »

Mais dans les cafés voisins les discussions sont plus vives que d'habitude : « Il faudra qu'il prenne des gants... » « Ça va pas durer longtemps, ils vont régler leurs comptes. » Ainsi parle-t-on de ce que d'autres appellent la nouvelle majorité.

Des mesures sociales ? Les ouvriers en attendent, et ils disent : « Il sera bien obligé de faire quelque chose. »

Plus loin, on parle de la diatribe, à la télévision, entre MM. Marchais et Lecanuet ; d'autres consommateurs, des militants communistes, dénoncent la campagne de la peur : « C'est incroyable », dit l'un ; « Eh bien ! oui, il y en a qui n'aiment pas les communistes », remarque un autre ; « Non mais, tu ne m'as pas regardé, rétorque le premier, j'ai l'air d'un tueur, moi ? »

Place nationale, le dirigeant du syndicat C.G.T., M. Roger Silvain, se tient aux portes de la Régie. « Alors, que va-t-il se passer ? » : « Il faut laisser les choses se décanter quelques jours, mais il faudra que Giscard fasse attention où il met les pieds. » Des conflits ? « C'est inévitable, les gars veulent avoir satisfaction. Bien sûr, certains seront déçus, les militants non, mais tous ceux qui, pour la première fois, nous ont aidés, ils y croyaient : pour eux ce sera plus difficile. » Et d'ajouter : « Depuis mai 1968, ça ne fait que monter. Il y a comme un lent mouvement de prise de conscience qui gonfle, qui gonfle. Des luttes, je crois qu'il y en aura, mais elles seront vraiment en profondeur. » — J.-P. D.

La joie des beaux quartiers

Comme chaque fois que la droite l'emporte sur la gauche, c'est sur les Champs-Elysées que s'est spontanément exprimée l'allégresse des vainqueurs. Dès le début de la soirée, ce fut l'habituel concert de klaxons, tandis que des groupes de jeunes gens, juchés sur des voitures décapotables ou de petites camionnettes, brandissaient des drapeaux tricolores et des affiches de Giscard d'Estaing. Des jeunes filles, cheveux au vent et la poitrine moulée dans les tee-shirts blancs frappés du slogan en lettres bleues « Giscard à la barre ! », *faisaient fièrement, les bras levés, le V de la victoire. Vers 23 heures, drapeaux et banderoles devenaient plus nombreux, et un groupe de plusieurs centaines de manifestants se constituait, remontant puis descendant les Champs-Elysées. La jeunesse des beaux quartiers s'était retrouvée sur le pavé de la célèbre avenue, sous l'œil attendri des badauds d'âge plus mûr qui, pour la plupart, leur étaient manifestement tout acquis. Mêmes scènes dans le quartier Saint-Augustin, aux abords de la permanence du vainqueur, éclairée* a giorno.

Sans doute comme le 30 mai 1968, la joie était-elle à la mesure de la crainte — ou du moins de l'incertitude — qui avait précédé. Les slogans exprimaient la satisfaction bien compréhensible d'avoir remporté la victoire : « La France a gagné ! », « La France est sauvée ! », « Qui c'est le meilleur ? Le meilleur c'est Giscard ! », « Les jeunes les voici » *(pour répondre à l'argument selon lequel la jeunesse est avec M. Mitterrand). Quant aux formules de caractère plus politique, elles s'inspiraient tout naturellement de l'anticommunisme le plus éprouvé :* « Les cocos à Moscou ! », « Marchais, salaud, le peuple aura ta peau ! », « Mitterrand à Moscou ! ». *Mais dans ce registre-là, les meilleurs étaient, comme il se doit, les militants d'Ordre nouveau, mouvement d'extrême droite dissous, dont le petit groupe criait :* « Fusillez Jean-Paul Sartre ! », « Gauchistes, terroristes assassins ! », « Brejnev, assassin. Liberté pour l'Europe ! ». *En passant devant l'agence de l'Aéroflot, ils ne purent résister au plaisir de concrétiser leur programme en envoyant un projectile dans la vitrine. Un cordon de police, disposé avec diligence, empêcha un plus grand dommage. Cette prestation d'Ordre nouveau ne parut pas goûtée de tous les supporters du ministre des finances.* « Si j'avais vu ça, je n'aurais pas voté pour Giscard », *s'exclama très ému un vieux monsieur décoré de la rosette de la Légion d'honneur.*

A 2 heures, tandis que le vacarme assourdissant des klaxons, auquel se mêlaient à l'occasion des trompettes et des pétards, continuait sur les Champs-Elysées, le centre de Paris était endormi comme à l'ordinaire. « Ils ne savent pas ce qui les attend, *commenta notre chauffeur de taxi à l'intention des klaxonneurs,* avec Giscard, c'est les grèves qui vont commencer. » *Il ajouta toutefois avec un soupir sceptique :* « Si Mitterrand était passé, ça n'aurait pas été plus facile : c'est l'argent qui aurait fichu le camp. » — F. G.

COMPRENDRE ET CONNAITRE L'INFORMATIQUE DE GESTION
EDIT. DESC 78, Bd du Bel Air 93-Gournay-sur-Marne

PROCHE-ORIENT

Egypte

LE PRÉSIDENT SADATE ANNONCE « LE DÉBUT D'UNE PHASE PLUS POSITIVE DANS LES RELATIONS ÉGYPTO-SOVIÉTIQUES ».

Le Caire *(A.F.P.)* — Le président Sadate a révélé dimanche soir 19 mai qu'il avait reçu un message de M. Leonid Brejnev, secrétaire général du parti communiste d'U.R.S.S. Ce message, a-t-il dit, était « *cordial et marquait le début d'une phase plus positive dans les relations égypto-soviétiques* ».

Le président Sadate a fait cette déclaration au cours de la réunion du conseil des ministres. Il a souligné que les relations de l'Egypte avec les deux super-puissances sont régies par deux principes : la libre volonté nationale et le non-alignement.

Après avoir souligné qu'aucun pays ne pouvait vivre seul et développer son économie dans l'isolement, le président Sadate a réaffirmé la nécessité pour l'Egypte de coopérer avec le monde arabe ainsi qu'avec l'Orient et l'Occident, « *sans complexe ni susceptibilité* ».

[Le nouvel ambassadeur soviétique au Caire, M. Vladimir Poliakov, avait déclaré, pour sa part, à son arrivée au Caire, le 14 mai, que son objectif était de consolider les relations entre les deux pays. Il avait estimé qu'« une rencontre à un haut échelon serait dans l'intérêt des deux peuples ».]

Israël

LE PARTI TRAVAILLISTE AUTORISE M. RABIN A FORMER UN GOUVERNEMENT SANS LES RELIGIEUX

Tel-Aviv *(A.F.P.)*. — Le comité central du parti travailliste israélien, réuni à Tel-Aviv, a adopté le dimanche 19 mai, par 302 voix contre 36 et 6 abstentions, une motion appelant le premier ministre désigné, M. Yitzhak Rabin, à former un gouvernement qui s'appuiera sur une majorité parlementaire de 61 membres, comprenant le parti travailliste (54 sièges), les libéraux indépendants (4) et le groupe des droits du citoyen de Mme Shulamith Aloni (3).

La motion demande également que la porte reste ouverte à l'entrée du parti national religieux dans la coalition. Les trois sièges occupés par des membres de ce parti dans l'actuel cabinet seront donc laissés provisoirement sans titulaire, dans l'espoir que le P.N.R. ralliera le gouvernement Rabin.

EUROPE

La crise irlandaise

L'état d'urgence est proclamé à Belfast

La situation demeure très tendue dans toute l'Irlande à la suite des attentats commis à Dublin vendredi soir 17 mai et du mot d'ordre de grève lancé à Belfast par les organisations activistes protestantes qui paralyse depuis cinq jours la vie de la province. L'état d'urgence a été proclamé dimanche en Irlande du Nord par le secrétaire d'Etat britannique, M. Merlyn Rees. Cette décision permet aux autorités de prendre une série de mesures pour faire face à la crise, en particulier de faire appel à la troupe pour assurer le fonctionnement des services publics. Trois cents spécialistes de l'armée sont déjà arrivés d'Allemagne et trois mille hommes seraient sur le point de se mettre en route pour Belfast. Le premier ministre britannique, M. Harold Wilson, a conféré dimanche avec M. Merlyn Rees, dans sa résidence de campagne de Chequers.

Le Conseil des travailleurs de l'Ulster, qui regroupe la plupart des organisations ouvrières protestantes, a renoncé à mettre à exécution sa menace de stopper la dernière des quatre centrales électriques qui alimentent la province. Le Conseil a averti qu'il déclencherait une grève générale si l'armée britannique tentait de prendre le contrôle des centrales.

Le secrétaire général de la Confédération des syndicats britanniques, M. Len Murray, arrive ce lundi à Belfast pour tenter de mettre fin au conflit contre lequel le TUC a pris nettement position. Trois cents délégués d'ateliers d'Irlande du Nord avaient lancé dès samedi un appel dans ce sens.

L'épreuve de force engagée par les protestants hostiles au partage du pouvoir avec les catholiques et à l'établissement de relations institutionnelles avec Dublin, tels qu'ils avaient été définis en décembre lors de la conférence tripartite de Sunningdale, est observé avec inquiétude à Dublin.

Le pape a adressé samedi un télégramme au cardinal Ryan, archevêque de Dublin, dans lequel il condamne sans réserve les actes de violence qui déchirent l'Irlande et exprime sa sympathie aux victimes et à leurs familles. Parmi les vingt-neuf morts des attentats de vendredi — une nouvelle victime ayant alourdi le premier bilan — figure une Française de trente ans, Mlle Simone Chetrite, demeurant 5, rue Gutenberg, à Paris, qui séjournait chez des amis dans la banlieue de Dublin. Treize seulement des vingt-trois morts de la capitale ont pu être identifiés. Cent cinquante blessés, dont certains sont gravement atteints, sont toujours hospitalisés.

Dans un parking de l'aéroport de Londres-Heathrow, une puissante bombe a explosé dimanche en fin de matinée. Une quarantaine de véhicules ont été détruits et trois personnes ont été légèrement blessées. Un coup de téléphone anonyme, mais précédé du nom de code souvent utilisé par l'IRA provisoire, avait prévenu de la présence de l'engin quelques instants auparavant. Un autre engin a été désamorcé dimanche soir dans un magasin du sud de Londres réservé aux militaires.

L'actualité politique française nous amène à reporter à demain la suite du reportage de notre envoyé spécial Olivier Postel-Vinay « L'équilibre de la terreur en Ulster ».

Dublin rappelle ses « casques bleus »

De notre correspondant

Dublin. — Au terme de deux réunions extraordinaires, le gouvernement de la République a demandé aux Nations unies de rapatrier les trois cent quarante soldats irlandais mis à leur disposition au Proche-Orient.

Ces « casques bleus », qui occupaient le secteur le plus septentrional de la partie du Sinaï contrôlée par l'ONU, sont attendus mercredi à Dublin. Ils auront pour tâche d'appliquer les mesures de sécurité prises à la suite de la tragédie de la semaine dernière, particulièrement le long de la frontière avec l'Irlande du Nord.

La police s'efforce de retrouver les hommes qui, le jour même du drame, ont traversé la frontière à bord de voitures volées à Belfast puis garées, pleines d'explosifs, *dans trois endroits différents* de la capitale. L'hypothèse selon laquelle il s'agirait de protestants extrémistes est toujours retenue ici mais le seul indice est la description d'un jeune homme d'une vingtaine d'années aperçu près d'une des voitures piégées juste avant l'explosion. Dans la petite ville de Monaghan, à 12 kilomètres de la frontière, où cinq personnes ont été tuées et une vingtaine blessées, la police a perquisitionné, dimanche, dans toutes les maisons.

Samedi, à Dublin, les rues étaient pratiquement désertes à la suite d'une alerte à la bombe, et, sur les conseils de la police, tous les cinémas et théâtres avaient fermé leurs portes. Dimanche, les avions qui devaient atterrir à Dublin ont dû être dirigés vers d'autres aéroports en raison d'une nouvelle alerte.

JOE MULHOLLAND.

Suisse

Le Rassemblement jurassien appelle à voter «oui» au référendum d'autodétermination du 23 juin

De notre correspondant

Berne. — Le Rassemblement jurassien, qui milite depuis un quart de siècle pour la création d'un canton du Jura francophone au sein de la Confédération helvétique, a officiellement décidé, samedi 18 mai, de se prononcer en faveur du « oui » lors du référendum d'autodétermination qui se déroulera le 23 juin prochain dans les districts de langue française du canton de Berne.

La prise de position des autonomistes jurassiens était d'autant plus attendue qu'ils avaient hésité à entrer dans le jeu du plébiscite unilatéralement organisé par les autorités cantonales et dont il ne cesse de contester les modalités d'application. En effet, les séparatistes auraient souhaité que seuls les Jurassiens de langue française fussent consultés et non l'ensemble de la population, y compris les habitants de langue allemande, comme ce sera le cas le 23 juin.

Quel que soit le résultat du vote, les districts favorables à la séparation auront la possibilité de constituer, à eux seuls, un canton du Jura. *Le Rassemblement jurassien a d'ores et déjà fait savoir* qu'en cas de majorité du « non » dans l'ensemble du Jura il demandera aussitôt la création d'un canton du Jura « *à territoire limité* ».

Si l'on se réfère au résultat des récentes élections pour le renouvellement du parlement cantonal, le scrutin du 23 juin sera assez serré. Alors que les trois districts du nord à prédominance catholique ont élu une majorité de députés séparatistes, les districts protestants du sud ont choisi des représentants pour la plupart antiséparatistes.

« *La prise de pouvoir cantonal,* a déclaré M. Roland Beguelin, secrétaire général du mouvement autonomiste, *est désormais à portée de la main. Un canton du Jura, même territorialement limité, constituera un solide interlocuteur face à Berne et à la Confédération. Il pourra revendiquer la partie demeurée attachée au canton de Berne.* »

J.-L. B.

AMÉRIQUES

États-Unis

Un mandat d'arrêt est lancé contre Patricia Hearst

Los Angeles *(A.F.P.)*. — Les doutes sur le caractère *volontaire* de la participation de Patricia Hearst, le 15 avril dernier, à l'attaque d'une banque de San-Francisco par des éléments de l'« *armée de libération symbionèse* » se dissipent avec son implication dans les accrochages meurtriers du dernier week-end, à Los Angeles. L'affrontement avec la police a fait six morts dans le groupe extrémiste auquel, après son enlèvement, le 4 février dernier, la fille du magnat de la presse, M. Randolf Hearst Jr., se serait ralliée. Depuis dimanche soir 19 mai, elle est officiellement recherchée par le F.B.I., ainsi que le couple William et Emily Harris, déjà compromis dans l'assassinat de l'enseignant noir Marcus Foster, abattu en novembre 1973 à Oakland, dans les faubourgs de San-Francisco.

Patricia aurait couvert, vendredi dernier, d'une rafale de mitraillette, tirée à partir d'une camionnette volée, la retraite précipitée des époux Harris d'un magasin d'articles de sport, où ils avaient été surpris en flagrant délit de vol à l'étalage. Les forces de police de la région de Los Angeles déclenchèrent alors une opération de grande envergure. Elle aboutit, vendredi soir, à l'encerclement et au siège d'une villa du quartier noir de Watts (rendu célèbre par les émeutes de 1965), qui servait d'arsenal et de relais aux membres de l'« *armée symbionèse de libération* ». Après les sommations d'usage, une intense fusillade s'ouvrit des deux côtés. Elle dura plus d'une heure — retransmise en direct par la télévision locale — et s'acheva par l'incendie du repaire. La violence des flammes rendit méconnaissables la plupart des cinq cadavres découverts d'abord. Un sixième corps fut retrouvé plus tard dans les débris de la maison calcinée. Il fallut plusieurs heures pour les identifier. Selon le médecin légiste, il s'agirait de Donald De Freeze, qui se faisait appeler le « *maréchal Cinque* », de Nancy Ling Perry, une des fondatrices du groupuscule, de Camilla Hall, militante connue, de William Wolfe, d'Angela Atwood et de Patricia Soltysik.

La police est maintenant convaincue que Patricia Hearst ne se trouvait pas parmi les assiégés, dont aucun n'a survécu.

A travers le monde

Italie

● UN JEUNE EXTREMISTE DE DROITE a été déchiqueté le dimanche 19 mai, vers 3 heures du matin, par l'explosion d'un engin qu'il transportait sur son vélomoteur, au centre de Brescia, en Lombardie.

République Centrafricaine

● LA CONFERENCE DE L'OCAM (Organisation commune africaine et mauricienne), qui devait se tenir à Bangui au début du mois de juin, a été reportée à une date ultérieure, a annoncé le vendredi 17 mai, à Lomé, M. Falilou Kane, secrétaire général de cette organisation.

R. D. A.

● LES LISTES UNIQUES DU FRONT NATIONAL, qui réunit les partis politiques et organisations populaires de la République démocratique allemande, ont recueilli 99,91 % des voix aux élections municipales qui se sont déroulées dimanche 19 mai.

AUSTRALIE

Les travaillistes en tête dans le dépouillement des élections du 18 mai

De notre correspondant

Canberra. — Le chef du parti travailliste et premier ministre sortant, M. Gough Whitlam, devrait être, dans quelques jours, à même de former un nouveau gouvernement. Le délai qui se sera écoulé depuis le scrutin du samedi 18 mai est dû à la fois à un résultat très serré et au caractère complexe du système de vote préférentiel utilisé en Australie.

Selon les dernières indications obtenues, les travaillistes devraient s'assurer le contrôle de la Chambre des représentants avec soixante-six sièges, contre soixante et un aux partis libéral et agrarien réunis. Cependant, douze sièges ne peuvent encore être attribués avec certitude, et si les votes qui restent à décompter penchaient fortement contre le Labour dans toutes les circonscriptions, on pourrait soit voir ce dernier conserver, d'extrême justesse, une avance d'une seul siège soit même assister à une victoire tout aussi étroite de la coalition libérale-agrarienne.

Les travaillistes, qui n'avaient que vingt-six sièges sur soixante à la Chambre haute, pourraient, dans la meilleure des hypothèses, en remporter trente et un, ce qui leur assurerait le contrôle de cette Assemblée.

Après la proclamation des résultats définitifs, M. Whitlam décidera, s'il y a lieu, de convoquer les deux Chambres en session commune pour examiner les six projets de loi, dont le refus par le Sénat fut à l'origine de l'élection anticipée de samedi. Deux de ces textes ont pour objet la modification du système électoral, sujet cher à M. Whitlam et aux travaillistes. Ils supprimeraient en grande partie l'actuelle pondération qui favorise les votes ruraux par rapport à ceux des villes. Commentant les premiers résultats, M. Whitlam a déclaré que le Labour avait augmenté le nombre de ses suffrages, mais que la voix du peuple avait été « *en partie étouffée par les bizarreries du système électoral* ».

KENNETH RANDALL.